

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER
FACULTÉ DE DROIT

**Les Assemblées de pays
du Comté Venaissin
à la veille de la
Révolution Française**

“ Erian, a passa tems, un pople...”
(Frédéric Mistral : Lis Isclo d'or)

**Thèse pour le Doctorat
soutenue le 7 Juillet 1949**
par
FRANCIS MOURET

ATELIERS BRUGUIER
NIMES
1952

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER
FACULTÉ DE DROIT

**Les Assemblées de pays
du Comté Venaissin
à la veille de la
Révolution Française**

“ Erian, a passa tems, un pople...”
(Frédéric Mistral : Lis Isclo d'or)

**Thèse pour le Doctorat
soutenue le 7 Juillet 1949**

par

FRANCIS MOURET

ATELIERS BRUGUIER

NIMES

1952



FACULTE DE DROIT DE MONTPELLIER

- MM. BECQUE, Professeur de Droit civil.
VIALLETON, Professeur de Droit civil.
GUENOUN, Professeur de Droit Romain.
LÉGAL, Professeur de Droit criminel.
DEMONTES, Professeur de Droit civil.
ANTONELLI, Professeur d'Economie politique.
DELBEZ, Professeur de Droit International public.
TISSET, Professeur d'Histoire du droit.
de LAUBADÈRE, Professeur de Droit constitutionnel détaché au
Maroc, Directeur de l'Institut Juridique de Rabat.
CABRILLAC, Professeur de Droit Commercial.
COMBY, Professeur d'Economie et de Législation de la France
d'Outre Mer.
COSTE-FLORET Paul, Professeur de Droit Civil.
MILHAU, agrégé, chargé du cours d'Economie Politique.
PEQUIGNOT, agrégé, chargé du cours de Droit Administratif.
DESMOULIEZ, agrégé, chargé du cours de Droit Constitutionnel.
DUFOUR, agrégé, chargé du cours d'Economie Politique.
SAUTEL, chargé de cours de Droit Romain.
DIJOL, chargé d'un cours de capacité.

Administration.

- MM. BECQUE, Doyen.
LÉGAL, Assesseur.
VERLIAC, Secrétaire.

Honorariat.

- MM. MORIN, Doyen-Professeur honoraire.
COURTIN, Professeur d'Economie politique.
DUBOIS, Secrétaire.

Jury.

- MM. TISSET, Président.
GUENOUN, Assesseur.
SAUTEL, Assesseur.

La Faculté ne donne aucune approbation ni improbation aux opinions soutenues dans les thèses.

A LA MEMOIRE
DE MON PERE...

...qui aurait eu tant de joie à voir ce travail achevé.

A MA MERE.

F. M.

PRÉFACE

Voici une nouvelle étude qui vient grossir le flot déjà pressé des travaux sur les Assemblées d'Etats, — le grossir, mais aussi l'enrichir.

Sans doute n'apporte-t-elle — et son cadre chronologique l'en empêcherait bien — aucun éclaircissement sur les origines de ces assemblées ni confirmation aux thèses « corporatives » de M. Emile Lousse. On ne peut non plus en attendre une description de la curieuse évolution qui, à de véritables Etats où siégeaient, selon les concepts médiévaux communs, tous les évêques ayant leur diocèse ou une partie de celui-ci en territoire comtadin, tous les nobles fieffés et les représentants des diverses communautés, a substitué, à l'extrême fin du XVI^e siècle, une commission permanente « des Elus » désignée pour l'intervalle des sessions, réunion notablement plus restreinte... et plus maniable assurément par le prince. Toute cette évolution (déjà connue par les pénétrantes études de M. Joseph Girard) ainsi que l'organisation, la situation politique et économique du Comtat au XVIII^e siècle font l'objet dans le présent travail d'une copieuse Introduction.

L'étude des assemblées que l'auteur entreprend alors, est assurément fort curieuse, même pour des assemblées aussi restreintes en nombre et en compétence territoriale (elles ne concernent d'ailleurs que le Comtat et non point l'Etat d'Avignon avec lequel elles seront volontiers en difficulté ou en rivalité), même pour des Assemblées qui ne consentent point l'impôt — car il n'y a pas de taille générale à consentir ni à répartir, l'enclave pontificale ayant l'heur de tirer les fonds à elle nécessaires de l'annuité versée par la Ferme générale du royaume de France en vertu du Concordat de 1734 (1). Certes, n'ayant point à consentir un « don gratuit » même fictif, les tenues de ces assemblées du pays n'ont pas l'intérêt ni l'ampleur que connaissent tels Etats particuliers, en France notamment. Cependant elles se préoccupent volontiers activement de toutes matières où l'intérêt du Comtat leur paraît impliqué : agriculture et ravitaillement ; commerce et droits de douane ; assistance aux aliénés, aux filles enceintes, aux enfants naturels ; aide aux publications scientifiques concernant l'histoire de la province (2) et la compilation de ses divers statuts ; tentative d'unification — fort dans le goût du jour et très nécessaire — de la procédure en usage devant les diverses juridictions...

(1) Voir infra, pp. 49 et 92.

(2) Il y a peut-être là une imitation des initiatives prises par d'autres assemblées, notamment par les Etats de Languedoc.

Mais si les assemblées ont la délibération généreuse, l'exécution laisse souvent à désirer. La décision des affaires appartient en fait et en droit au vice-légat d'Avignon ou à Rome et le pouvoir pontifical est généralement bien loin de seconder ou d'animer les assemblées du pays. Celles-ci, elles-mêmes, n'ont d'ailleurs pas grand souci d'ordre ni de bonne gestion. La chose éclate en matière de voies de communication et de chemins où, malgré un gros effort, et tandis que les Etats de Languedoc, leurs voisins, obtenaient une magnifique réussite, les Comtadins n'ont abouti, par désordre, par absence de toute vue d'ensemble, qu'à un échec presque total (3). C'est éclatant encore en matière financière: justement à cause des chemins, les Assemblées ont, dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, dépensé sans compter et n'ont su parer au déficit ainsi créé dans leur budget qu'en empruntant sans plan ni prévision si bien qu'en 1787 la province se trouvait lourdement endettée. On se décide alors à créer une Caisse d'amortissement qui, au gré de notre auteur, aurait fini par restaurer les finances du Comtat, si l'expérience avait pu se continuer.

Il faut bien le dire: les Assemblées du Comtat ne sont, à la fin du XVIII^e siècle, qu'un reste d'institution féodale déjà entré en décadence depuis deux siècles. D'un conservatisme parfois assez volontiers « négatif » (4), elles sont sensibles à l'action d'un gouvernement pontifical généralement réactionnaire, sinon arriéré, avec lequel d'ailleurs leurs difficultés se résolvent en discours et en vœux sans altérer leur loyalisme. En réalité elles vont au plus court, n'exercent ni direction véritable ni contrôle, « allouant les dépenses du Trésorier sans les examiner », s'en reposant « sur l'assemblée ordinaire, la laissant opérer arbitrairement » (5), celle-ci n'ayant aucun scrupule à interpréter, étendre, réformer les décisions de l'assemblée générale. Ainsi tout est remis aux mains du représentant de la noblesse, « l'Elu des Feudataires », des consuls de Carpentras et de l'évêque de cette ville dont le rôle est prépondérant (6) et qui, depuis 1776, est un italien de Gubbio, Joseph Benì. Immobilisme, désordre, manque d'esprit civique pour la gestion des affaires, tout cela a fait qu'aucune des réformes nécessaires — la Caisse d'amortissement exceptée — ne fut réalisée.

La réunion en France des Etats-Généraux de 1789 a naturellement retenti profondément sur l'enclave pontificale et l'on comprend bien comment, animés par la séduction des idées et la passion politique, Avignon et le Comtat ont cherché à modeler leur situation sur les exemples français, sans tout d'abord nier en rien leur sujétion vis-à-vis du pape. Au rebours de ce que l'on peut noter dans les élections françaises aux Etats-Généraux, l'« Assem-

(3) V. les très judicieuses appréciations du légat DURINI en 1776 *infra*, p. 148.

(4) Cf. l'affaire des Archives publiques, *infra*, p. 123.

(5) Appréciations de DURINI, *infra*, *loc. cit.*

(6) Comment ne pas penser à cette opinion d'un parlementaire toulousain qui écrivait à NECKER en 1780 à propos des Etats de Languedoc : « Les consuls des communautés sont parfaitement inutiles; ils ne vont à Montpellier que pour être de l'avis de leurs évêques... » ?

blée représentative » élue en 1790 ne marque pas d'altération subversive dans l'opinion publique et l'estime sociale; les trois évêques notamment sont élus parmi le clergé. Mais cela n'eut qu'un temps; les quelques convulsions et les troubles qui se manifestèrent dès la fin de 1790, ont très vite amené les populations à souhaiter, malgré leurs privilèges fiscaux, le rattachement qui fut opéré, on le sait, en septembre 1791. Ainsi se résolvait un problème économique grave, une situation qui — le Comtat ne pouvant se suffire en céréales, en viandes, en vin ni en bois — faisait de l'enclave une sorte de protectorat français (7).

On voit l'intérêt de la présente étude qui a justement été honorée d'une subvention du Ministère de l'Education Nationale pour faciliter son impression. Les Assemblées d'Etats ont bien toutes un « air de famille », mais elles ont la variété complexe des institutions de l'Ancien Régime. Il était bon de savoir ce qu'elles avaient été dans le Comté Venaissin. Grâce à l'effort de M. Francis Mouret, marchant sur les traces de M. Joseph Girard et du regretté M. Hyacinthe Chobaut, nous avons maintenant sur elles des connaissances et des notions, non point toujours exhaustives ni absolument nettes (il s'en faut que les documents le permettent), mais souvent précises, toujours fondées sur une recherche et une critique scientifiques et toujours très utiles.

Pierre TISSET,

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier.

(7) V. infra, pp. 48-49. — et qui faisait de la fraude et de la contrebande une « industrie nationale » (infra, p. 92).

AVANT-PROPOS

« C'est à l'histoire qu'il faut se prendre, c'est le fait que nous devons interroger quand l'idée vacille et fuit à nos yeux. Adressons-nous aux siècles antérieurs; épelons, interprétons ces prophéties du passé, peut-être y distinguerons-nous un rayon matinal de l'avenir ».

Cette phrase de Michelet prononcée dans sa leçon d'ouverture à la Sorbonne le 9 Janvier 1834 a inspiré le travail que nous présentons aujourd'hui.

L'Histoire est en effet une école de bon sens susceptible de transformer l'incertitude, apanage de notre génération, en un fervent espoir.

Nous avons éprouvé ce besoin, cette nostalgie du passé et nous nous sommes adressé tout naturellement à celui de notre petite patrie.

D'ailleurs la situation géographique originale de celle-ci, enserrée au sein d'un puissant royaume, suscitait spontanément une unanime sympathie qui se doublait pour nous d'un pieux intérêt.

C'est dans le cadre d'une de ses principales institutions que nous avons entrepris de faire revivre le Comtat. Celui-ci possédait, à l'instar des provinces de France voisines, des « Etats » provinciaux composés des trois ordres de la société d'alors: le clergé, la noblesse et le tiers état. Les Assemblées du Venaissin (1) revêtaient en outre une importance particulière du fait de l'isolement du pays et de son éloignement de la capitale politique, représentée par des administrateurs, la plupart italiens, ignorant tout de la mentalité comtadine et des besoins des habitants.

Nous avons choisi pour notre étude, la période de temps comprise entre deux occupations françaises du pays (1774-1791), la troisième annexion temporaire (2) et la réunion définitive pour mieux marquer le rôle d'une institution qui allait être engloutie dans la grande réforme révolutionnaire. Nous n'avons cependant pas hésité à remonter plus loin en arrière lorsque l'intelligence de l'exposé le nécessitait.

*
**

(1) Les Etats du Comté Venaissin depuis leurs origines jusqu'au XVI^e siècle ont été traités par M. GIRARD.

(2) Les deux premiers rattachements temporaires à la France s'étaient produits au cours du XVII^e siècle en 1662 et 1688. Le troisième eut lieu au XVIII^e siècle de 1768 à 1774.

Aujourd'hui le Comtat a perdu sa personnalité propre, il a été fondu au sein de la nation française dans une banale circonscription administrative, le palais de ses Recteurs a été détruit, ses évêchés ont disparu, Carpentras déchu de sa prérogative de capitale est devenue une modeste sous-préfecture... (3)

Mais si le temps a imprimé son sceau fatidique sur la plupart des richesses matérielles du pays, l'héritage spirituel de nos ancêtres demeure; et au moment de terminer cet avant-propos, il nous revient à l'esprit ces lignes d'un historien du Comtat (4) glanées au cours de nos recherches : « *...les habitants du pays ne sauraient toutefois oublier que l'administration pontificale désintéressée, généreuse, paternelle mérita les bénédictions de leurs pères et conserve des droits imprescriptibles à la reconnaissance des enfants* ».

Un jugement si optimiste n'est-il pas cependant démenti par les faits? Cette étude nous le révélera.

*
**

Nous adressons nos remerciements bien sincères à MM. Chobaut, Archiviste du département de Vaucluse, et Girard, Conservateur du Musée Calvet d'Avignon, eux-mêmes auteurs de nombreux ouvrages sur notre vieille province, qui ont très aimablement mis à notre disposition des documents inédits de la plus haute importance.

Avignon, Carpentras, Sault.

Janvier 1948-Avril 1949.

(3) « *Carpentras es esta capitalo, et capitalo avans poste Paris* ». E. IMBERT, *Carpentras, si deco et si merveio*, p. 51.

(4) Charles PERRIN, *Les Etats pontificaux de France au XVI^e siècle*.

I. — SOURCES MANUSCRITES

A. — ARCHIVES DEPARTEMENTALES DE VAUCLUSE.

Les archives de Vaucluse sont divisées en deux dépôts: 1° — le dépôt le plus important est à Avignon dans une partie du Palais des Papes; 2° — l'autre dépôt, plutôt une annexe, se trouve à Carpentras au deuxième étage du Palais de Justice, l'ancien Palais épiscopal.

Les archives des anciens Etats du Comtat, source essentielle de ce travail, sont conservées dans le dépôt principal d'Avignon.

Voici donc la liste des registres et dossiers que nous avons dépouillés:

1°. — *Registres des délibérations.*

Série C	N° 2	1.400-1.700	in folio	272	feuillet
	N° 33	1.701-1.710	»	809	»
	N° 36	1.736-1.744	»	577	»
	N° 37	1.744-1.753	»	862	»
	N° 38	1.753-1.762	»	1.092	»
	N° 39	1.761-1.766	»	752	»
	N° 40	1.766-1.772	»	797	»
	N° 41	1.772-1.776	»	1.012	»
	N° 42	1.776-1.780	»	936	»
	N° 43	1.780-1.781	»	788	»
	N° 44	1.782-1.785	»	1.077	»
	N° 45	1.785-1.788	»	1.077	»
	N° 46	1.780-1.790	»	583	»

2°. — *Correspondance des Etats.*

Série C	N° 56	1.775-1777	liasse	95	pièces papier
	N° 57	1.778-1.780	»	165	»
	N° 59	1.784-1.785	»	90	»
	N° 60	1.786-1.787	»	112	»
	N° 61	1.788-1.790	»	161	»

3°. — *Routes et chemins.*

Série C	N° 63	1.741-1.788	liasse	23	pièces papier
	N° 65	1.741-1.790	»	115	»
	N° 69	1.744-1.785	»	43	»
	N° 71	1.741-1.765	Registre in folio	654	feuillet
			papier		

4°. — Série G III — 1 (Evêché de Carpentras) Assemblée du clergé général de la province du Comté Venaissin.

B. — ARCHIVES COMMUNALES DE VALREAS.

Série BB 27, Folio 441.

C. — BIBLIOTHEQUE DE CARPENTRAS.

- 1° Manuscrit N° 1.217, Collection Barjavel, « *Assemblée des Etats du Venaissin* », Carpentras Comtat Venaissin, Folio 7.
- 2° Manuscrit N° 1.759 folio 241, *Réflexions sur les Etats du Comté Venaissin.*
- 3° Remontrances des Etats du Comté Venaissin, s. l. n. d. Carpentras, Collection Barjavel, 1784 C. 2.483.

D. — BIBLIOTHEQUE DU MUSEE CALVET D'AVIGNON.

- 1° Manuscrit N° 4.198 « *Livre des conclusions du Comité d'administration de la province du Comté Venaissin le 16 Juin 1790* ».
 - 2° Manuscrit N° 4.199 « *Livre de la correspondance entre l'Assemblée Représentative de l'Etat Venaissin et ses députés à Paris et autres lettres essentielles en 1790 et 1791* ».
 - 3° Manuscrit N° 5.697, Fonds Pansier « *L'hôpital ou Maison des Insensés 1681-1861* ».
-

II. — BIBLIOGRAPHIE

- BARJAVEL. — Dictionnaire historique, biographique et bibliographique du département de Vaucluse. Carpentras Devillario 1841.
- BÉCHARD (F.). — Les Etats du Languedoc, Nîmes Clavel-Ballivet et Cie, 1781.
- BENOIT (F.). — Les archives de la Sacrée Congrégation d'Avignon au Vatican (1693-1790) dans Mémoires de l'Académie de Vaucluse, Tome XXIII 1923.
- BOUDARD d'OLONNE (A. de). — Les Barons Comtadins, Avignon, Seguin 1917.
- BUSQUET (R.). — Histoire des institutions de la Provence de 1482 à 1790, Marseille, Barlatier 1920.
- CADIER (L.). — Les Etats de Béarn depuis leurs origines jusqu'au commencement du XVI^e siècle; étude sur l'histoire et l'administration d'un pays d'Etats, Paris 1888.
- CAILLET (R.). — Le canal de Carpentras, Contributions à l'histoire du Comté Venaissin. Carpentras, Batailler 1925.
- CHAMBAUD (M.). — Notice sur l'organisation judiciaire dans l'ancien Comtat Venaissin. Documents historiques inédits, Tome III 1847 p. 152-194.
- CHARPENNE (P.). — Histoire des réunions temporaires d'Avignon et du Comtat à la France. Tomes I et II, Paris, Calmann-Lévy, 1886.
Histoire de la Révolution dans Avignon et le Comtat et de leur réunion définitive à la France. Tome I seul paru, Paris Le Chevalier 1892.
Les grands épisodes de la Révolution dans Avignon et le Comtat, Tome I, Avignon, Guigou 1901.
- CHOBAUT (H.). — Une levée de troupes dans Avignon et le Comtat dans Mémoires de l'Académie de Vaucluse, 1921.
Avignon et le Comtat à la veille de la Révolution Française dans Mémoires de l'Académie de Vaucluse, 1923.
Les juifs d'Avignon et du Comtat et la Révolution Française dans Revue des Etudes Juives, Paris, Vuibert, 1937.
- CORNU (G.). — Autour du concordat du 11 Mars 1734 conclu entre Sa Sainteté le Pape et Sa Majesté le roi de France. Mémoire pour le diplôme d'E. S. d'histoire du droit, Montpellier.
- COTTIER (C.). — Notes historiques concernant les recteurs du ci-devant Comté Venaissin, Carpentras 1806.
Notice historique sur la ville de Carpentras, Carpentras, Devillario-Quenin 1827.

- DAVID (M.). — De l'organisation administrative, financière et judiciaire du Comtat Venaissin sous la domination des Papes. Aix, Tournel 1912.
- DELCAMBRE (E.). — Les Etats du Velay des origines à 1642, Saint-Etienne, 1938.
- DIDEROT ET D'ALEMBERT. — Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des Sciences, des arts et des matières, éd. Paris 1857.
- DOGNON (H.). — Les institutions politiques et administratives du pays de Languedoc du XIII^e siècle aux guerres de religion. Toulouse 1895.
- DUHAMEL (L.). — Notes sur les anciennes divisions administratives du département dans Annuaire administratif historique et statistique de Vaucluse 1877.
Les Etats provinciaux du Comtat Venaissin au XV^e siècle dans Annuaire administratif, historique et statistique de Vaucluse 1892.
Documents sur la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France dans Annuaire administratif, historique et statistique de Vaucluse 1893.
Les Etats du Comtat Venaissin dans Annuaire administratif, historique et statistique de Vaucluse 1918.
Tables des conversions des poids anciens et mesures métriques et réciproquement à l'usage du département de Vaucluse, dans Annuaire administratif, historique et statistique de Vaucluse 1907.
- DUTIL (L.). — L'état économique du Languedoc à la fin de l'ancien régime. Paris, Hachette 1911.
- ESMEIN (A.). — Cours élémentaire d'Histoire du droit français, Sirey, Paris 1925.
- EXPILLY. — Dictionnaire géographique, historique et politique des Gaules et de la France, Paris 1762-1770, 6 vol.
- FORNERY (J.). — Histoire du Comté Venaissin et de la ville d'Avignon, Avignon, Seguin et Roumanille, 3 vol. 1909.
- GIRARD (J.). — Les Etats du Comté Venaissin depuis leurs origines jusqu'à la fin du XVI^e siècle, Paris, Champion 1908.
- GOUBET (E.). — Quatre siècles de diplomatie royale française à l'égard de la Colonie Pontificale d'Avignon et du Comtat Venaissin dans Mémoires de l'Académie de Vaucluse, 3^e série, Tome VII, Année 1942.
- HILDESHEIMER (B.). — Les Assemblées générales des Communautés de Provence, Thèse Droit Aix 1935.
- IMBERT (E.). — Carpentras, Si deco et Si Merveio. Carpentras Seguin 1895.
- LOUSSE (E.). — La Société d'Ancien Régime. Organisation et Représentation corporatives, Tome I, 1943.

- MISTRAL (F.). — Lou tresor dou félibrige ou Dictionnaire provençal-français. Aix, J. Remondet-Aubin, Empremarié Felibrenco, 1878.
- MOSSÉ (A.). — Histoire des juifs d'Avignon et du Comtat Venaisin. Paris, Lipschutz 1934.
- NIEL (B.). — Tables de conversion des poids et mesures anciens en poids et mesures métriques et réciproquement à l'usage du département de Vaucluse. Avignon, Aubanel 1842.
- PERRIN (C.). — Les Etats pontificaux de France au XVI^e siècle. Paris, Joubert 1847.
- TISSET (P.) et OURLIAC (P.). — Manuel d'Histoire du droit français. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence 1949.
- VALENTIN (R.). — La valeur de l'écu au soleil à Avignon dans Mémoires de l'Académie de Vaucluse, Tome VIII 1889.
- VAUCLUSE. — Essai d'Histoire locale par Chanoine Sautel, S. Ganière, J. Girard, H. Chobaut. Avignon, Rulhière 1944.
-

CARTE DU COMTE VENAISIN

DE QUELQUES VILLES

DANS LE CANTON DE VAUD, EN SUISSE

PAR M. DE MONTMAYRE



INTRODUCTION

CHAPITRE I

LE COMTAT

SECTION I. — *Géographie*

Les Etats pontificaux de France, au XVIII^e siècle, formaient plusieurs enclaves dans le royaume. Longs de quatorze lieues sur neuf et demi de large, ils comprenaient deux pays différents et bien distincts entre eux de tout temps : l'Etat d'Avignon qui ne comprenait dans son terroir que la ville d'Avignon, les deux paroisses de Montfavet et de Morières et quelques fermes environnantes dans une étendue de deux lieues de long sur une et demie de large, et le Comtat représentant tout le reste (1).

*
**

Le Comté Venaissin ou Comtat (2) était situé entre le 22°20'22" et le 23°3' de longitude Ouest et entre le 43°46'30" et le 44°27' de latitude Nord (3). Sa forme rappelait vaguement celle d'un losange; il était enclavé entre les provinces françaises de Languedoc, de Provence et de Dauphiné. Le Rhône et la Durance constituant les côtés ouest et sud de ce losange le séparaient respectivement du Languedoc et de la Provence, celui-là du Nord de La Palud à l'Etat d'Avignon, celle-ci de Bompas à l'embouchure de la Saba à peu de distance de Mérindol. Sa frontière avec la Provence prenait alors la direction nord, suivait une ligne artificielle très sinueuse englobant Menerbes, Cabrières, Vaucluse et laissant à l'extérieur Mérindol, La Coste, Gordes, Murs, faisait brusquement un coude pour intégrer Javon, puis, franchissant la Nesque, remontait sur le plateau de la Gabelle le séparant du Comté de Sault jusqu'à Savoillans, point de contact avec le Dauphiné. Ici nouvelle orientation, nord-ouest cette fois: la ligne suivait un tracé parallèle au Toulourenc jusqu'à Mollans où, traversant l'Ouvèze, elle englobait Faucon, Puyméras, arrivait à Villedieu, se confondait avec l'Aigues jusqu'à Saint-Roman de Malegarde sur la gauche de laquelle elle prenait brusquement la direction Nord pour englober Visan, Valréas, Rousset et redescen-

(1) Arch. dép. de Vaucluse C 43, fol. 408. Le Comtat avait donc une superficie de 4.788 kms², l'Etat d'Avignon 108 kms², la lieue de Provence étant de 6 kms.

(2) L'étymologie du mot *Venaissin* est controversée. L'origine la plus plausible serait qu'il dérive du nom d'une communauté comtadine: Venasque (Vendasca, Vendascensis). Ancienne capitale des tribus gauloises, Venasque possédait au VI^e siècle un atelier monétaire frappant des monnaies d'or. D'ailleurs la position centrale de ce village inclinerait à adopter cette explication. Les autres hypothèses (a venatione, Avennicus) semblent relever de la plus pure fantaisie.

(3) Expilly, *Dictionnaire géographique, historique et politique*, op. cit. au mot Comtat.

daît vers le sud par Grillon, Richerenches, Bouchet, Barbaras (4), traversait Rohegude (5) et après avoir passé le Lez et le Lauzon parvenait au Rhône au nord de La Palud.

En dehors de ces frontières, plusieurs enclaves se rattachaient encore au Comtat: certaines localités comtadines, véritables îlots en terre étrangère, étaient en effet complètement détachées du territoire principal: les villes et terroir de Bonnieux dans la viguerie d'Apt, Solerieu en Dauphiné, les Pilles, Aubres, Eyroles, Valouses également en Dauphiné (6).

Enfin le Comtat lui-même renfermait diverses terres étrangères, enclaves dans une enclave: l'Etat d'Avignon, situé à un des angles méridionaux du pays, qui, bien que sous la même domination n'en avait pas moins une administration propre; Mondragon et son terroir appartenaient au Comte de Provence; l'enclave la plus étendue était la principauté d'Orange (7) s'étendant d'Est en Ouest, de Suzette au Rhône, avec les villes de Jonquières, Courthézon, Gigondas; la petite enclave de Saint-Marcellin, près de Vaison, relevait du Dauphiné; enfin les trois villes de Bédarrides, Chateauneuf-Calcernier ou du Pape et Gigognan, fiefs impériaux, étaient dans une situation particulière (8).

On distinguait dans le Venaissin deux régions naturelles nettement caractérisées, séparées par le Lauzon qui arrose Carpentras: le Bas Comtat, vaste et riche plaine au sud, s'étendait jusqu'à la Durance, le Haut Comtat, comprenant la partie nord montagneuse, annonçait déjà le Dauphiné. Un étranglement entre la Principauté d'Orange et le Comté de Saull faisait communiquer les deux corps du pays.

Contrée sillonnée de rivières descendant soit du Ventoux: la Nesque, l'Auzon, la Mède, soit des derniers contreforts alpestres: l'Ouvèze, l'Aigues, ou surgissant en plein terroir comtadin: la Sorgue, le sol était fertile: le froment et le vin en constituaient la principale ressource surtout dans le Bas Comtat; on y nourrissait beaucoup de vers à soie grâce aux mûriers qui abondaient dans les

(4) Le territoire de Barbaras était contesté entre le Comtat et la France. C'est la raison pour laquelle certaines cartes indiquent Valréas et ses villages satellites enclavés dans le Dauphiné et complètement détachés du Comtat. En fait ce territoire était occupé par la France. L'enclave vauclusienne de Valréas dans la Drôme est un souvenir historique de cette situation. Voir infra, p. 95.

(5) Propriété indivise entre le Pape et le Dauphin.

(6) Solerieu, Les Pilles, Aubres, Eyroles, Valouses font partie aujourd'hui du département de la Drôme.

(7) Française depuis 1673.

(8) On disait ces villes *in comitatu, sed non de comitatu*, parce que la justice, l'économie et la police y étaient administrées indépendamment des Etats de la province par les Archevêques d'Avignon auxquels ces trois fiefs avaient été concédés par l'Empereur: Bédarrides en 822 par Louis le Pieux, Chateauneuf en 1157, par Frédéric II Barberousse. Les Papes, souverains du Venaissin, avaient par la suite confirmé aux Archevêques d'Avignon leurs privilèges sur ces trois villes. (Expilly, *op cit.* aux mots Bédarrides et Chateauneuf-Calcernier).

plaines. Le climat convenait à l'olivier. On y faisait également de très bonnes récoltes de safran, légumes et fruits. Le gibier ne manquait pas et le commerce de la soie prospérait.

Cent quinze mille habitants, en majorité ruraux, y coulaient des jours tranquilles. Carpentras, la capitale, paisible ville de douze mille âmes admirablement placée au cœur du pays, occupait une situation importante: siège du recteur et de son tribunal, des États provinciaux, du juge des premières appellations, de la Chambre apostolique et de plusieurs juges des seigneurs baronaux, Carpentras était encore tous les vendredis le rendez-vous général de la province (9) grâce à son marché très fréquenté (10).

Quelques gros bourgs plutôt que des villes disséminés çà et là: Cavaillon (6.900 h.), L'Isle (6.000), Bonnieux (3.000), Pernes (6.000), grands centres maraîchers, Le Thor, Monteux, Sarrians, autres bourgades dans la plaine grasse et fertile du Bas Comtat, Malaucène (2.700), Vaison, Valréas (6.000), Bollène (6.000) dans le Haut-Comtat déjà montagneux, plus fermé et soumis à l'influence dauphinoise.

Tel était l'aspect général du pays en cette seconde moitié du XVIII^e siècle.

SECTION II. — *Historique*

Le Comté Venaissin faisait partie des Gaules. Les Celtes ou Gaulois, ses habitants, dénommés en particulier Cavares, Voconces et Méminiens connaissaient déjà un certain degré de civilisation, accentué encore vers le VI^e siècle avant J. C. par l'influence des Grecs Phocéens établis à Marseille.

La fin du II^e siècle avant J. C. vit les Romains s'installer dans le pays grâce à plusieurs victoires successives sur les peuplades autochtones (11). La « *pax romana* » régnant désormais, le Sénat s'occupa de l'organisation administrative des régions conquises: vers 118 il constitua la Province Transalpine ou Narbonnaise formant un arc de cercle des Alpes aux Pyrénées et englobant ce qui sera plus tard la Provence, le Comté Venaissin, le Dauphiné, la Savoie (Narbonnaise Seconde), le Roussillon, le pays de Foix et une grande partie du Languedoc (Narbonnaise Première).

L'Empire fit épanouir dans le pays les fruits de la civilisation romaine. Il provoqua l'éclosion de nombreuses œuvres d'art et le

(9) La plupart des Comtadins pouvant aisément en un seul jour y venir et retourner chez eux (Arch. dép. de Vaucluse C 43 fol. 408).

(10) On y venait toutes les semaines d'Aix, Toulon, Marseille, Arles, du Languedoc, du Vivarais et du Dauphiné (Ibidem, fol. 408).

(11) En 124 Fulvius Flaccus défait les Saliens et les Voconces. L'année suivante (123) Sextius Calvinus anéantit les Gaulois qui s'étaient soulevés. En 121 Domitius Ahenobarbus écrasa les Allobroges à Vindalium. Enfin en 120 les Arvernes furent décimés au confluent de l'Eigues.

développement des villes: Cavaillon, Carpentras avec leurs arcs de triomphe, Caumont et ses thermes. Vaison enfin, plus à l'écart des communications, fut marqué à l'époque romaine d'une empreinte indélébile (12).

A la fin du III^e siècle, à la suite du morcellement des provinces, le Comtat se trouva intégré dans la Viennoise.

Les villes comtadines calquèrent leur organisation municipale sur le système romain du municipale: elles eurent ainsi un Sénat ou Curia dont les membres étaient appelés décurions et des magistrats particuliers qui s'occupaient des affaires locales. De même que la *civitas*, les hameaux et bourgs ruraux du *territorium (vici, pagi)* furent groupés et eurent leurs magistrats, leurs biens, leurs collègues.

L'Empire romain qui en avait compris l'importance, se révéla grand constructeur de routes. Deux grandes voies traversèrent le Comtat: la « *Via Agrippa* » reliant Arles à Lyon et la « *Via Domitia* » de Milan aux Pyrénées. Diverses voies secondaires sillonnèrent également le pays.

Le commerce et l'industrie connurent un vigoureux essor.

**

Mais les temps heureux sont de courte durée; un pays prospère excite les convoitises. Sous la poussée continuelle des Barbares le bloc romain se désagrégea. Le flot des envahisseurs déferla sur le Venaissin occupé successivement, dans le cours du V^e siècle, par les Burgondes, les Wisigoths, de nouveau par les Burgondes qui firent place aux Ostrogoths. Ces derniers enfin en 537 cédèrent la Provence aux Francs, le Comtat passa ainsi sous la domination franque. Le pays fut divisé selon les vicissitudes de la succession à la couronne: alors que les cités de Carpentras et de Vaison étaient attribuées à Clotaire, une langue de terre avec Cavaillon fut donnée à Sigebert roi d'Austrasie.

La mort de Clotaire en 561 provoqua un démembrement du royaume franc entre ses quatre fils. Il fut fait trois portions de la Provence et le Venaissin imbriqué dans la Haute Provence échut à Gontran, roi de Bourgogne. Sous le règne de ce prince, le pays eut à subir diverses invasions et il fallut toute l'énergie du patrice Mummole pour repousser les Saxons et les Lombards (571-575).

Cependant la bonne entente entre Gontran et Mummole ne dura pas. Celui-ci retiré en Avignon en fit un foyer de révolte. Assiégé, il résista victorieusement aux troupes de Gontran-Boson (583). Mais Mummole devait être tué deux ans plus tard les armes à la main (585).

Le pays fut ensuite envahi par les Sarrasins. Charles Martel les chassa d'Avignon après un siège mémorable (737). Définitivement

(12) Vaison est appelée aujourd'hui Vaison la Romaine.

refoulés de la rive gauche du Rhône, les infidèles furent expulsés de France par Pépin, fils de Charles Martel, qui leur enleva la Septimanie (752).

Mais en 843 les trois fils de Louis le Débonnaire se partagèrent l'Empire franc après une guerre sanglante et fratricide (Traité de Verdun, août 843) : Louis devint roi de Germanie, Charles le Chauve eut la *Francia occidentalis* et Lothaire, prenant le titre d'empereur, régna sur l'Italie, l'Austrasie, une partie de la Bourgogne, la Savoie, le Viennois et la Provence. C'est ainsi que le Comtat devint terre d'Empire.

Lothaire, pour prévenir les troubles qui s'étaient produits à la mort de son père, fit, de son vivant, le partage de ses états entre ses trois fils : Louis eut l'Italie, Lothaire les provinces du Rhin, enfin Charles fut sacré roi de Provence. Mais ce dernier étant mort sans postérité ses frères Lothaire II et Louis II recueillirent son héritage. Le Comté Venaissin passa alors sous la domination de l'empereur Louis. Celui-ci étant à son tour décédé sans enfants, ses possessions furent attribuées à Charles le Chauve ; le Venaissin faisait de nouveau partie du royaume de France.

Or Louis le Bègue, fils de Charles le Chauve, ne régna que deux ans, laissant la couronne à ses deux enfants Louis et Carloman. Mais l'autorité des deux jeunes princes n'était pas suffisamment établie pour qu'elle puisse s'opposer efficacement aux entreprises d'un intrigant : en 879 le duc Boson, personnage intelligent et ambitieux allié à la famille royale, se fit proclamer roi de Provence par une assemblée de prélats et de nobles réunie à Mantaille. Dès 880 les rois de France Louis et Carloman, soutenus par l'empereur Charles le Gros, déclarèrent la guerre à l'usurpateur. Boson, bien que battu, parvint à se maintenir sur le trône de Provence qu'il laissa en mourant à son fils Louis l'Aveugle. Celui-ci confia l'administration de son royaume à son parent, le Comte Hugues qui, à la mort du roi, s'empara de la couronne et céda la Provence au roi de Bourgogne. En 949 Conrad roi de Bourgogne installa à Arles le comte Boson. Celui-ci réussit à se rendre héréditaire et ses deux fils Guillaume et Rotbold possédèrent par indivis la région située au sud de l'Isère connue désormais sous le nom de Provence et sur laquelle ils exercèrent leur autorité tantôt conjointement tantôt séparément.

En 1032 le dernier roi de Bourgogne Rodolphe III laissa son royaume à l'empereur Conrad le Salique : le Comté Venaissin fut donc rattaché à l'Empire. Mais, au sein de celui-ci, l'ancien royaume de Bourgogne-Provence conserva une certaine autonomie sous le nom de royaume d'Arles.

*
**

La maison comtale issue de Boson d'Arles s'étant éteinte faute d'hoirs mâles, la Provence, au début du XII^e siècle se trouva appar-

tenir aux trois maisons de Toulouse, d'Urgel et de Barcelone qui, par les femmes, descendaient de la même souche: la maison de Toulouse eut le Venaissin, celle de Barcelone la Provence proprement dite, celle d'Urgel le Comté de Forcalquier.

C'est à cette époque que plusieurs villes du Comtat, Pont de Sorgues, Cavaillon, l'Isle se donnèrent une constitution consulaire, alors que de son côté Raymond V, Comte de Toulouse, tentait de réduire la féodalité. Mais Raymond VI, son fils et successeur, s'étant montré favorable au *manichéisme*, le Concile de Latran lui retira en 1215 toute souveraineté sur la partie de ses états conquise par les Croisés, réservant seulement au jeune prince, son fils, lorsqu'il serait en âge, le Comté Venaissin, Beaucaire et la Provence. Ce troc ne satisfait pas Raymond VII qui en appela à la force. Sa présomption lui coûta toutes ses possessions du Midi de la France. Le traité de Paris le 12 Avril 1229 qui mit un terme à la Croisade dite des Albigeois sanctionna la défaite du Comte de Toulouse : conclu entre le roi de France, le cardinal Romain de Saint-Ange et Raymond VII, il enlevait à ce dernier une grande partie de ses états à l'Ouest du Rhône constituant le Languedoc Oriental qu'il attribuait au Roi de France; quant aux possessions du Comte de Toulouse situées à l'Est de ce même fleuve, c'est-à-dire le Comté Venaissin, elles étaient cédées à l'Eglise romaine en contre-partie du soutien que le Pape avait apporté au roi. Raymond VII conservait seulement la partie de ses états du sud-ouest de la France à la condition toutefois qu'il mariât sa fille au frère du roi, Alphonse de Poitiers.

Le Comte de Toulouse se réconcilia par la suite avec ses anciens adversaires après avoir fait amende honorable. Mais, en dépit de son serment de respecter le traité, il sollicita maintes fois le Pape de lui restituer le Venaissin. Devant le peu de succès de ses démarches, il transgressa ouvertement la paix de Paris en confirmant les franchises que son sénéchal Barral des Baux avait octroyées aux Comtadins. En outre le roi de France dont la politique était devenue favorable à Raymond VII depuis le mariage de son frère avec la fille et héritière du Comte de Toulouse, pressait le Pape de restituer le Venaissin à son ancien souverain. Innocent IV céda à ses instances pour des raisons tactiques (il espérait l'appui du Roi de France dans sa lutte contre l'empereur Frédéric II).

Le Comtat revint donc au Comte de Toulouse avec cependant la clause restrictive de son retour au Saint-Siège après l'extinction de la postérité comtale.

Ce droit de réversion ne manqua pas d'être invoqué par le Pape Grégoire X dans son entrevue à Lyon avec le roi de France à qui l'héritière de Raymond VII avait transmis le Comtat. Philippe le Hardi reconnut le bien-fondé de la demande et le 19 Janvier 1274 le Comté Venaissin redevenait possession pontificale.

1229, 1274, deux dates essentielles dans l'histoire du Venaissin:

1229 premier contact du pays avec le Saint-Siège, 1274 entrée définitive au sein des Etats pontificaux.

Ainsi pendant plus de cinq siècles de 1274 à 1791 le Comtat eut son existence liée à celle de Rome, existence d'ailleurs paisible, troublée seulement par trois rattachements temporaires à la France en 1663, 1688 et 1768.

Le Recteur s'installa à Pernes, mais en 1320 l'Evêque de Carpentras ayant renoncé à sa juridiction temporelle, il vint résider à Carpentras qui devint la capitale de la province.

Avignon, contrairement à une opinion trop répandue, n'a jamais fait partie du Comté Venaissin et a fortiori n'en a jamais été la capitale. Son histoire ne se confond d'ailleurs pas avec celle du Comtat. Celui-ci devint possession pontificale en 1229 par le Traité de Paris, alors que l'Etat d'Avignon fut acheté en 1348 par le Pape Clément VI à la reine Jeanne de Naples pour la somme de 80.000 florins. Depuis cette date, les deux provinces, tout en relevant de la même autorité, continuèrent leur existence autonome et une longue lutte fut nécessaire au légat d'Avignon pour devenir au XVIII^e siècle le Supérieur hiérarchique du Recteur.

CHAPITRE II

LES ETATS DEPUIS LEURS ORIGINES

Les Etats du Comté Venaissin trouvent leur origine dans deux causes différentes d'ailleurs l'une de l'autre; la première est l'existence de la Cour du Venaissin qui assistait jadis le Recteur dans son gouvernement. Habituellement les officiers du Comtat, sénéchal juge-mage, trésorier, procureur fiscal composaient cette Cour, mais dans des cas exceptionnels le Recteur réunissait des assemblées plus importantes comprenant les possesseurs de fiefs, les Evêques, les notables du pays... Ne faut-il pas voir là une ébauche d'une assemblée des trois Etats? Ce n'était assurément qu'une esquisse, une assemblée très restreinte, mais qui permettait à ceux qui la composaient tous les espoirs pour l'avenir.

L'émancipation des Communautés est certainement une autre raison du développement des Etats : vers la fin du XIII^e siècle les communautés comtadines s'étaient dégagées de la tutelle seigneuriale; or, en faisant l'expérience d'une administration quasi autonome, elles comprirent qu'une étroite interdépendance les unissait et que, pour faire valoir leurs intérêts communs, il était nécessaire, voire indispensable qu'elles choisissent des représentants qui, réunis à ceux du clergé et de la noblesse, formeraient les assemblées générales du pays.

Les communautés ne tardèrent pas à faire fonctionner leur sys-

tème de représentation: le 5 Juin 1300 trois députés chargés de présenter à Sa Sainteté les doléances des communautés étaient reçus à Anagni par Boniface VIII. Ils protestèrent contre les abus commis par les officiers pontificaux et proposèrent au Pape d'approuver un certain nombre de statuts entre autres l'effet suspensif de l'appel, la réglementation de la torture et de la saisie ainsi qu'un régime pour les clercs mariés. Les députés ne reçurent pas complète satisfaction; ils obtinrent cependant la publication de trois bulles en faveur des Comtadins: la première proclamait pour ceux-ci le droit de ne pas être jugés en dehors du pays, il faut voir là l'origine du privilège « *Ne Comitatusenses extrahantur* »; la seconde décidait la frappe d'une nouvelle monnaie; la troisième enfin ordonnait au Recteur d'expulser du Comtat les juifs et les étrangers qui y pratiquaient l'usure.

Encouragés par cet exemple, le clergé et la noblesse se hâtèrent de l'imiter: en 1301 une délégation de prélats et de nobles fut envoyée au Pape pour se plaindre de l'administration du recteur Mathieu de Théate. Cette démarche fut couronnée de succès, provoqua la disgrâce du recteur et son remplacement par Roger de Spinis. Toutefois celui-ci n'exerça pas d'abord lui-même ses pouvoirs et nomma pour le suppléer Guy de Montalcino sénéchal du Venaissin. Ce dernier réunit, à son arrivée dans le Comtat, les notables du pays en parlement général afin de procéder à une reconnaissance des pouvoirs respectifs du recteur et du sénéchal. Ce parlement convoqué selon l'usage, devint par la suite une véritable assemblée consultative. Guy de Montalcino chercha à mettre fin au différend qui opposait le prince d'Orange au baron dauphinois Raymond de Mévouillon. Il s'adressa donc au parlement général qui fut partisan d'une trêve. Ce qu'il importe de remarquer dans cet épisode, c'est que, dans les circonstances graves, l'envoyé du Pape éprouve le besoin de solliciter l'avis des représentants du pays.

L'habitude était prise, de nouvelles assemblées furent convoquées: en 1302 par le recteur Roger de Spinis pour entendre la lecture de deux bulles pontificales; en 1303, le 30 mai, le même recteur réunit le parlement à Pernes et celui-ci décida qu'une expédition militaire s'imposait contre Raymond de Mévouillon pour faire cesser ses agissements envers le prince d'Orange; en 1304 le nouveau recteur, Guillaume de Mandagout réunit, selon l'usage, une assemblée des trois ordres.

On voit donc que de 1302 à 1304 siégèrent de fréquentes assemblées non seulement pour des cérémonies de pure forme, mais aussi en vue d'opiner sur les affaires les plus graves.

Mais nous ne savons rien de bien précis au sujet de ces dernières réunions. Au contraire, en 1311 nous possédons un procès-verbal d'assemblée: En Septembre 1310 le Pape Clément V avait nommé son neveu Raymond Guilherm recteur du Venaissin. Dès sa prise de pouvoir, ce dernier promulgua deux ordonnances que les trois

ordres jugèrent attentatoires aux libertés de la province. Le parlement, réuni à cette occasion, envoya une délégation au recteur et sur les représentations de celle-ci, ce dernier modifia ses ordonnances et fit de nouveaux statuts.

Que de chemin parcouru en quelques années : en 1300 les communautés décident d'envoyer une délégation au Pape. En 1311 c'est le Parlement général, les communautés s'étant jointes aux deux autres ordres, qui d'un seul élan se dresse contre le recteur et réussit à le faire capituler.

Depuis ce moment, il semble que les trois ordres se soient entendus et se réunissent assez souvent. Malheureusement les documents nous font défaut pour l'affirmer d'une façon certaine. Cependant nous connaissons l'assemblée de 1338 que le recteur convoqua pour la révision des anciens statuts. Cette assemblée marque un progrès sur les précédentes en ce sens que la convocation de la noblesse fut générale et que les notables, au lieu d'exprimer leur avis personnel, manifestèrent celui de la ville dont ils étaient mandataires. Mais en contre-partie seules dix communautés y étaient représentées, Carpentras, Pernes, Cavaillon, Bonnieux, Mornas, Bollène, Mormoiron, Valréas, Monteux et Malaucène et en outre certains officiers de la Cour du Venaissin, le trésorier, le procureur fiscal, le juge des appellations et le juge de Carpentras y assistèrent. Nous ne sommes donc pas encore en présence d'une véritable assemblée des Etats de la province, c'est-à-dire d'une réunion exclusive des trois ordres.

En effet ces parlements de la première moitié du XIV^e siècle, nommés *concilium* ou *parlamentum generale*, ne possédaient aucune des caractéristiques d'une véritable assemblée d'Etats ni dans leur composition ni dans leurs attributions. Leur réunion dépendait en quelque sorte du bon vouloir du recteur. Celui-ci avait bien compris la force que représentaient ces assemblées, mais aucune coutume bien enracinée, aucun principe juridique bien établi ne l'obligeaient à les convoquer.

Pour que ces assemblées se convertissent en Etats une cause était nécessaire. Or celle-ci survint dans la seconde moitié du XIV^e siècle : ce fut la demande de subsides, principal objet de la plupart des assemblées à partir de cette époque. Il est vrai, que, dans les temps antérieurs, selon le principe féodal, le suzerain ne pouvait lever des subsides extraordinaires s'il n'avait le consentement préalable de ses vassaux. Seulement ces consentements ne provenaient pas de votes d'assemblée, ils résultaient plutôt d'accords entre les parties intéressées. Ainsi, quand Alphonse de Poitiers en 1261 et 1269 eut besoin de fonds, il ne convoqua pas une assemblée, mais envoya son sénéchal dans chaque seigneurie et communauté pour s'entendre avec les seigneurs et habitants et quelquefois le sénéchal n'était pas très bien accueilli. Ce système n'était pas satisfaisant et son inconvénient se révéla encore davantage lorsque le pouvoir pontifical eut à soutenir une lutte permanente contre les compagnies

de routiers. Les revenus ordinaires ne suffisant plus, on fut obligé d'organiser « *la perception régulière des finances extraordinaires* ». C'est ainsi que pour plus de sûreté et de rapidité on s'adressa aux assemblées des trois ordres qui « *en échange des impôts qu'elles consentirent à voir lever sur toutes les communautés du Comtat obtinrent des droits nouveaux et une fixité plus grande* » (13). Les anciens « *parlamenta generalia* » devinrent donc une assemblée homogène nommée « *Conseil des Trois Etats* ». Aussi l'Assemblée de 1362 fut-elle d'une importance capitale et ceci pour deux raisons : d'abord en ce sens qu'elle fut véritablement représentative du pays par la généralité de sa convocation, ensuite parce qu'elle marqua la première intervention des trois ordres en matière financière. Voici les circonstances qui en entraînèrent la tenue : la guerre franco-anglaise étant suspendue en 1360 par les préliminaires de Brétigny, les compagnies, bandes de mercenaires armés, n'étant plus rétribuées, se livrèrent au pillage ; la riche terre comtadine excita leurs convoitises et en décembre de la même année les routiers s'emparèrent de Pont-Saint-Esprit d'où ils rayonnèrent, semant la terreur. Le Pape, menacé dans son palais, dut se résoudre, après avoir tenté une campagne militaire, à leur verser une certaine quantité d'espèces sonnantes, en l'occurrence 6.000 florins, pour les voir s'éloigner de ses possessions. Seulement le Souverain Pontife n'entendit pas supporter seul les frais de leur retraite, il prétendit les faire partager à ses sujets. C'est ainsi que les trois ordres furent consultés au sujet de la répartition de cette somme. Leur intervention se bornait à répartir la taille et non à la consentir, mais le fait est à noter.

Peut-être les Etats furent-ils réunis en 1366 par le recteur Philippe de Lalande qui voulait les consulter « *sur diverses choses intéressant la prospérité du Comté* » (le procès-verbal de l'Assemblée ne nous est pas parvenu) ; mais ce qui est certain, c'est que les lettres de convocation des nobles et des communautés présentent déjà les formules arrêtées que l'on rencontre dans les pièces postérieures.

Une autre assemblée semble, à la suite d'une nouvelle incursion des compagnies dans le Comtat, s'être tenue en 1368, pour obtenir le remboursement des sommes avancées par les autorités pontificales ; à l'issue de cette réunion et sans doute après des tractations réciproques « *les trois ordres obtinrent le droit de contrôler la perception et l'emploi des deniers de la taille* ».

En Octobre 1370 les Etats votèrent une taille de 2.650 florins pour couvrir les frais des galères qui étaient allées chercher le Pape à Rome. De plus en plus les Etats prennent l'allure de véritables assemblées ; au cours de la même réunion ils chargent des délégués d'aller saluer en leur nom le Souverain Pontife débarquant à Marseille.

(13) J. GIRARD « *Les Etats du Comté Venaissin* » op. cit.

Et c'est en 1375 que, pour la première fois, les Etats consentirent la taille et en désignèrent le collecteur: la taille s'élevait à 8.300 florins et était affectée à la solde de la garnison du Comtat; quant au collecteur, ce fut l'ancien capitaine mage de Carpentras, Pons Bermond, qui devint ainsi le premier trésorier des Etats.

Ainsi les Etats qui étaient primitivement « *un groupement temporaire de personnes féodales* » sont devenus « *un être collectif susceptible de durée* ». (14)

Le gouvernement pontifical, comprenant que la période de gestation de l'institution était terminée, voulut en régler l'organisation: Grégoire XI, avant de quitter Avignon pour Rome, promulgua une bulle le 6 Septembre 1376 d'après laquelle « *dix personnes nobles ou plébiennes de chaque judicature s'assembleraient à Carpentras en présence du recteur, une fois tous les ans, ou plus souvent s'il était nécessaire pour traiter des affaires du pays* ». (15)

Mais en fait, seule l'Assemblée du 28 Décembre 1376 fut conforme aux prescriptions de cette bulle, car les Etats tenus le 7 Février 1377 à Carpentras sont de véritables Etats-Généraux.

Désormais les Etats possèdent une organisation trop évoluée pour qu'on les ignore; aussi ils étendent le domaine de leurs attributions et leurs réunions sont de plus en plus fréquentes.

LES ETATS PENDANT LE GRAND SCHISME

La fin du Pontificat de Grégoire XI fut l'époque où les Etats furent définitivement établis comme institution; elle marque une nouvelle étape dans l'évolution historique des trois ordres. La disparition du Souverain Pontife en 1378 provoqua la double élection d'Urbain VI et Clément VII. Ce dernier reconnu par les Etats de Venaissin et par la France revint à Avignon en Mai 1379. Sous son pontificat les Etats furent réunis presque tous les ans, toujours pour voter un subside, le plus souvent en vue d'expéditions militaires.

En Septembre 1394 Pierre de Luna succéda à Clément VII sous le nom de Benoit XIII et ne voulut pas renoncer à son pontificat, ce qui aurait réalisé l'union de l'Eglise.

Mais le 28 Juillet 1398 une assemblée générale du clergé de France lui retira l'obédience; de plus les Cardinaux s'étant déclaré contre lui, envoyèrent un chef de bandes, Geoffroy Le Meingre, l'assiéger dans Avignon son lieu de refuge. Aussi les Etats furent-ils, tant que dura le siège du palais apostolique, les véritables maîtres du Comtat et pendant leurs intersessions, délèguèrent-ils leurs attributions à une commission permanente dont les membres étaient

(14) DOGNON, Op. Cit. p. 200.

(15) GIRARD, Op. Cit. p. 73.

appelés Elus. Ceux-ci se donnèrent pour tâche la lutte contre les routiers. Mais le 12 Mars 1403 Benoît XIII s'échappa d'Avignon et se réfugia en Provence à Chateaurenard; son autorité ne fut plus alors contestée : les Etats le 27 mars firent leur soumission, ainsi que les Avignonnais; le gouvernement royal lui-même revint sur sa décision première et reconnut Benoît XIII comme le seul Pape légitime. Celui-ci le 5 Mai fut reçu triomphalement à Carpentras où il tint une assemblée d'Etats qui fut suivie d'une autre session en Septembre pour remédier aux incursions des routiers qui paraissent avoir été, à cette époque, leur principale préoccupation.

Cependant Benoît XIII cherchait à entrer en rapports avec son concurrent romain. Il se rendit dans ce but à Savone en Octobre 1407, mais Grégoire XII se déroba. Or l'absence du Pape était mise à profit par les Compagnies qui intensifiaient leurs pillages; aussi les Etats, conscients de leur responsabilité, organisèrent la défense du pays: ils levèrent et armèrent des troupes, préparèrent des expéditions en collaboration avec le recteur; d'ailleurs, en général, une somme d'argent permettait d'acheter le départ de ces bandes avides de richesses; les Etats payaient alors, selon les cas, la rançon de quelques forteresses ou celle de toute la province.

Mais la position de Benoît XIII devenait désespérée: sa situation financière était telle qu'il dut pour emprunter hypothéquer certaines villes du Comtat; en outre la France lui retira son appui, enfin le concile de Pise (26 juin 1409) déposa les deux Papes, l'avignonnais et le romain et élut Alexandre V. Malgré ces coups du sort, le recteur Rodrigue de Luna parvint à maintenir le Comtat sous l'autorité de son oncle Benoît XIII: le 4 Juillet il demanda aux Etats assemblés à Carpentras une protestation solennelle de fidélité au Pape déchu. Les Etats, ne voulant rien décider, nommèrent une commission de dix-sept membres; dans leur rapport les commissaires s'en remirent au bon sens des Etats qui, très diplomatiquement, ne prirent pas parti. Mais, en fait, les Etats restaient fidèles à Benoît XIII puisqu'ils accordaient successivement plusieurs dons gratuits à Rodrigue de Luna.

Alexandre V ayant nommé le Cardinal Pierre de Thury vicaire général du Saint-Siège à Avignon, ses troupes occupèrent le Comtat. Les Elus hésitaient à reconnaître le nouveau légat. Ce dernier envoya à Carpentras l'évêque de Toulon Vidal Valentin qui, ne pouvant entrer dans la ville, somma les Elus de réunir les Etats et le 8 Avril 1410 les Etats assemblés firent acte d'obédience à Alexandre V.

En 1411 François du Conzie succéda au Cardinal de Thury comme représentant du Saint-Siège à Avignon. Pendant les vingt années que dura sa légation, les Etats, le plus souvent, se réunirent pour voter les moyens financiers nécessaires à la défense de la frontière notamment contre Geoffroy le Meingre; aussi pour assurer la sécurité du pays, les Etats décidèrent de tenir sur pied une troupe

de vingt-cinq lances. Ainsi donc à la mort de François du Conzie le 31 Décembre 1431 le Comtat jouissait d'une grande tranquillité.

Le Pape Eugène IV nomma alors à la tête des possessions citramontaines de l'Eglise son neveu Marc Condulmaro, déjà évêque d'Avignon et recteur du Comtat. Ce choix ne fut pas conforme aux aspirations de la province qui eut désiré à Avignon un cardinal-légat comme gouverneur général des domaines de l'Eglise. Condulmaro essaya de s'attirer la sympathie des Etats mais plusieurs mesures malheureuses ruinèrent sa fragile popularité et provoquèrent un mécontentement général. Les Etats qui, à plusieurs reprises, avaient demandé au Pape la révocation de Condulmaro, finirent par obtenir satisfaction. Eugène IV remplaça son neveu par le Cardinal de Foix. Mais, entre temps, les trois ordres avaient adressé leurs doléances au Concile de Bâle qui, en querelle avec le Pape, s'empressa d'envoyer dans les Etats de l'Eglise le Cardinal Alphonse Carillo et de nommer Jean de Poitiers recteur du Venaissin. Et lorsque le Cardinal de Foix se présenta, il dut, pour se faire reconnaître, employer la force armée de ses frères, les comtes de Foix et de Comminges. Les Etats tenus les 18 Mars et 3 Mai 1433 décidaient la résistance; mais, celle-ci fut pratiquement inexistante, le Comtat fut envahi en Mai et Avignon, assiégée, se rendit le 8 Juillet.

Le Cardinal de Foix donna aux Etats un grand rôle dans l'administration de la province. Ils furent d'ailleurs réunis plus fréquemment, jusqu'à quatre ou cinq fois par an, en général en vue de voter des subsides pour des besoins divers: dettes, soldes des gens d'armes, sommes destinées à éloigner les chefs de bandes des frontières du pays, dons gratuits... En Octobre 1441 le Cardinal de Foix leur demanda d'approuver un projet de statut sur la procédure civile et criminelle.

Les Etats se firent les ardents défenseurs du statu quo dans le Comtat: en Novembre 1444 le bruit courut qu'Eugène IV avait cédé au dauphin Louis le Gouvernement d'Avignon et du Comtat. Aussitôt les Etats envoyèrent à Rome un ambassadeur pour s'opposer à un tel dessein. Le Pape s'empressa de démentir la rumeur qui, d'ailleurs, ne devait pas avoir de suites.

Vers la fin de 1445 les réunions devinrent presque mensuelles; ce furent seulement des assemblées restreintes ne comprenant que des délégués des villes principales et s'occupant exclusivement d'affaires financières. Mais les Comtadins préférant des assemblées plénières, le Cardinal de Foix fit réunir les Etats le 19 Octobre 1446 et vint lui-même les présider.

Enfin les Etats s'employèrent avec la dernière énergie à résister au dauphin Louis qui prétendait intervenir dans les affaires de la province.

La fin du XV^e siècle est une période obscure pour l'histoire du Comtat en général et des Etats en particulier. Paul II nomma en

1466 le recteur du Comtat, Constantin Enli « *lieutenant et gouverneur général* ». Celui-ci réunit les Etats à Carpentras le 16 Août de la même année; les députés y réclamèrent une réglementation des activités juives, l'observation des statuts et la révocation des concessions de revenus de la Chambre accordés par le Pape à divers personnages.

Les Etats jouissent à cette époque d'un grand prestige puisque le Pape et le Roi de France s'adressent directement à eux: Paul II pour qu'ils paient leur dû aux héritiers de Geoffroy Le Meingre, Louis XI pour qu'ils appuient auprès du Pape son candidat à la légation d'Avignon.

En 1475 les Etats refusèrent de reconnaître Raymond de Bourbon comme vice-légat d'Avignon et recteur du Comtat, s'opposant ainsi à la confusion des deux provinces. Satisfaction leur fut donnée par le Pape qui confirma seulement Raymond de Bourbon dans la charge de recteur.

Le 21 Février 1476 Julien de la Rovère, neveu de Sixte IV, fut nommé légat. Il réunit les Etats qui lui présentèrent leurs cahiers de doléances. Le légat, prélat autoritaire, suggéra à Sixte IV la bulle du 18 Août 1479 qui prescrivait l'union des deux Etats du Venaissin et d'Avignon ainsi que la subordination du recteur au légat. Les Etats s'élevèrent, mais en vain, contre une telle décision.

En 1503 Julien de la Rovère fut élevé sur le trône de Saint Pierre, et le 2 Décembre 1513 Jules II, Pape, révoque ce qu'avait voulu La Rovère légat. Désormais le Comtat aurait, comme par le passé, un recteur et un gouvernement distinct de celui d'Avignon.

A partir de 1530 les Elus, délégués par les Etats pour les suppléer pendant l'intervalle des sessions, prennent une plus grande importance, car ce sont des personnages éminents et compétents; aussi le légat préfère-t-il s'adresser à eux plutôt qu'à une assemblée plénière. Toutefois celles-ci se réunissent assez fréquemment, le vote de l'impôt entrant dans leurs attributions exclusives.

La venue du Pape Clément VII à Marseille pour assister au mariage de sa nièce Catherine de Médicis avec le Dauphin Henri provoqua une réunion des Etats le 2 Septembre 1533 pour la désignation des ambassadeurs qui iraient saluer en leur nom le Pontife. Ils en profitèrent pour réclamer la confirmation de leurs privilèges et des mesures coercitives envers les juifs.

Les hostilités entre François I^{er} et Charles-Quint provoquèrent par deux fois l'occupation du Comtat par les troupes françaises et de nombreuses difficultés financières pour les habitants.

Le 14 mars 1541 Paul III envoya comme légat son neveu, le cardinal Farnèse dont l'administration fut longue et les relations avec les Etats paisibles.

Les guerres de religion qui, à la fin du XVI^e siècle s'abattirent sur la France, n'épargnèrent pas le Comtat. Les Etats n'y jouèrent

pas un rôle important, étant données leurs faibles ressources en hommes et en argent; ils y participèrent cependant dans la mesure de leurs moyens. Il est donc intéressant de relever les diverses assemblées qui eurent à s'occuper des questions religieuses.

Les Etats se réunirent le 15 Avril 1560 pour tirer les conclusions entraînées par la prise de Malaucène que les protestants avaient enlevée le 6 du même mois. Ils décidèrent la levée de quatre compagnies de deux cents hommes et une taille de trois mille écus.

En Juillet 1562 les trois ordres votent une taille de 6.000 florins destinée à la lutte contre le baron des Adrets qui avait envahi le pays.

Les mêmes Etats, le 13 septembre 1564, décrétèrent la confiscation et la mise en vente des biens des protestants dont le produit servirait à la reconstruction des églises détruites et à indemniser les catholiques; de plus les huguenots qui avaient trouvé refuge en France se virent interdire l'entrée du Venaissin.

Dans leur assemblée de 1567 les Etats ordonnèrent que les consuls et conseillers des villes comtadines devraient être catholiques et non suspects d'hérésie; les évêques, curés et clercs s'enquerraient de tous les hérétiques; chaque communauté entretiendrait un prévôt et douze archers et pour l'ensemble du territoire une milice serait créée.

Le Cardinal d'Armagnac obtint des Etats le 13 Avril 1573 une levée de cent cinquante hommes, le 24 Mai 1577 une taille de dix mille écus. Le 30 Novembre 1578 ils ratifient le traité de Nîmes du 7 Novembre de la même année qui reconnaissait aux protestants la libre disposition de leurs biens dans le Comtat et Avignon. Ce traité laissa le pays dans une grande détresse financière (16): le Tiers sur qui retombaient ces charges refusa d'accorder une taille de vingt mille écus et il fallut toute la fermeté du recteur pour le décider à voter cette imposition.

Mais en 1586 les protestants ayant envahi le Haut-Comtat les Etats votèrent une taille de trois mille écus. La Paix d'Orange, le 31 mai 1589, termina cet épisode moyennant trente-cinq mille écus: les protestants rendirent les places qu'ils avaient occupées.

En Juin 1593 le Pape Clément VII désigna comme légat à Avignon le Cardinal Octave d'Acquaviva. Ce fut pendant sa légation que se tint la dernière session des Etats-Généraux du Comté Venaissin.

(16) Les protestants du Comtat qui en avaient été bannis ou qui s'en étaient retirés pour cause de religion, étaient rappelés et rétablis dans leurs biens; les originaires de France qui avaient du bien dans le Comtat rentraient en possession de leurs biens; on ne pouvait plus rechercher personne pour les meurtres et excès commis pendant la guerre; 7.500 livres étaient comptées à ceux dont les biens avaient été ruinés à Cabrières, Oppède et Bonnieux pour les indemniser; Menerbes et le château des Pilles leur étaient rendus; enfin, par un article secret il fut stipulé que les habitants d'Avignon et de Carpentras seraient remis en possession des biens dont ils avaient été privés en France pendant les guerres de religion. (FORNERY, *Histoire...* cit. t. II).

sin. Ceux-ci réunis à Carpentras le 25 Mai 1594 par le Cardinal légat ne purent se mettre d'accord sur la fréquence des prochaines réunions: la noblesse demandait une session tous les ans, le tiers une tous les deux ans, le clergé une seulement tous les trois ans. Le légat trancha la question, décidant que les circonstances lui dicteraient sa conduite. Et depuis jamais plus les Etats Généraux ne furent convoqués!...

Ce furent alors les Elus qui se substituèrent à eux.

L'origine des Elus remonte à la fin du XIV^e siècle. Les Etats du Venaissin, comme de nombreuses assemblées provinciales françaises (Languedoc, Béarn, Provence) désignèrent parmi leurs membres une commission permanente destinée à l'expédition des affaires courantes pendant leurs intersessions. L'Assemblée des Elus du 28 Avril 1399 est la plus ancienne commission de ce genre.

Mais les Etats, jaloux de leurs attributions, ne délèguèrent à leurs élus que des pouvoirs bien restreints qui ne comprenaient aucune compétence financière si ce n'est l'ordonnement des dépenses et encore avec l'approbation des trois ordres.

Le nombre des Elus était variable: on rencontre des assemblées de douze à quinze membres, mais le plus souvent ils n'étaient que cinq; il y avait alors un délégué pour le clergé, un pour la noblesse et un pour chacune des judicatures. (17)

Les Elus ne prenaient que des décisions collectives sous la présidence du recteur ou de son suppléant. Ils étaient d'ailleurs sous le contrôle des Etats puisque les Elus nommés dans une assemblée devaient rendre compte de leur mission à l'assemblée suivante et les Etats, s'ils le jugeaient à propos, pouvaient leur décerner un blâme et désigner de nouveaux élus.

Mais le XVI^e siècle nous apporte de grands changements en ce qui concerne l'assemblée des élus. En premier lieu les Elus du Tiers ne sont plus désignés arbitrairement à chaque assemblée des Etats; ceux-ci délèguent maintenant les consuls ou syndics de Carpentras, de l'Isle, de Valréas et ils leur adjoignent comme suppléants avec le titre de co-élus les syndics des principales villes de chaque judicature: Pernes pour la judicature de Carpentras, Cavaillon pour celle de l'Isle, Bollène pour celle de Valréas. Ensuite les élus voient leurs attributions fort élargies par l'Assemblée des Etats du 26 Septembre 1531 qui leur accorde dans les cas urgents le pouvoir de lever la taille sans leur consentement avec la seule approbation du recteur.

Les Elus finirent par prendre une importance telle qu'ils supplantèrent complètement les assemblées d'Etats. Une des raisons de cette éclipse est que le pouvoir pontifical préférait avoir affaire à cette assemblée restreinte composée d'hommes capables plutôt qu'à

(17) Voir infra page 39.

l'ensemble des députés souvent peu au courant des questions à traiter.

Il y eut cependant en 1581 une réaction des Etats qui virent le danger que leur faisait courir une assemblée des Elus trop puissante. C'est pourquoi ils décidèrent que pour ordonner une levée de taille, les Elus devraient appeler les délégués des seize principales communautés du Comtat qui reçurent le nom de Communautés adjointes.

Les Etats qui avaient pris cette mesure dans le but de mettre un frein à la trop grande autorité de leurs Elus ne se doutèrent certainement pas qu'ils venaient de créer l'institution qui devait bientôt les remplacer et qu'on appellera l'Assemblée Générale du pays.

En effet, après les Etats Généraux de 1594, cette assemblée se substituera complètement aux trois ordres dans l'administration de la province et cette situation se prolongera jusqu'en 1790.

CHAPITRE III

L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Il nous a paru utile, pour permettre au lecteur une meilleure intelligence du sujet et mieux situer celui-ci, de brosser un tableau rapide des diverses institutions qui, parallèlement aux Etats, fonctionnèrent au XVIII^e siècle dans le Comté Venaissin.

SECTION I. — *L'Administration politique*

L'administration politique du Comtat se caractérisait par deux sortes d'organes: 1^o) les organes de l'autorité souveraine: Recteur, vice-recteur, juges majeurs, viguiers, légat; 2^o) les organes délibérants de la représentation du pays: l'assemblée générale des habitants ou le Conseil de ville, l'assemblée générale du pays.

§ 1. — Le Recteur et le Légat

Le Rectorat ayant subi de profondes transformations dans les conditions de son fonctionnement, nous allons en retracer brièvement l'évolution.

A l'origine, c'est-à-dire à l'époque où le Comtat devint territoire pontifical, le Recteur était le représentant absolu du Pape dans le pays; nommé directement par le Souverain Pontife, ses pouvoirs pouvaient être indéfiniment renouvelés. Ecclésiastique, le Recteur gouvernait « *in temporalibus et spiritualibus* », mais s'il était laïque, il s'occupait seulement des affaires temporelles du Comtat, les questions spirituelles étant réservées à un clerc. Premier magistrat du pays, il résidait dans la capitale.

Il était secondé par le Sénéchal que Grégoire XI avait conservé de l'ancienne administration comtale, mais en transformant sa fonc-

tion. La Cour du Venaissin, prolongement sous un nom nouveau de la cour féodale du Sénéchal, limitait la toute-puissance du recteur, celui-ci devant en toutes choses prendre et suivre son avis.

Le séjour des Papes dans leurs Etats de France (1309-1377) devait amener certains changements dans la condition du recteur. Ayant fait l'expérience que, du fait de la courte durée de la charge, il n'y avait pas lieu de craindre une domination personnelle de la part des recteurs, les Papes étendirent très notablement les pouvoirs rectoraux. C'est ainsi que le Recteur se libéra de la tutelle de la Cour du Venaissin qui devint, sous le nom de Conseil papal, une simple assemblée consultative; de plus le Sénéchal disparut remplacé par le Vice-Recteur nommé par le Pape.

Le Recteur possédait diverses attributions militaires, administratives, financières et judiciaires. Nous esquisserons seulement ici ses pouvoirs administratifs:

- 1°) le Recteur nommait tous les magistrats de la Province, à l'exception du Vice-Recteur et des membres de la Chambre Apostolique;
- 2°) il présidait le Conseil Papal;
- 3°) il autorisait les délibérations des Etats Généraux ou de l'Assemblée du pays et celles de la communauté de Carpentras;
- 4°) il confirmait les statuts des villes, leur accordait des privilèges, réglementait la fabrication et le cours des monnaies, l'importation et l'exportation des marchandises, etc...;
- 5°) il recevait l'hommage des feudataires de la province;
- 6°) il procédait à la création des notaires.

Les XV^e et XVI^e siècles marquèrent l'apogée de l'omnipotence du Recteur, véritable vice-roi sous le seul regard des Etats Généraux du pays et la dépendance exclusive du Pape.

Cette faveur peut trouver une explication: les Papes rentrant à Rome et sachant qu'il fallait diviser pour régner, conservèrent le statu quo entre les deux provinces du Comtat et d'Avignon. C'est pourquoi ils laissèrent le Recteur à la tête du Venaissin avec des pouvoirs étendus tandis qu'un légat fut chargé d'administrer Avignon et son terroir.

Mais des jalousies ne tardèrent pas à naître entre ces deux personnages pontificaux et il était fatal que l'un cherchât à se subordonner l'autre.

Déjà Sixte IV, en 1479, avait tenté de réunir les deux provinces quand il autorisa les Comtadins à introduire leurs appellations devant le légat ou le vice-légat *omisso medio*. Mais une Bulle de Jules II du 4 Janvier 1510 annula cette disposition et on revint à l'autonomie des deux provinces. Cependant le successeur de Jules II, Léon X, unit les fonctions de recteur et de vice-légat en faveur de Pierre de Valetariis; la réaction ne se fit pas attendre: l'assemblée des Etats ainsi que les Consuls de la majorité des

communautés refusèrent de reconnaître le nouveau Recteur. Le Pape, à qui des députés avaient été envoyés pour protester contre une telle violation des statuts du pays, rendit au Comtat un Recteur particulier et par sa Bulle du 2 Décembre 1513 reconnut les privilèges du Venaissin que confirmèrent après lui Clément VII et Paul X. Il s'agissait pour les Comtadins du droit de ne pas être jugés hors de leur pays connu sous le brocard : « *Ne comitatenses extrahantur* ».

Cependant la situation était tellement tendue entre les deux gouvernements d'Avignon et du Comtat qu'elle ne pouvait se prolonger bien longtemps : les intrigues des vice-légats et surtout le désir du Saint-Siège qui ne doutait plus de la fidélité de ses sujets, d'unir en un seul les gouvernements de ses Etats citramontains, précipitèrent le dénouement.

Plusieurs mesures successives vinrent assujettir le recteur à l'autorité du Légat : le privilège « *Ne comitatenses extrahantur* » reçut une première atteinte par la Bulle du 10 Juillet 1561 dans laquelle Pie IV décida que le Légat pourrait envoyer dans le Comtat des juges habilités à connaître de toutes les causes et dont les décisions seraient susceptibles d'appel devant le Tribunal de la Vice-Gérance à Avignon pour les sommes supérieures à 100 francs.

Puis le Vice-Légat, concurremment avec le Recteur, autorisa les assemblées des communautés du Comtat. Ensuite le Vice-Légat s'empara de la prérogative, jusque là réservée au Recteur, de lever des soldats pour le compte du Roi de France. Le Recteur se vit privé de ses droits sur les étrangers et de son pouvoir de nommer les viguiers, bayles, capitaines de justice et châtelains des villes ; seules quelques-unes de ces nominations lui furent permises. En 1753 Benoît XIV décida que dans l'élection des consuls de Carpentras, le Recteur, auparavant libre dans le choix des trois personnes qu'il proposait, devrait solliciter l'approbation du Vice-Légat.

La Révérende Chambre Apostolique enfin, en 1661, profitant de l'affaiblissement de l'autorité rectorale, ne permit plus à son président et à son trésorier d'accompagner le Recteur dans ses fonctions publiques et en 1742 elle obtint de la Sacrée Congrégation d'Avignon (18) la connaissance des causes camérales, jusqu'ici dans les attributions du Recteur.

(18) Depuis la fin du XVI^e siècle les Cardinaux légats, gouvernant Avignon et le Comtat, résidaient à Rome et se reposaient du soin de la légation sur des vice-légats. Mais ceux-ci furent handicapés vis-à-vis de la puissante organisation monarchique française. Aussi en 1654 le Pape confia les affaires politiques de la légation au Cardinal Secrétaire d'Etat qui donnait directement ses instructions au vice-légat. En 1657 on nomma de nouveau un Cardinal Légat. Mais en 1693 le Légat ne fut pas remplacé. Une congrégation de Cardinaux le suppléa : ce fut la Sacrée Congrégation d'Avignon.

Elle hérita toutes les attributions du légat : judiciaires, militaires, administratives et politiques. Elle était présidée par le Cardinal Secrétaire d'Etat qui prenait en la circonstance le titre de Préfet de la Sacrée Congrégation. Ses réunions avaient lieu à des dates déterminées au Vatican ou au Quirinal, trois ou quatre fois par an, quelquefois deux seulement. (F. BENOIT *Les archives...* op. cit.)

Ainsi donc, au XVIII^e siècle, le Recteur n'a plus rien de commun avec le personnage créé par les Papes au moment de l'acquisition du Comtat. Ses pouvoirs se sont progressivement amenuisés au profit d'un autre personnage, le vice-légat. Celui-ci, promu premier fonctionnaire pontifical, eut la haute main sur toutes les questions concernant le Comté. Le Recteur est devenu son délégué à Carpentras, une sorte de chargé d'affaires pour le Venaissin. Jamais plus le Recteur ne retrouvera son autorité première et 1790 arrivera sans que cette situation se soit modifiée.

§ 2. — La Judicature et le Juge majeur

Les Papes, en prenant possession du Comtat, le trouvèrent divisé en neuf vigueries ayant respectivement pour chefs-lieux : Pernes, L'Isle, Sorgues, Les Pilles, Cavaillon, Mormoiron, Mornas, Malaucène et Bonnieux.

Or, nous l'avons vu, l'organisation en vigueur sous les Comtes de Toulouse fut maintenue par le Saint-Siège et la viguerie subsista comme division administrative.

A sa tête se trouvait un viguier nommé pour un an par le Recteur et dont les attributions, dans le cadre de sa circonscription, étaient sensiblement les mêmes que celles du Recteur à Carpentras. Il avait sous ses ordres, pour le seconder dans ses multiples occupations, des officiers nommés par le Recteur pour une année également, les bayles, châtelains, gouverneurs et capitaines.

Mais la viguerie disparut comme institution de premier plan vers le milieu du XIV^e siècle, remplacée par une circonscription plus large répondant mieux aux besoins du moment. Benoît XII créa trois grands ressorts administratifs appelés judicatures ou jugeries dont les chefs-lieux respectifs furent Carpentras, L'Isle et Valréas. Chaque judicature fut dirigée par un juge-majeur ou juge ordinaire qui avait sous ses ordres plusieurs vigueries ou capitaineries.

Les juges majeurs ainsi que les viguiers, capitaines ou bayles étaient nommés pour un an par le Recteur, sans prolongation de pouvoir, et dès la fin du XVI^e siècle par le vice-légat d'Avignon.

Les juges majeurs ou juges mages avaient de nombreuses attributions; les plus importantes, d'ordre judiciaire, seront étudiées plus loin, au point de vue administratif ils étaient des agents de transmission assez analogues à nos sous-préfets actuels.

§ 3. — L'Assemblée générale des Habitants

Le Conseil de Ville

Les Syndics et Consuls

Les Etats du Comté, l'Assemblée Générale du Pays

Le Comté Venaissin n'était pas seulement administré par les officiers pontificaux nommés directement par le Saint-Siège. A leurs

côtés nous rencontrons les élus des communautés ou des assemblées générales qui concouraient également au Gouvernement du Pays.

Ce fut vers le XIII^e siècle que débuta, dans le Venaissin, le mouvement qui devait amener l'affranchissement des communes. La première manifestation de l'émancipation communale se traduisit par la réunion des habitants en assemblée générale qui désignèrent leurs agents d'exécution, les Syndics, appelés dans la suite consuls. Ces assemblées générales firent place plus tard à des assemblées plus restreintes « *le Conseil de Ville* ». Enfin, parallèlement à ces assemblées, d'autres se formèrent sur le plan provincial, réunissant des délégués des trois ordres du pays : ce furent les Etats du Comté qui évoluèrent ensuite en une assemblée plus réduite, l'Assemblée Générale du Pays.

Les Assemblées provinciales du Comté Venaissin constituant l'objet de notre étude nous donnerons seulement ici un bref aperçu de ces assemblées communales et de leurs agents d'exécution.

A. — L'Assemblée générale des habitants. Le Conseil de Ville.

L'Assemblée générale des habitants, première réalisation pratique des communautés émancipées, est connue sous différentes appellations : *parlamentum*, *concilium generale*, *universitas nobilium et popularium*. Les deux conditions pour en faire partie étaient l'élection de domicile et la possession d'un immeuble dans la ville envisagée. Cette assemblée nommait les syndics.

Mais, au début du XIV^e siècle, cette assemblée trop nombreuse et trop bruyante fut remplacée par une nouvelle plus restreinte « *Le Conseil de Ville* » dont les membres, nobles et plébéiens, étaient nommés par l'Assemblée générale et renouvelables chaque année; leur mandat était général. Convoqué et présidé à Carpentras par le Recteur et dans les autres communautés par le viguier ou juge majeur, son rôle consistait à conseiller et à contrôler les syndics dans leur administration. Seulement cette institution ne se généralisa pas et un certain nombre de communautés ne possédèrent jamais de Conseil de Ville.

B. — Les Syndics, les Consuls.

Les Syndics furent, à leur origine vers la fin du XIII^e siècle, les délégués des villes chargés de s'occuper d'une affaire bien déterminée; leur mandat expirait avec l'objet qui avait donné lieu à leur désignation. Mais, déjà au début du XIV^e siècle, les syndics reçurent de quelques communautés un mandat général pour un temps déterminé, et sur la fin de ce même siècle les attributions des syndics devinrent générales et permanentes; ils furent dès lors de véritables magistrats municipaux.

Leur nombre variait suivant les communautés, mais généralement ils étaient deux, élus par l'Assemblée Générale ou le Conseil de Ville. Au XVI^e siècle, les syndics prirent le nom de consuls.

En fait, ils furent les vrais administrateurs de la communauté: ils géraient les biens de la ville, faisaient les ventes et les achats nécessaires, les ordonnances de police; ils rédigeaient les statuts, représentaient la communauté auprès des pouvoirs publics et en justice; en matière de répartition d'impôt direct ils évaluaient les immeubles, etc... Enfin les consuls possédaient certaines attributions judiciaires dont nous parlerons plus loin.

SECTION II. — *L'Administration financière*

De même que dans l'organisation politique, l'organisation des finances dans le Comtat comportait deux institutions constituant les rouages d'un même mécanisme: la Révérende Chambre Apostolique représentant l'autorité souveraine et les Etats du Comtat représentant la province.

— La Révérende Chambre Apostolique.

Calquant leur organisation financière sur celle des Comtes de Toulouse, les Papes firent du Recteur le chef suprême des finances. Il avait la haute direction de l'administration et du contentieux et était assisté par un trésorier. Seulement le Recteur perdit peu à peu ses pouvoirs financiers au profit du trésorier. Aussi, au début du XIV^e siècle, le Saint-Siège transforma cet état « *de facto* » en situation « *de jure* » et enleva au Recteur tout pouvoir hiérarchique sur le trésorier du Comtat qui releva désormais de la Chambre Apostolique de Rome.

Le Recteur ne conserva pas davantage le contentieux qui passa, à la fin du XIV^e siècle, au Trésorier, Président de la « *Chambre de la Trésorerie* » qui fut le premier tribunal d'exception. Le Trésorier, administrateur et juge, divisa bientôt ses deux fonctions, se réservant seulement l'administration du domaine, la justice domaniale étant exercée par un « *judex jurium fiscalium* ».

Enfin en 1498 la Chambre de la Trésorerie devint la Révérende Chambre Apostolique et désormais celle-ci dirigea jusqu'à la Révolution française l'administration et le contentieux financiers du Comtat.

Cinq membres composaient cette Chambre: un juge président, un trésorier général, l'ancien Trésorier du Comtat; un avocat procureur fiscal défendant les intérêts du Saint-Siège, un secrétaire, un avocat des pauvres. Ces charges, inamovibles et vénales, conféraient à leurs titulaires la noblesse transmissible à leur descendance. Les membres de la Chambre Apostolique étaient nommés par le Vice-Légat ou par la Chambre pontificale et relevaient seulement du gouvernement d'Avignon, des ministres du Saint-Siège ou de la Chambre Apostolique de Rome. Ils ne dépendaient donc en aucune sorte du Recteur. Celui-ci assistait quelquefois aux séances de la

Révérènde Chambre comme représentant du Saint-Siège dans le Comtat, mais son rôle était négligeable.

Quant aux attributions de la Chambre apostolique, elles étaient nombreuses et la plupart exercées séparément par chacun de ses membres :

1°) Sous la présidence du Recteur (19) la Révérènde Chambre, chargée de l'Administration du patrimoine du Saint-Siège, mettait aux enchères la délivrance de ses droits et les affermait au plus offrant. Cette délivrance avait lieu tous les trois ans.

2°) Le Juge président avait la juridiction en première instance de toutes les causes camérales et concernant l'intérêt du fisc contre toute personne ecclésiastique ou laïque dans tout le Comté Venaissin. On ne pouvait appeler de ses sentences qu'au Vice-Légat d'Avignon ou à Rome.

3°) Le Trésorier s'occupait de l'exaction des deniers du prince; il encaissait les recettes ordinaires et payait les dépenses courantes. Il rendait une fois l'an en Septembre compte de sa gestion.

4°) L'Avocat procureur fiscal général représentait le prince dans toutes les causes fiscales et stipulait pour lui toutes les transactions et autres actes où son ministère l'obligeait à intervenir. Il pouvait se faire suppléer dans sa charge.

5°) Le Secrétaire rédigeait tous les actes passés par le Trésorier ou le Procureur fiscal ainsi que les procès portés devant la Cour. Il conservait aussi les archives du prince.

6°) Enfin l'Avocat des pauvres paraissait quand on faisait appel à lui.

Tel était le fonctionnement de la Révérènde Chambre à travers les attributions de ses membres. On y remarque la séparation des pouvoirs du juge président et du trésorier, celui-ci administrant le fisc et le domaine du prince, celui-là jugeant les procès que pouvait soulever cette administration. (20)

SECTION III. — *L'Administration judiciaire*

Nous étudierons successivement les divers tribunaux civils et criminels qui fonctionnaient dans le Comté Venaissin au XVIII^e siècle.

(19) C'est à peu près le seul cas où le Recteur jouait un rôle effectif dans cette cour.

(20) Alors qu'en France au XVIII^e siècle dans de nombreuses provinces la Cour des Aides réunie à la Cour des Comptes eut à la fois le contrôle des agents financiers et le contentieux des finances ordinaires et extraordinaires, dans le Comtat la distinction des finances ordinaires et extraordinaires, soit pour l'administration soit pour le contentieux, subsista jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. (M. DAVID, op. cit.).

§ 1. — Juridictions civiles

Nous distinguerons les juridictions de droit commun et les juridictions d'exception.

A. — Les juridictions de droit commun.

Les justiciables du Comté Venaissin avaient à leur disposition cinq degrés de juridiction dont trois dans le Comtat : la Cour Suprême de la Rectorie, le tribunal du juge des appellations et les tribunaux des juges majeurs et des viguiers et deux hors du Comtat : le Tribunal de la vice-légation d'Avignon et la Cour de Rome.

1. — La Cour Suprême de la Rectorie.

Ce tribunal n'était autre que le Conseil Papal du Recteur qui prenait dans ses fonctions judiciaires le nom de Cour Suprême de la Rectorie. Il se composait d'un juge unique, le Recteur qui statuait assisté de son greffier.

On peut envisager sous plusieurs aspects la juridiction rectorale :

En première instance le Recteur concourait tant au civil qu'au criminel avec les juges ordinaires ou majeurs de Carpentras, L'Isle et Valréas. Il avait la possibilité, grâce à son droit de prévention ou de juridiction générale (21), « *d'évoquer l'affaire* » si les parties s'adressaient à son tribunal.

Le Recteur concourait également avec les viguiers, capitaines, bayles et châtelains pour les procès peu importants que ces derniers pouvaient juger.

Cependant le Recteur n'était pas compétent dans les lieux baronaux dont la juridiction privative appartenait au seigneur.

Comme juge d'appel, il concourait avec le juge des appellations pour les sentences rendues en première instance par les juges baronaux et pontificaux.

Il constituait aussi par rapport au juge des appellations un troisième degré de juridiction en recevant en appel les jugements de celui-ci. C'est à ce titre que le Recteur était juge suprême du Comtat, car il représentait le dernier degré de juridiction devant lequel on pouvait appeler dans le Venaissin. Après la Cour de la Rectorie, seule la Cour de Rome statuait sur les arrêts du Recteur.

Enfin certaines causes, appelées cas royaux en France et régales dans le Comtat, ne pouvant être jugées par aucun tribunal inférieur lui étaient « *privativement* » réservées : la punition de tout rassemblement séditieux, la répression des crimes commis sur les chemins publics et des crimes et délits commis par les officiers pontificaux et seigneuriaux, enfin l'interdiction ou l'autorisation du port d'armes.

(21) Bibliothèque de Carpentras MS 1183 fol. 9.

Il faut également noter que la juridiction du Recteur s'étendait aux causes ayant pour objet les fiefs et les droits féodaux lorsque les seigneurs s'adressaient à elle et parfois même, en cas de négligence des seigneurs, le Recteur pouvait se saisir de la cause pendante et la juger lui-même aux lieu et place des officiers seigneuriaux (droit de prévention).

On le voit donc, le Recteur avait une compétence très large en matière judiciaire. Deux limites cependant à sa toute-puissance : il n'était ni juge caméral (22) ni juge ecclésiastique.

2. — Le Juge des Appellations

était nommé par le vice-légat pour un an et résidait à Carpentras. Son tribunal (son nom l'indique) constituait le deuxième degré de juridiction : il recevait l'appel des jugements rendus par les juges majeurs et les juges seigneuriaux. On pouvait d'ailleurs appeler de ses sentences au Tribunal du Recteur. Il jugeait cependant en dernier ressort les causes dont l'intérêt ne dépassait pas dix florins. Sa juridiction n'était pas « *privative* », les plaideurs ayant la possibilité d'aller directement en appel du juge ordinaire devant la Cour de la Rectorie qui statuait alors en second degré.

3. — Les Juges Majeurs ou ordinaires (23). Les Viguiers.

Le juge majeur statuait en première instance sur toutes les affaires civiles et criminelles, à l'exception des causes fiscales que connaissait la Révérende Chambre Apostolique et les cas de privative que nous connaissons déjà. Quant aux viguiers ils s'occupaient des affaires peu importantes que leur laissait le juge majeur.

4. — Le Tribunal de la Vice-Légation.

On sait que Pie IV par sa Bulle du 10 Juillet 1560 avait autorisé le Vice-Légat à envoyer dans le Comtat des juges qui connaîtraient en première instance des procès des Comtadins concurremment avec les juges du pays et habilités à recevoir l'appel des sentences de ces derniers pour les sommes supérieures à cent florins. Devant le succès de cette initiative, le même Pie IV dans une seconde Bulle du 7 Septembre 1566, permit au Vice-Légat de créer un Tribunal, « *La Rote d'Avignon* » qui devait connaître exclusivement de toutes les causes civiles du Comtat. Cette nouvelle juridiction comprenait six membres, trois ecclésiastiques et trois laïques. Mais les zones de compétence du Tribunal du Recteur et de la Rote n'ayant jamais

(22) C'est-à-dire que tout le contentieux des affaires fiscales lui échappait au profit du tribunal de la Révérende Chambre Apostolique chargé uniquement des intérêts du domaine du prince.

(23) Dans le Comtat, à l'encontre de la vénalité pratiquée en France, les offices de judicature conférés pour une ou deux années au maximum donnaient droit à un traitement fixe fourni par le Trésor et toute nomination ou toute cession à titre onéreux fut toujours rigoureusement interdite. (M. DAVID, op. cit.).

été nettement définies, de nombreux conflits de juridiction s'élevèrent.

5. — La Cour de Rome

constituait le dernier degré de juridiction auquel on pouvait interjeter appel. Mais, comme cette Cour comprenait plusieurs sections : Sacrée Congrégation d'Avignon, Rote Romaine, Congrégation du Saint-Office, de l'Inquisition, du Concile, etc... enfin Signature de Justice et qu'un procès pouvait se dérouler successivement devant plusieurs de ces tribunaux, les jugements étaient rendus très longtemps (quelquefois quinze, vingt ans) après l'introduction de l'instance. C'était là une tare sérieuse dans l'organisation judiciaire du Comtat.

Nous en aurons terminé avec les juridictions de droit commun quand nous aurons signalé que dans les lieux inféodés c'était le seigneur qui rendait la justice. En fait il la déléguait à certains officiers nommés par lui. Ceux-ci jugeaient « *privativement* » en première et en deuxième instances ou en première seulement, selon qu'il y avait ou non, dans le lieu inféodé, un juge d'appel baronal.

B. — Les juridictions d'exception.

Le Comtat possédait deux juridictions d'exception : la Révérende Chambre Apostolique séant à Carpentras et la juridiction municipale ou tribunaux consulaires.

1. — La Révérende Chambre Apostolique

séant à Carpentras. Nous avons déjà étudié les attributions financières de la Révérende Chambre dont les cinq membres exerçaient séparément leurs fonctions. Mais, en matière juridictionnelle, seul le juge président était compétent. Il statuait en première instance sur toutes les causes touchant le fisc ou le domaine du Souverain Pontife soit au civil soit au criminel. On appelait des sentences de la Révérende Chambre seulement au Tribunal du Vice-Légat à Avignon ou en Cour de Rome.

2. — Les Juridictions municipales.

Nous avons dit que les consuls, outre leurs pouvoirs administratifs, possédaient certaines attributions judiciaires soit exclusives soit cumulatives avec d'autres juges. Dans les trois chefs-lieux de juridictions et certaines autres localités, les consuls rendaient la justice en matière de simple police et vérifiaient les poids et mesures. Enfin à Carpentras, les consuls statuaient sur les différends qui s'élevaient entre vendeurs et acheteurs sur les foires et marchés.

§ 2. — Juridictions criminelles

Les juridictions que nous avons rencontrées en matière civile se retrouvent en matière criminelle : c'étaient en effet les officiers déjà chargés de la justice civile qui rendaient la justice criminelle.

Trois degrés de juridiction: en première instance les viguiers et les juges majeurs, en deuxième le Juge des Appellations, en troisième le Recteur. La Compétence de ce dernier était tantôt cumulative avec les juges majeurs et le juge des appellations, tantôt privative pour certains crimes (contre la sûreté de l'Etat, sur les chemins publics, etc...)

En dehors du Comtat existaient deux autres degrés de juridiction: le Tribunal du Vice-Légat que la Bulle de Benoit XIV du 27 Août transforma en Tribunal de la Congrégation criminelle et la Cour de Rome.

Enfin dans les lieux inféodés les officiers seigneuriaux statuaient « *privativement* ».

§ 3. — Juridictions ecclésiastiques

Indépendamment du droit de justice qu'ils pouvaient exercer sur les terres de leur église à titre de seigneurs temporels, ainsi d'ailleurs que tels autres prélats, les évêques exerçaient la juridiction ecclésiastique et avaient la connaissance de toutes les causes relatives aux sacrements, aux clercs ou aux biens d'Eglise.

Cette juridiction, exercée en principe par l'Evêque dans son diocèse, l'était en fait par un mandataire délégué à cet effet: l'official. La procédure suivie était la procédure canonique, le droit appliqué le droit canon; les sentences rendues par l'Evêque ou son official relevaient du tribunal du Vice-Légat.

Ainsi la juridiction ecclésiastique du Comté Venaissin se rapprochait très sensiblement de celle du royaume.

CHAPITRE IV

LES RAPPORTS AVEC LA FRANCE JUSQU'EN 1774

L'Etat Pontifical, de par sa situation géographique, devait naturellement compter avec sa puissante voisine et il était normal que la politique française trouvât un écho au fond de la petite enclave.

Ce qui ne laisse pas de surprendre, c'est que ces deux Etats, dont l'un écrasait l'autre de sa prépotence et qui de plus l'englobait entièrement dans son sein, aient mené des siècles durant une existence parallèle sans que celui-ci absorbât celui-là. La loi du plus fort ne serait-elle plus la meilleure? Il est vrai que la logique et la réalité historique sont deux choses qui ne marchent pas de pair.

Toujours est-il que cet Etat miniature représentait au XVIII^e siècle, au cœur de la terre française, la puissance pontificale.

D'ailleurs, les frontières de cet Etat, si ce n'est le Rhône et la Durance, étaient purement conventionnelles; les Comtadins et les Avignonnais ne se considéraient pas comme étrangers vis-à-vis des populations avoisinantes. Tout concourait à rapprocher les « *ponti-*

ficaux » des Dauphinois, Provençaux ou Languedociens: la langue, la race, les mœurs, les activités, la religion. Seules les limites politiques venaient rappeler aux uns et aux autres que le Destin maintenait cette séparation.

Cependant un tel état de choses avait ses répercussions sur les rapports réciproques des deux pays:

Au point de vue politique, Avignonnais et Comtadins étaient considérés comme de véritables sujets du roi, pouvant occuper en France les mêmes emplois que ceux-ci: possibilité de recevoir des Offices en France, de servir dans l'Armée (tel Crillon le Brave, l'ami de Henri IV), exemption du droit d'aubaine, etc... Ce privilège de régnicole leur avait été conféré par François I^{er} et depuis jusqu'à Louis XV chaque monarque montant sur le trône l'avait fidèlement renouvelé.

Les relations franco-pontificales, à ce sujet, étaient donc pour le moins originales: officiellement sujets du Pape, Avignonnais et Comtadins bénéficiaient en fait de nombreux avantages réservés aux Français. Aussi les Rois de France n'éprouvaient-ils aucun scrupule, au gré de leur politique, à voir dans les Comtadins tantôt des ressortissants, tantôt des étrangers. Enfin quand un différend surgissait entre le Pape et Sa Majesté Très Chrétienne, celle-ci, pour obtenir satisfaction, brandissait la menace de saisie de l'enclave pontificale, et par trois fois, mettant sa menace à exécution, le drapeau fleurdelisé remplaça l'emblème pontifical, toujours d'ailleurs pour des raisons d'opportunité.

La première occupation des Etats de l'Eglise eut lieu en 1662 sur l'ordre de Louis XIV à la suite des incidents qui s'étaient produits à Rome entre les gardes corses du Pape et l'Ambassadeur de France, le duc de Créquy (24). Louis XIV ordonna d'expulser la garnison italienne d'Avignon, suspendit le Vice-Légat, puis fit proclamer par un arrêt solennel du Parlement de Provence Avignon et le Comtat partie intégrante du royaume. Le Traité de Pise (Août 1664) mit fin à cette première occupation.

Un deuxième rattachement se produisit en Octobre 1688 toujours sous le règne de Louis XIV. L'affaire du droit de régale et la suppression par le Pape Innocent XI des franchises des Ambassadeurs français à Rome provoquèrent cette nouvelle occupation (25). Avignon et le Comtat furent placés sous le Gouvernement du Comte de Grignan, lieutenant-général en Provence. Cette situation se prolongea peu: en Octobre 1689 le nouveau Pape Alexandre VIII, plus souple que son prédécesseur, se mit d'accord avec Sa Majesté Très Chrétienne qui lui restitua ses possessions citramontaines.

Enfin en 1768, Louis XV se souvint des procédés employés par

(24) A ce sujet voir CHARPENNE « *Histoire des réunions temporaires d'Avignon et du Comtat à la France* », Tome II, p. 83 et suivantes.

(25) Idem, Tome I, p. 267 et suivantes.

son aïeul dans ses démêlés avec le Saint-Père. Deux raisons motivèrent cette troisième réunion : l'asile accordé dans l'enclave pontificale aux Jésuites expulsés de France et le désaccord survenu entre le Pape Clément XIII et l'infant de Parme, petit-fils de Louis XV (26). Cette annexion parut définitive car de profondes modifications furent apportées dans la législation et l'organisation administrative du pays ; en fait elle ne devait pas durer six années : en Avril 1774 le Pape Clément XIV, ayant dissous la Compagnie de Jésus, récupéra Avignon et le Comtat.

Mais ce passage de l'administration française dans le pays ne devait pas s'effacer de sitôt et nous verrons l'Assemblée du pays intervenir fréquemment pour le retour à l'ancienne organisation pontificale.

Ainsi donc les relations politiques entre le royaume et l'enclave pontificale furent étroites. Ce fut aussi le cas dans l'ordre économique :

Il faut en effet, pour bien comprendre ce qui se passa, se rappeler la position géographique de la province qui nous intéresse : Environnée de toutes parts, véritable îlot d'obéissance pontificale, elle ne pouvait se suffire à elle-même, étant donnée sa faible superficie ; elle ne produisait pas suffisamment de blé et autres céréales, de vin ni de bois et ne possédait pas un cheptel susceptible de subvenir à ses besoins ; aussi la politique économique d'un tel pays ne pouvait être autre qu'un large libre-échange.

Cependant ce pays, essentiellement dépendant, était aussi très riche, son commerce et son industrie étant en grande prospérité.

Ces deux caractères, richesse et dépendance, définissent bien la position délicate de l'Etat pontifical par rapport à son voisin, le royaume. Celui-ci devait d'ailleurs profiter d'une situation si avantageuse.

C'est ce qui explique la période de contrainte économique instaurée à la fin du règne de Louis XIV et continuée fidèlement par Louis XV. L'Etat pontifical menacé d'une asphyxie économique, se résigna à accepter le déplorable concordat du 11 Mars 1734. Celui-ci interdisait la culture du tabac et la fabrication des indiennes ou toiles peintes sur l'étendue du territoire pontifical, désormais réservée aux Fermes de France, moyennant une compensation en argent de 230.000 livres par an et le renouvellement symbolique des privilèges accordés antérieurement aux habitants.

L'enclave était désormais sous une sorte de protectorat économique exercé par la France : une telle situation était paradoxale, c'était un défi à toute administration normale, les frontières politiques n'ayant plus de raison d'être. Aussi l'application d'un tel

(26) A ce sujet voir CHARPENNE « *Histoire des réunions temporaires d'Avignon et du Comtat à la France* », Tome II, p. 60 et 69.

traité suscita-t-elle de nombreuses difficultés: le territoire pontifical enserré dans un rigoureux réseau douanier était placé pour faciliter singulièrement la contrebande, en conséquence la Ferme Générale se livrait-elle à des représailles. Il est vrai que cette situation cessa de 1678 à 1774 pendant l'annexion au royaume.

Mais au moment du retour de l'Enclave au Saint-Siège, le problème se posa de nouveau avec plus d'acuité. C'est cette période (1774-1790) qui aboutira au rattachement définitif à la France grâce au bouleversement de la Révolution, seule solution logique à ce problème, que nous avons entrepris d'étudier dans le cadre d'une institution qui, soucieuse de sauvegarder les privilèges et l'autonomie de la province, révélera elle-même par son fonctionnement l'incohérence d'une telle situation.

PREMIERE PARTIE

CONSTITUTION & ORGANISATION
DES ASSEMBLÉES

CHAPITRE I

LES DIVERSES ASSEMBLEES, LEURS MEMBRES, LEUR REUNION

SECTION I. — *Représentation des trois Ordres*

Les Etats du Comté Venaissin, comme les Etats provinciaux du royaume, étaient formés de la réunion des délégués des trois ordres de la province: clergé, noblesse et communautés.

Le premier ordre était le clergé. Ce rôle prééminent, souvenir du Moyen Age, lui était attribué en raison du respect attaché à ses fonctions (1). Seuls les membres du clergé séculier assistaient aux Etats en tant qu'ordre, et parmi eux les Evêques exclusivement; représentation, on le voit, très aristocratique. En principe les Etats Généraux se composaient non seulement des Evêques dont les sièges étaient dans le Comtat c'est-à-dire des Evêques de Carpentras, Cavaillon et Vaison, mais encore de l'Archevêque d'Avignon et des Evêques d'Apt, Orange et Saint Paul Trois Châteaux, comme possédant une partie de leur diocèse dans le Venaissin (2). Mais les Etats Généraux n'ayant plus été réunis depuis 1594, seuls les Evêques de Carpentras, Cavaillon et Vaison assistaient régulièrement aux diverses assemblées qui remplacèrent les anciens Etats.

La Noblesse venait au second rang dans la représentation du pays aux Etats. Officiellement nommés « *Seigneurs vassaux et feudataires de notre Saint Père le Pape* », les nobles étaient communément appelés barons selon un vieil usage (3). La noblesse fieffée assistait seule aux assemblées d'Etats; ainsi quand un fief était divisé en plusieurs coseigneuries, chaque coseigneur pouvait prendre part aux délibérations de même qu'un seigneur étranger ayant juridiction sur des Comtadins (4).

Enfin le Tiers Etat comprenait les bourgeois et les nobles non fieffés qui venaient aux assemblées d'Etats en tant que représentants des diverses communautés de la province.

Telle était la représentation du pays aux Etats-Généraux du Comté Venaissin. Mais ceux-ci, réunis pour la dernière fois en 1594, furent pour diverses raisons remplacés par leurs Elus groupés en assemblées plus restreintes. Ce sont ces assemblées, successeurs des Etats, que nous allons maintenant étudier.

(1) GIRARD « *Les Etats du Comté Venaissin...* » op. cit. p. 117.

(2) Bibliothèque de Carpentras manuscrit 1217 Collection Barjaval « *Les assemblées des Etats du Venaissin* » fol. 7.

(3) de BOUDARD d'OLONNE « *Les Barons Comtadins* » page 12.

(4) GIRARD, op. cit. page 118.

SECTION II. — *Les Assemblées du pays Venaissin*
au XVIII^e siècle (5)

Les diverses assemblées qui, au XVIII^e siècle, suppléaient les Etats du Comté Venaissin étaient au nombre de trois : l'Assemblée Générale, l'Assemblée extraordinaire et l'Assemblée ordinaire.

1^o — « *L'Assemblée Générale des élus, syndics et procureur général des trois Etats du Comté Venaissin* » la plus importante, avait la composition suivante :

Le Clergé était représenté par les Evêques de Carpentras, de Cavaillon et de Vaison, la Noblesse par l'Elu des Feudataires, le Tiers Etat par les deux premiers consuls de Carpentras, les premiers consuls de l'Isle et de Valréas. Outre les consuls des trois judicatures, le premier consul de Pernes y assistait comme celui de la judicature de Carpentras, le premier consul de Cavaillon comme

(5) En Provence depuis 1639 les Etats « *suspendus* » n'étaient plus réunis. Le gouvernement leur avait substitué un groupement plus maniable de représentation nationale : l'Assemblée générale des habitants.

Celle-ci qui était la même que ce qu'elle était vers 1580 comprenait les Procureurs nés du Pays, les deux Procureurs joints pour le clergé, les deux Procureurs joints de la noblesse (Les Procureurs joints pour le Tiers n'avaient pas rang à ce titre dans les Assemblées générales ; ils n'y assistaient que comme députés de leurs communautés respectives) et les députés des communautés représentées aux Etats c'est-à-dire à partir de 1641 leurs premiers consuls.

Les députés des vigueries n'y étaient pas admis.

L'Assemblée générale des habitants était présidée par l'Archevêque d'Aix ou en son absence par l'un des évêques procureurs joints pour le clergé ; en l'absence de ceux-ci par le vicaire général de l'Archevêque d'Aix.

Le Commissaire du Gouvernement auprès de l'Assemblée générale, désigné par le gouverneur, était un Conseiller au Parlement ou un officier royal du lieu où se trouvait la réunion ou encore un intendant qui se trouvait être en mission dans la généralité. Ce fut toujours ce dernier à partir de 1630 quand l'intendant fut installé à Aix à poste fixe sauf pendant la période 1658-1673 où officiellement il n'y eut pas d'intendant en Provence.

La date et le lieu de réunion étaient fixés par le roi. Les commissaires royaux étaient le gouverneur ou le lieutenant général ou le commandant (?) en Provence et l'intendant.

L'Assemblée générale était convoquée à peu près régulièrement chaque année. Jusqu'en 1601 elle se réunissait dans des bourgs les plus divers ; mais à partir de cette date elle siégea à Lambesc, sauf en Mai 1757 où elle se tint à Aix.

La session normale avait lieu entre Octobre et Décembre et avait une durée variable : 5 ou 6 jours à partir de 1718, sauf en 1760 où elle dura 27 jours.

Les députés recevaient une allocation de six livres par jour. Ils devaient assister à toutes les séances sous peine d'une retenue de trois livres et ne pouvaient s'absenter sans l'autorisation du président.

Le droit d'opiner était subordonné à la remise au greffier des Etats de « *pouvoirs* » en bonne et due forme délivrés par les conseils locaux. S'ils ne s'étaient pas munis de ces « *pouvoirs* » les députés avaient accès à l'assemblée mais sans voix délibérative.

Les officiers royaux n'étaient pas députés aux assemblées.

Les votes et avis des députés aux assemblées engageaient les communautés dont ils étaient les représentants. Celles-ci ne pouvaient les désavouer.

Les Etats de Provence devaient être rétablis et convoqués à Aix le 29 Janvier 1789 dans leurs formes et leur composition traditionnelle. BUSQUET op. cit.

coëlu de la judicature de l'Isle, le premier consul de Bollène comme coëlu de la judicature de Valréas. Enfin les premiers consuls ou leurs délégués des dix neuf communautés adjointes aux élus et coélus du Tiers Etat prenaient part aux délibérations: c'étaient les communautés de Vaison, Mazan, Malaucène, Bonnieux, Le Thor, Visan, Sainte Cécile, Caromb, Bédoin, Oppède, Ménerbes, La Palud, Piolenc, Mormoiron, Lagnes, Caderousse, Robion, Mornas et Grilhon (6).

Cette assemblée se réunissait une fois par an, généralement au mois d'Avril. La session durait en moyenne trois jours pendant lesquels on traitait des affaires du pays. Les députés recevaient une indemnité de déplacement variable selon les ordres: les Evêques et l'Elu touchaient 120 livres, les principaux consuls 60 livres, les consuls des communautés adjointes 24 livres (7).

Outre ces assemblées générales annuelles que nous pourrions appeler assemblées générales normales, il y avait encore des assemblées générales extraordinaires qui se réunissaient à l'occasion de certains événements: telles les assemblées générales du 3 Août 1774 qui délégua auprès de Louis XVI le Marquis de Seytre Caumont en vue d'obtenir la confirmation des privilèges du pays (8), du 29 Mai 1785 réunie pour complimenter le Recteur Zollio nommé par le Pape nonce apostolique dans l'électorat de Bavière et les états palatins (9), du 18 Octobre de la même année venue en Avignon pour rendre ses devoirs au Vice-Légat Casoni (10), du 15 Juillet de la même année réunie pour assister à la lecture du Bref de Mgr Beni à l'occasion de sa nomination de Recteur du Comtat (11), enfin des 14 et 25 Septembre 1789 (12) et du 10 Mars 1790 (13) qui s'occupèrent de la réunion des Etats Généraux de la Province.

2° — Une seconde assemblée existait au XVIII^e siècle sous le nom « *d'Assemblée extraordinaire de Mgrs. les Evêques, du Sgr. élu des Sgrs. Feudataires et de MSgrs. les élus et coélus du Tiers Etat* » (14). Comme son appellation l'indique, cette assemblée se composait de onze membres: des Evêques de Carpentras, Cavaillon et Vaison, de l'Elu de la noblesse, des premier et second consuls de Carpentras ainsi que des premiers consuls de l'Isle, Valréas, Pernes, Cavaillon et Bollène.

Cette assemblée, depuis une réforme de 1728, se réunissait la

(6) Voir, entre autres Arch. dép. de Vaucluse C 45 fol. 605 V, 980, 225, etc...

(7) DUHAMEL, Les Etats du Comtat Venaissin dans Annuaire de Vaucluse 1918 page 21.

(8) Arch. dép. de Vaucluse C 41 fol. 357.

(9) Idem C 45 fol. 1.

(10) Id. Ibidem fol. 68 V.

(11) Id. Ib. fol. 21.

(12) Id. C 46 fol. 441 et 466.

(13) Id. Ib. fol.

(14) Id. C 43 fol. 616.

veille de l'Assemblée Générale pour en préparer la tenue. De plus des assemblées avaient lieu quelquefois dans le courant de l'année en vue de délibérer sur un objet spécial et urgent (15). Cependant l'assemblée extraordinaire du 19 Juin 1786, ayant remarqué les difficultés qu'il y avait à procéder en un jour à la lecture des assemblées de l'année précédente et à rédiger tout de suite les avis à donner par l'assemblée extraordinaire sur l'adoption ou le rejet des requêtes qui sont annuellement présentées à l'assemblée générale, décida, qu'à partir de 1787, il serait mis un jour d'intervalle entre la lecture des assemblées du pays tenues dans le courant de l'année et le jour destiné à la tenue de l'assemblée générale, ce jour permettant à l'assemblée extraordinaire de donner son avis sur les requêtes présentées à l'assemblée générale. L'Assemblée extraordinaire pria en conséquence l'Assemblée ordinaire de fixer la première séance de l'Assemblée extraordinaire au mardi et celle de l'Assemblée générale au jeudi de la même semaine (16).

3° — Enfin la dernière assemblée, l'Assemblée ordinaire ou petite assemblée (17) était formée de la réunion de l'Evêque de Carpentras, de l'élu des Feudataires et des premier et second consuls de Carpentras. Son origine remonte à la réunion des Elus du 28 Avril 1595 où ceux-ci décidèrent que les affaires minimes et ordinaires seraient traitées par le Vicaire et l'Evêque de Carpentras, l'élu de la noblesse, les deux premiers consuls de Carpentras et le procureur du pays (18).

En fait les quatre membres et le syndic qui composaient l'Assemblée ordinaire étaient devenus les véritables administrateurs de la province à côté des délégués du souverain; l'assemblée générale siégeant seulement une fois par an, ne pouvait en effet qu'avoir une vue bien superficielle des affaires du pays; c'était donc l'assemblée ordinaire qui contrôlait et décidait. Elle eut ainsi à traiter certaines affaires importantes et à prendre ses responsabilités envers le pays: le 12 Septembre 1783 elle donnait aux communautés de Sarrians et d'Oppède l'adhésion de la province dans l'affaire du franc-alieu (19); en matière financière, la petite assemblée intervint fréquemment: le 20 Juillet 1785, elle autorisait le trésorier à contracter un emprunt à 5 % au nom de la province jusqu'à la concurrence de 12.000 livres (20); ce fut l'Assemblée ordinaire qui fit appliquer le plan d'économie des finances du pays adopté par l'assemblée générale de 1787 (21). De même, pendant la disette du blé dans le Comtat en 1789, le rôle de cette assemblée fut prépondérant: se réunissant quelquefois jusqu'à six fois par jour, elle

(15) Arch. dép. de Vaucluse C 44 fol. 297.

(16) Idem C 45 fol. 338.

(17) Id. C 56.

(18) GIRARD, op. cit. page 149.

(19) Arch. dép. de Vaucluse C 44 fol. 581.

(20) Idem C 45 fol. 36.

(21) Id. Ibidem fol. 621 V.

assura ainsi le ravitaillement de la province. D'ailleurs, le plus souvent, l'assemblée générale lui renvoyait l'affaire qui lui était soumise en « *la priant de s'en occuper avec attention et de prendre les moyens les plus prompts, les plus efficaces et les plus conformes...* » (22).

L'Assemblée ordinaire avait donc essentiellement un rôle d'exécution et d'interprétation des décisions de l'Assemblée Générale. Sa composition même s'y prêtait d'ailleurs parfaitement : le petit nombre de ses membres et la présence quasi permanente de ceux-ci à Carpentras permettaient des réunions rapides et fréquentes selon les circonstances. Cela évitait ainsi la mise en mouvement du lourd appareil administratif que constituaient l'Assemblée Générale et même l'Assemblée extraordinaire.

SECTION III. — *La convocation des Assemblées*

Ces diverses assemblées étaient convoquées non par le Recteur du Comtat, comme au Moyen Age, mais par le syndic et procureur des Etats. En effet « *le Pape Paul V par son bref... en date du 17 Juin 1606 déclara que MSgrs les élus du païs se pourraient assembler à Carpentras pour traiter des affaires de la province toutes les fois qu'ils voudraient sans licence d'aucun supérieur* » (23).

Le Syndic, étant un officier de ces assemblées, celles-ci, pourrait-on dire, se convoquaient elles-mêmes.

Le Syndic envoyait aux députés des missives dont la formule différait selon l'ordre auquel ils appartenaient :

Ainsi pour l'Evêque c'était : « *Mgr votre grandeur... j'ai l'honneur d'être avec respect...* »

pour les élus et coélus du Tiers Etat « *J'ai l'honneur d'être avec beaucoup de considérations...* »

Enfin pour les consuls des communautés adjointes : « *M... j'ai l'honneur d'être très parfaitement...* » (24).

Voici d'ailleurs le texte intégral adressé par le Syndic au premier consul de Bédoin :

« *Carpentras le 7 Avril 1788*

Vous prendrès, s'il vous plaît la peine de vous rendre en cette ville le Jeudi vingt quatre du présent mois d'Avril pour assister à l'Assemblée générale des trois états de cette province qui se tiendra le dit jour dans le palais épiscopal sur les neuf heures du matin.

(22) Arch. dép. de Vaucluse C 42 fol. 655.

(23) Id. « *Répertoire général des archives du Païs depuis 1400 jusqu'à 1700* » C 2 fol. 31 V.

(24) DUHAMEL, Les Etats du Comtat Venaissin, op. cit., p. 13.

J'ai l'honneur d'être très parfaitement

Monsieur

*Votre très humble et
très obéissant serviteur*

Collet Syndic et Procureur général » (25)

Les nuances protocolaires étaient d'ailleurs poussées très loin : Ainsi la date des lettres destinées aux communautés adjointes se mettait en haut, celles des autres en bas. Il y avait même des différences dans le format du papier : les lettres adressées aux Evêques étaient sur du papier coupé avec une enveloppe, celles des consuls sur un demi feuille de papier sans enveloppe (26).

« *Des porteurs exprès* » (27) apportaient aux députés les lettres de convocation appelées aussi : « *billets mandés* » (28).

La convocation, nous l'avons vu plus haut, indiquait la date et l'heure de l'ouverture de l'assemblée. Le délai qui séparait la date de départ de la convocation de celle de la session n'était pas immuable, quelquefois trois semaines (31 Mars-23 Avril) (29), plus souvent une quinzaine de jours (7-24 Avril) (30), (11-25 Avril) (31).

C'était l'Assemblée ordinaire qui fixait la tenue des assemblées générales et extraordinaires (32).

SECTION IV. — *Lieux de réunion et Périodicité*

Les lettres de convocation mentionnaient le lieu où devait se tenir l'Assemblée. C'était d'ailleurs presque toujours Carpentras, la capitale de la province. Sa position centrale la désignait naturellement, permettant ainsi à certains députés d'éviter de trop longs déplacements.

Toutefois certaines assemblées siégèrent ailleurs qu'à Carpentras.

Le 18 Octobre 1785 une Assemblée Générale extraordinaire eut lieu à Avignon « *dans la salle haute de la maison du doyenné de l'Eglise Collégiale de St. Agricole* ». Cette assemblée s'était déplacée pour rendre les devoirs de la province à Mgr. Casoni nouveau Vice-Légat (33).

En 1787 (4 Septembre) et 1788 (26 Octobre) se tinrent à Vaison des assemblées de district qui s'occupèrent des affaires intéressant

(25) Arch. dép. de Vaucluse C 61. Voir également C 59.

(26) DUHAMEL, Op. cit. page 13.

(27) Arch. dép. de Vaucluse C 44 fol. 297.

(28) Idem C 46 fol. 1.

(29) Id. C 59.

(30) Id. C 61.

(31) Id. C 46.

(32) Id. C 44 fol. 288 V, C 46 fol. 339.

(33) Id. C 45 fol. 68 V.

le district du diocèse de Vaison (34). Mais ce ne furent là que des assemblées bien particulières soit à un personnage soit à un district. Si l'on excepte celles-ci, toutes les assemblées soit générales soit extraordinaires, soit ordinaires siégèrent à Carpentras.

Aucune règle bien fixe n'existait en ce qui concerne la périodicité des assemblées. D'ailleurs le bref de Paul V est muet là-dessus. Nous savons seulement par une décision des Elus ordinaires du 22 Mai 1595 que ceux-ci devaient se réunir à Carpentras deux fois par semaine les jeudis et samedis (35). Mais au XVIII^e siècle nous ne rencontrons pas d'assemblées ordinaires bi hebdomadaires. En prenant pour indice les assemblées ordinaires tenues du 20 Mai 1788 au 20 Mai 1789 nous en trouvons vingt quatre, ce qui faisait une moyenne de deux assemblées par mois (36).

En ce qui concerne l'Assemblée Générale, nous savons que sa session normale avait lieu chaque année en Avril. Cependant, l'Assemblée Générale du 17 Avril 1789, pour pallier l'inconvénient qui résultait de la prochaine expiration des fonctions de consuls, fixa sa tenue à la dernière semaine de Mai « *excepté les années auxquelles la fête de Pentecôte y mettrait obstacle, auxquels cas seulement la dite convocation serait devancée ou retardée d'une semaine* » (37).

Quant aux assemblées générales extraordinaires elles ne pouvaient présenter aucun caractère de périodicité puisque seules des circonstances imprévues et par conséquent irrégulières en motivaient la réunion.

SECTION V. — *Les Membres des Assemblées* (38)

Pour les Evêques il n'y avait pas d'élection. Ils étaient nommés par le Pape chacun respectivement à la tête des trois diocèses de Carpentras, Cavaillon et Vaison; c'était le titulaire de l'Evêché qui siégeait aux Assemblées du pays, on ne prenait pas en considération la personne, mais la fonction.

Chez les nobles l'élection était de rigueur. D'ailleurs l'appellation de leur député « *l'Elu des Seigneurs vassaux et Feudataires de Notre St. Père le Pape* » indique bien par elle-même que celui-ci était soumis à l'élection (39).

(34) Arch. communales de Valréas BB 27 fol. 441 et Arch. dép. de Vaucluse fol. 105.

(35) GIRARD, op. cit. page 149.

(36) Arch. dép. de Vaucluse C 46 fol. 1 à 320.

(37) Idem, Ibidem fol. 283.

(38) Dans les cahiers de délibérations, les Evêques sont qualifiés de « *Mgr. Illustrissime et Révérendissime* », le Vicaire-Général remplaçant l'Evêque de « *Noble et Révérendissime* ». L'Elu des Seigneurs Feudataires est nommé « *Haut et puissant Seigneur* ». Enfin les membres du Tiers ont pour titre « *Illustres et magnifiques Seigneurs* » (Arch. dép. de Vaucluse C 44 fol. 986 V).

(39) Pour de plus amples détails sur l'élection de l'Elu des Feudataires voir infra Chapitre III Les Assemblées particulières, Section II L'Assemblée des Seigneurs vassaux et feudataires, page 69.

Enfin les communautés, étant personnellement appelées aux assemblées, devaient désigner leurs délégués qui étaient le plus souvent les consuls.

Il arrivait parfois que des députés fussent empêchés de siéger eux-mêmes aux assemblées des Etats. Ils pouvaient alors être représentés par procuration: les Evêques étaient suppléés par leurs vicaires généraux, l'Elu des Feudataires par son prédécesseur immédiat (40). Les délégués des communautés avaient aussi la faculté d'envoyer quelqu'un à leur place: ainsi le consul de Mormoiron, convoqué à l'Assemblée générale du 27 Avril 1780 qui devait procéder à l'inauguration du portrait du Pape, écrit au bas de sa convocation « *Je députe mon fils à ma place — Boyer, 1^{er} Consul* » (41). Voici ce que répond le Consul de Bédoin convoqué à l'Assemblée Générale du 24 Avril 1788 « *Nous Joseph François de Balbani de Vaubonne, 1^{er} Consul de la communauté du lieu de Bédoin, nommons et députons et subrogeons en notre lieu et place pour assister à l'Assemblée générale de cette province du Comté Venaissin M. André Venceslas Faulien du dit Bédoin et c'est attendu que nous ne pouvons y assister en personne par une indisposition qui nous est survenue aujourd'hui et dont nous avons fait part ainsi que du sujet que nous avons subrogé en notre lieu et place pour assister à la dite assemblée à son EXce Mgr. le Vice-Légat en conformité de l'ordonnance rendue par Mgr. Filomarino, Vice-Légat, le onze Avril Mil Sept Cent Quatre Vingt Six.*

En foy à Bédoin le vingt trois Avril mil sept cent quatre vingt huit

Vaubonne Consul » (42).

En effet une ordonnance du Vice-Légat Filomarino avait interdit aux Consuls devant intervenir à l'Assemblée des Etats de s'en absenter sans une cause légitime dont ils avaient à fournir la preuve au Vice-Légat et d'après laquelle un sujet de la même communauté était subrogé à leur place pour les représenter à cette assemblée (43). Toutefois l'assemblée générale du 21 Avril 1785 chargea une commission de députés « *de rédiger de très humbles et respectueuses remontrances à N. S. P. le Pape pour qu'il retire la dite ordonnance* » protestant cependant de s'y conformer en attendant sa décision (44).

Les Evêques et l'Elu votaient en leur nom personnel. Les députés du Tiers au contraire exprimaient l'avis de leur communauté; c'est pourquoi il leur arrivait quelquefois de réserver leur vote pour en référer à celle-ci (45).

(40) Arch. dép. de Vaucluse C 43 fol. 554.

(41) Idem, correspondance C 57.

(42) Id. C 61. Voir également C 56 (Consul de Robion).

(43) Id. C 44 fol. 979.

(44) Id. Ibidem fol. 922.

(45) Id. C 43 folio 616.

TABLEAU REPRESENTANT LES PLACES ET RANG DES DEPUTES
AUX ASSEMBLEES EXTRAORDINAIRES ET GENERALES

e x t r a o r d i n a i r e
A s s e m b l é e

A S S E M B L É E

G É N É R A L E

Mgr. l'Evêque de Cavaillon	Mgr. l'Evêque de Carpentras	Mgr. l'Evêque de Vaison
M. l'Elu des Feudataires		M. le 1 ^{er} Consul de Carpentras
M. le Syndic et Procureur du Pays		M. le second Consul de Carpentras
M. le Consul de l'Isle		M. le Consul de Valréas
M. le Consul de Pernes		M. le Consul de Cavaillon
M. le Consul de Bollène		
M. le 1 ^{er} Consul de Mazan		M. le 1 ^{er} Consul de Vaison
M. le 1 ^{er} Consul de Malau- cène		M. le 1 ^{er} Consul de Bonnieux
M. le 1 ^{er} Consul du Thor		M. le 1 ^{er} Consul de Visan
M. le 1 ^{er} Consul de Ste Cécile		M. le 1 ^{er} Consul de Caromb
M. le 1 ^{er} Consul de Bédoin		M. le 1 ^{er} Consul d'Oppède
M. le 1 ^{er} Consul de Menerbes		M. le 1 ^{er} Consul de Lapalud
M. le 1 ^{er} Consul de Piolenc		M. le 1 ^{er} Consul de Mormoiron
M. le 1 ^{er} Consul de Caderousse		
M. le 1 ^{er} Consul de Robion		M. le 1 ^{er} Consul de Lagnes
	M. le Consul de Grilhon (fermant le rang)	M. le 1 ^{er} Consul de Mornas

SECTION VI. — *La Tenue des Assemblées*

1° Présidence. — C'était l'Evêque de Carpentras qui, en sa qualité de président né, dirigeait les débats des diverses assemblées (46). En cas d'absence ou d'empêchement de Mgr. de Carpentras, Mgr. de Cavaillon et après lui Mgr. de Vaison assurait la présidence de l'Assemblée générale.

2° Local des sessions. — Les délibérations des diverses assemblées avaient lieu au palais épiscopal (47) de Carpentras, le plus souvent dans la grande salle (48) quelquefois dans la salle haute (49) et dans la salle basse (50).

3° Séance. — a) Protocole (51). — Un protocole sévère régissait la tenue des assemblées générales. Des différences de préséance caractérisaient les divers membres: les trois évêques étaient assis dans des fauteuils à dossier et à bras, Mgr. de Carpentras qui avait la première place était au milieu, Mgr. de Cavaillon à sa droite, Mgr. de Vaison à sa gauche (52).

L'Elu des Feudataires se trouvait placé sur la même ligne que les Evêques avec un fauteuil semblable aux leurs.

Les Elus et Coélus du Tiers-Etat venaient ensuite assis sur des sièges avec dossier mais sans bras. Enfin les consuls des communautés adjointes se tenaient sur une ligne différente avec des chaises sans dossier ni bras (53).

b) Séance d'ouverture: 1° La veille de l'assemblée générale et depuis 1787 l'avant-veille, l'assemblée extraordinaire s'ouvrait par un exposé du secrétaire qui résumait les affaires ayant, pendant l'année écoulée, fait l'objet des délibérations depuis l'assemblée générale précédente jusqu'à la dernière assemblée ordinaire. Cette lecture durait quelquefois plus d'une journée. Les députés se séparaient ensuite et prenaient assignation pour le même lieu le lendemain avec les consuls des dix-neuf communautés adjointes.

2° Le jour fixé, ceux-ci s'étant joints aux autres députés, se tenait l'assemblée générale. Le Syndic et Procureur lisait « *le rapport et sentence* » fait par les auditeurs des comptes et l'entrequittement

(46) Arch. dép. de Vaucluse C 56.

(47) Aujourd'hui palais de justice.

(48) Arch. dép. de Vaucluse, voir notamment C 42 fol. 212 V, C 43 fol. 105, 554; C 44 fol. 922, 979, 986 V; C 45 fol. 49, 984; C 46 fol. 87, etc...

(49) Idem C 45 fol. 295, 712, 962; C 46 fol. 283, 314, etc...

(50) Id. C 46 fol. 326 V.

(51) Voir tableau p. 60.

(52) Ces différences de préséance dans l'ordre des Evêques ne provenaient ni de l'ancienneté de leur sacre ni de celle de leur siège, les Evêques suivaient seulement les prérogatives des juridictions: celle de Carpentras étant la première, celle de l'Isle où se trouvait Cavaillon la seconde, celle de Valréas où se trouvait Vaison la troisième.

(53) Bibliothèque de Carpentras, Manuscrit N° 1.217, fol. 7.

ensuivi. Généralement l'Assemblée approuvait. Elle nommait ensuite la commission de vérification des parcelles (54) et de leur taxe et donnait l'ordre au trésorier de payer les parcelles ainsi taxées. Enfin le Syndic commençait l'exposé des affaires à délibérer (55).

c) Séance proprement dite. Le Syndic énumérait les questions à l'ordre du jour et, après chaque énoncé, l'assemblée donnait son avis. Tous les députés avaient le même droit de suffrage. Seuls les fonctionnaires assistant à l'Assemblée générale: Syndic, Trésorier et Secrétaire, ne délibéraient pas (56).

Les délibérations se faisaient en commun et par tête, non par ordre, les décisions étaient adoptées à la majorité des voix, mais en fait, le plus souvent l'assemblée opinait « *unanimentement* » (57). Il arrivait cependant que les députés ne fussent pas d'accord. Dans l'Assemblée du 30 Octobre 1784 qui s'occupait de l'impression de ses délibérations, le grand vicaire De Bournareau ne partageant par l'avis de ses collègues, sortit de la salle; les députés firent alors consigner par le Secrétaire la sortie du Grand Vicaire (58). On rencontre également des délibérations auxquelles un député s'abstient de prendre part (59).

d) Séance de clôture. — L'ordre du jour épuisé, les Consuls des dix neuf communautés adjointes étaient congédiés et les seigneurs et élus prenaient assignation pour le lendemain. Ce jour-là le Secrétaire faisait la lecture de l'Assemblée générale qui venait de se tenir, les seigneurs et élus approuvaient et signaient le procès-verbal, paraphé également par le Syndic et le Secrétaire (60).

Aucune formalité habituelle ne réglait la tenue de l'Assemblée ordinaire.

CHAPITRE II

OFFICIERS ET COMMISSIONS DES ASSEMBLEES

SECTION I. — *Les Officiers*

De même que les Etats, les Assemblées du Comté Venaissin avaient à leur disposition des agents chargés de poursuivre l'exécution de leurs décisions. C'étaient de véritables fonctionnaires

(54) Petites dépenses.

(55) Arch. dép. de Vaucluse, voir entre autres C 44 fol. 118.

(56) Idem C 43 fol. 554.

(57) Id. C 45 fol. 49, 236 v etc...; C 46 fol. 293.

(58) Id. C 44 fol. 920.

(59) Id. C 44 fol. 878 v.

(60) Id. C 44 fol. 175 v.

nommés et appointés par elles. Au XVIII^e siècle ils sont au nombre de trois: le Syndic et Procureur, le Trésorier, le Secrétaire. Ils assistaient aux assemblées mais « *sans aucune voix active ni passive* », seuls les élus ou représentants des trois ordres et consuls des communautés adjointes ayant le droit de délibérer et de donner leurs suffrages sur les affaires qui leur sont proposées (61). Personnages considérés, les armoiries de la province étaient gravées sur la porte de leur demeure (62).

1°. — Le Syndic et procureur général était l'agent d'exécution des Assemblées tant pour les affaires intérieures qu'extérieures. Son origine remonte au début du XIV^e siècle (63). Il était nommé par l'Assemblée générale sur la proposition de l'Evêque de Carpentras (64). Sa charge était triennale (65) et il était généralement choisi parmi les membres du Tiers-Etat. En son absence le Premier Consul de Carpentras, en sa qualité de Syndic né, assurait l'intérim (66). Toutefois les consuls de Carpentras, ayant prié l'Assemblée Générale de transformer cette situation « *de facto* » en situation « *de jure* », celle-ci le 27 Avril 1781 s'opposa à cette prétention, se réservant la faculté de nommer des substitués au Syndic et au cas où elle n'y eut pas pourvu, elle chargeait l'Evêque de Carpentras ainsi que les premiers consuls de l'Isle et Valréas de s'en occuper. En dépit de cette délibération il y eut toujours par la suite un Syndic.

Les occupations du Syndic étaient multiples: chargé exclusivement de la convocation des assemblées ordinaires, il ne pouvait, depuis 1787, convoquer les Assemblées générales et extraordinaires qu'après la délibération de l'Assemblée ordinaire (67). Il signait les lettres de convocation, exposait aux députés assemblés les questions à trancher, poursuivait l'exécution de leurs délibérations et concrétisait les idées des assemblées en rédigeant des mémoires (68). Quelquefois il allait formuler lui-même verbalement le point de vue des députés (69). Le Syndic entretenait la correspondance de toutes les affaires du pays, était en relation avec différents personnages susceptibles de s'intéresser aux préoccupations des trois ordres et donnait ses instructions aux agents de la province. Enfin le Syndic défendait les privilèges du pays, stipulait tous les actes et contrats concernant celui-ci et représentait la province dans les procès où elle était engagée.

Il recevait des appointements fixes prélevés sur les deniers de la province et s'élevant annuellement en 1787 à 632 livres.

(61) Arch. dép. de Vaucluse C 43 fol. 554.

(62) Idem, C 44 fol. 197.

(63) GIRARD, op. cit. page 134.

(64) Arch. dép. de Vaucluse C 42 fol. 301.

(65) Idem C 42 fol. 301.

(66) Id. C 41 fol. 884, C 46 fol. 423, 511.

(67) Id. C 45 fol. 628.

(68) Id. C 42 fol. 212 V.

(69) Id. C 46 fol. 111.

Les différents syndics qui se succédèrent de 1774 à 1790 furent Valoris (70), B. Planet, Pons, Collet et Raphel.

2°. — Le Trésorier était chargé de la gestion des sommes nécessaires au fonctionnement des diverses assemblées. A cet effet, il percevait les différents revenus dont jouissait le pays et payait les sommes dûes par celui-ci. Il était la caisse centralisatrice des rentes et charges des trois ordres. Ses manipulations d'argent étaient étroitement contrôlées et il devait rendre compte annuellement de sa gestion (71).

Le Trésorier était nommé directement par l'Assemblée Générale pour trois années. Quelquefois on lui donnait un aide qui prenait le titre d'adjoint au Trésorier Général (72). Il est à noter que cet officier était complètement indépendant à l'égard du pouvoir pontifical.

Comme le Syndic, le Trésorier était désigné parmi les membres du Tiers. Chaque député nommait une personne de son choix et c'est à la pluralité des suffrages que le Trésorier était élu. Il devait fournir « *bonnes et suffisantes cautions* » pour l'administration des deniers de la province. Ces cautions étaient en général deux personnes solvables de sa famille qui devaient être agréées par l'Assemblée Générale (73). Le Trésorier était rémunéré sur le budget du pays pour la somme de 937 livres. Bouteille (1774), Devillario (1783), Collet (1786), Pons (1788) furent les derniers Trésoriers de la Province.

3°. — Les Assemblées du Venaissin avaient un Secrétaire à leur disposition dont la principale tâche consistait à coucher dans le « *Cayer des actes du pays* » les délibérations des diverses assemblées. Il passait les actes de « *prix faits* », tous ceux de remboursement des dettes du pays et tous les autres concernant la province, à la réserve des emprunts (passés par les notaires), dressait et enregistrait les mandats, faisait la copie des comptes et transcrivait les mémoires et lettres dans le cahier des assemblées.

Le Secrétaire secondait aussi dans leurs attributions respectives le Syndic et le Trésorier. Il expédiait au Syndic les copies des délibérations et des mémoires dont celui-ci avait besoin et faisait l'inventaire des papiers du pays (74).

Nommé pour trois années, le Secrétaire recevait annuellement 404 livres. Il y eut parfois deux secrétaires, le plus souvent le père

(70) Denis François Régis VALORIS né vers 1721 à Méthamis, Docteur ès lois de l'Université d'Avignon, avocat à Carpentras, juge des premières appellations, juge majeur ordinaire de la judicature de Carpentras, Syndic Général de la province de 1749 à sa mort (1781).

(71) Voir les différentes redditions de comptes Arch. dép. de Vaucluse C 41 fol. 22, 588 v, 876; C 42 fol. 112, 256 v, 540; C 43 fol. 41, 452 v; C 44 fol. 71, 384, 629, 819; C 45 fol. 109, 503, 686 v, 963 v; C 46 fol. 222.

(72) Idem, C 44 fol. 174.

(73) Id. C 44 fol. 770 v.

(74) Id. C 45 fol. 629.

et le fils, l'un Secrétaire Général principal (Jean, Jacques, Marc Siffrein Devillario), l'autre coadjuteur (Roland Devillario) (75). Généralement le Secrétaire était un Notaire.

Comme on le voit, aucun bureau ni secrétariat ne dépendaient des officiers du pays. Cette absence de services administratifs, qui n'est pas propre au XVIII^e siècle, peut trouver une explication dans le fait que les trois officiers, chacun dans leur domaine respectif, devaient suffire à expédier un travail, à notre avis nullement insurmontable. D'ailleurs, nous l'avons dit, trésorier et secrétaire eurent, selon les besoins du moment, un second à leur disposition.

Les trois ordres entretenaient à Rome, Avignon et Paris différents personnages appelés « *agents de la province* » qui représentaient celle-ci dans ces villes; ils renseignaient les députés sur les affaires concernant le pays et étaient en correspondance régulière avec le Syndic. Ces « *ambassadeurs* » des Etats étaient nommés par ceux-ci pour trois ans (76). Au cours de la période étudiée, Fulvio Célestini resta à Rome jusqu'en 1783, Jean, son fils, d'abord son adjoint, le remplaça à sa mort; enfin en 1788, les affaires du pays s'étant multipliées, l'assemblée eut deux agents en Cour de Rome: Jean Célestini et Charles Bondacca (77). A Avignon, Teste (78) et à Paris l'abbé Jourdan, chanoine de St. Louis du Louvre, (79) puis l'abbé Ducros (80), prêtre archiépiscopal, représentaient les trois ordres.

Il y avait enfin des ingénieurs du pays chargés du service technique des ponts et chemins et dont la situation se rapprochait sensiblement de celle des fonctionnaires de nos administrations publiques d'aujourd'hui. Teissier fils était l'architecte de la province, Tournilhon l'ingénieur (81).

SECTION II. — *Les Commissions*

Les Etats Généraux, assemblés plus ou moins régulièrement jusqu'aux XVI^e siècle, nommaient, outre des officiers, plusieurs commissions dans le but soit d'élaborer leurs travaux, soit d'assurer la continuité pendant l'intervalle des sessions: commissions extraordinaires chargées d'étudier une affaire déterminée, de négocier une alliance, de conférer avec le Légat, commissions permanentes dont les membres vérifiaient les comptes ou suppléaient les Etats en leur absence (82).

(75) Arch. dép. de Vaucluse C 43 fol. 113 V. Roland DEVILLARIO né à Carpentras en 1738, notaire, chancelier de l'évêque et secrétaire des Etats. Exécuté selon jugement de la commission populaire à Orange le 15 juillet 1794.

(76) Idem C 45 fol. 1.011.

(77) Id., Ibidem fol. 1.011.

(78) Id. C 57.

(79) Id. C 41 fol. 957; C 44 fol. 135; C 45 fol. 121, etc...

(80) Id. C 46 fol. 334, 479.

(81) Id. C 65.

(82) GIRARD, op. cit. page 139.

Or les Etats Généraux ayant disparu de la scène politique et administrative du Comtat depuis 1594, l'Assemblée des Elus qui assurait en permanence l'expédition des affaires devint le seul organe délibérant du pays et se sectionna en Assemblée générale, ordinaire et extraordinaire. L'ancienne Commission des Elus s'était donc transformée.

Seule la commission des auditeurs des comptes avait survécu à l'évolution de l'Assemblée provinciale du Venaissin.

La tâche des auditeurs des comptes consistait à contrôler la gestion du Trésorier du pays. Ces commissaires vérifiaient également les comptes des impositions votées par les trois ordres quand ceux-ci en levaient une. L'origine de cette commission remonte à 1369 (83). Elle était nommée chaque année par l'Assemblée Générale et comprenait des représentants des trois ordres : l'Evêque de Carpentras ou son vicaire et official général, l'Elu de la noblesse ou un autre Seigneur qu'il avait la faculté de se subroger, enfin un délégué des communautés adjointes, les premier et second consuls de Carpentras pour la judicature du même nom, et un consul pour chacune des judicatures de l'Isle et de Valréas, soit un total de sept membres.

L'Assemblée Générale donnait aux auditeurs des comptes « *pouvoir et charge de voir, examiner, ouïr, finir et clore les dits comptes (du Trésorier), d'admettre tout ce qui sera admissible et de rejeter tout ce qui ne pourra être admis et sur ce faire et dresser leur rapport et sentence suivant Dieu et leur conscience* » (84).

Les auditeurs des comptes se réunissaient à Carpentras (85) dans une des salles du palais épiscopal et procédaient à leur rapport et sentence sur la reddition des comptes du Trésorier en présence de celui-ci (86). Les commissaires rédigeaient ensuite leur procès-verbal ou entrequittement qui devait être présenté à l'Assemblée générale. Cet entrequittement était signé par deux témoins requis à cet effet, les auditeurs des Comptes, le Syndic et le Trésorier (87). Enfin, c'était l'usage que l'ouverture de l'Assemblée générale se fit par la lecture du rapport des auditeurs des comptes. En général l'Assemblée « *ratifiait, homologuait et confirmait de point en point suivant leur forme et teneur* » le rapport et sentence et par un arrêt de quitus, déclarant le Trésorier quitte envers le Pays, déchargeait celui-ci des obligations et cautionnement qu'il avait prêtés (88).

(83) Girard, op. cit.

(84) Arch. dép. de Vaucluse C 45 fol. 982 v.

(85) Idem C 46 fol. 222.

(86) Id. Ibidem.

(87) Id. Ib.

(88) Id. C 45 fol. 894.

CHAPITRE III

LES ASSEMBLEES PARTICULIERES

Parallèlement aux assemblées des trois ordres, le XVIII^e siècle connaissait des réunions particulières groupant soit les membres d'un même ordre: assemblées du clergé et de la noblesse, soit les représentants des trois ordres d'un district.

SECTION I. — *L'Assemblée du Clergé Général du Comté Venaissin* (89)

Cette assemblée siégeait une fois l'an fin Avril ou début Mai. Elle réunissait les Evêques de Carpentras, Cavaillon et Vaison, l'Official général de Mgr. de Carpentras ou leurs suppléants, un député de chacun des diocèses d'Avignon, d'Orange (90), de Saint-Paul Trois Châteaux (91) et d'Apt ainsi que le procureur et le secrétaire du clergé.

Elle levait chaque année une taille de 291 livres 15 sols qui fut portée à 778 livres 2 deniers en 1784 et à 1.078 livres 2 deniers monnaie du roy (92) à partir de 1788 en vue de satisfaire aux dépenses du clergé et subvenir à ses besoins. Cette taille était ensuite payée par chaque diocèse selon sa portion. L'Assemblée procédait aussi annuellement à la reddition des comptes du Trésorier.

Différentes questions, le plus souvent d'ordre interne, préoccupaient les membres de cette assemblée. En 1774, ils réclamèrent le retour aux juridictions ecclésiastiques des procès intéressant le clergé pendants devant les deux sénéchaussées de Carpentras et d'Avignon, tribunaux laïques (93); la même assemblée demanda la restitution aux chancelleries et officialités des Evêchés du Venaissin des registres de baptêmes, mariages et mortuaires que possédaient depuis 1768 les greffes des tribunaux laïques. L'Assemblée de 1787

(89) Arch. dép. de Vaucluse G III 1 (Evêché de Carpentras).

(90) C'était toujours le prévôt de l'Eglise collégiale de Beaume.

(91) C'était toujours le chanoine de l'Eglise Collégiale de Bollène.

(92) Au XVIII^e siècle, dans l'Etat d'Avignon et le Comtat, circulaient cinq espèces de monnaie: 1^o La monnaie de France ou monnaie de Roy était celle qui circulait dans le Royaume. Théoriquement, dans l'Etat d'Avignon et le Comtat, son cours et sa valeur étaient les mêmes qu'en France. Cette monnaie était la meilleure. 2^o La Grosse Monnaie se composait des espèces françaises dont la valeur était légèrement modifiée et augmentée. 3^o La monnaie de Patards. Un patard valait 2 deniers tournois, 12 deniers tournois ou 1 sol tournois valait donc 14 deniers en patards ou 7 patards. 4^o La monnaie courante appelée au XVIII^e siècle « *Monnaie courante au tiers patard* » comprenait deux tiers de grosse monnaie et un tiers de monnaie patards. 5^o La monnaie dite « *Moitié un, moitié autre* » se composait d'une moitié en grosse monnaie et d'une moitié en patards (R. VALLENTIN, op. cit.).

(93) Les Sénéchaussées de Carpentras et d'Avignon avaient été instituées en 1768 lors de la troisième occupation française.

s'occupa du procès intenté par les Pères Bénédictins de Montmajour, prieurs du prieuré de Monteux, à la communauté de Monteux qui avait refusé le paiement de la dîme sur la garance. Celle de 1788 adhéra à la délibération des Assemblées du Venaissin qui s'opposait au projet de l'établissement d'archives publiques, en invoquant qu'un tel établissement exposerait à la curiosité d'un archiviste les affaires particulières des prélats, rendrait publiques les matières de foi et les procédures criminelles concernant le Saint-Office exigeant le secret le plus absolu et priverait les Evêques du droit dont ils jouissaient de faire recevoir en original dans les registres de la chancellerie, les baux à ferme de leurs dîmes et autres revenus ecclésiastiques.

Le Clergé avait aussi ses officiers : un procureur-trésorier cumulant les deux fonctions, nommé pour trois ans, qui était généralement un prêtre (94) et fournissait un cautionnement afférent à sa deuxième qualité ainsi qu'un secrétaire emprunté aux assemblées des trois ordres (95).

SECTION II. — *L'Assemblée des Seigneurs Vasseaux et Feudataires*

Les nobles comtadins avaient aussi la faculté de tenir des réunions particulières à leur ordre. Seule la noblesse fieffée y était admise ; elle était d'ailleurs fort nombreuse car la moindre possession d'une seigneurie ou coseigneurie qui s'apparentait le plus souvent davantage à une bicoque qu'à un fief suffisait pour faire partie du corps des feudataires.

Ceux-ci connaissaient des Assemblées Générales et extraordinaires.

1°. — « *L'Assemblée Générale des Seigneurs vasseaux et feudataires de N. très St. Père le Pape en cette province du Comté Venaissin* » se tenait tous les trois ans à Carpentras « *dans le sallon bas du couvent de R.R. pères prêcheurs ordre de St. Dominique* » (96). Les Seigneurs étaient convoqués par lettres patentes du Recteur du Comtat (97). Tous les possesseurs de fiefs avaient droit d'assister à l'Assemblée Générale. Les premier et second consuls de Carpentras y siégeaient en qualité de Seigneurs de Serres-les-Carpentras, le premier consul de Cavaillon, en qualité de seigneur de la Roquette et celui de Bollène en qualité de Baron du Château de Bauzon. Mais en fait le nombre des seigneurs présents était sensiblement le même :

(94) BASTET Louis Antoine, 1774-29 juillet 1778.

LAURENS Joseph Alexis, chanoine hebdomadaire de la cathédrale de Carpentras 1778-1788.

(95) DEVILLARIO.

(96) Arch. dép. de Vaucluse C 41 fol. 927

(97) Idem, Ibidem

24 en 1776 (98), 23 en 1779 (99), 27 en 1782 (100) et 1783 (101), 23 en 1786 (102). D'ailleurs la présence de tous les vassaux n'était pas indispensable pour valider les délibérations de l'assemblée.

L'Assemblée générale nommait les officiers du corps: syndic et procureur général, trésorier et secrétaire qui n'étaient autres que les titulaires de ces mêmes charges dans les assemblées des Trois ordres, donc des gens du Tiers.

L'Assemblée vérifiait le rapport des Comptes du Trésorier établi par des auditeurs et désignait ceux-ci pour la vérification des prochains comptes; il y avait deux auditeurs dont l'un était l'Elu sortant.

L'Assemblée procédait ensuite à son principal objet, l'élection de « *l'élu de la noblesse* » : Le jour fixé pour l'élection, les seigneurs vassaux se réunissaient à la maison de l'Elu si celui-ci était de Carpentras et dans la maison où il était logé, s'il était étranger à la ville. De là ils allaient faire visite à Mgr. l'Evêque et au Recteur. Ensuite ils entendaient la messe à l'Eglise des Dominicains. Après le chant du *Veni Creator*, les seigneurs s'assemblaient dans la salle basse du couvent. Seul l'Elu sortant conservait son épée, les autres seigneurs l'ayant quittée à la porte. L'élection faite, on apportait solennellement son épée au nouvel élu et le Père Prieur des Dominicains entrait dans la salle pour féliciter ce dernier. Toute l'Assemblée se transportait de nouveau à l'Eglise du Couvent où était chanté un *Te Deum*. Le nouvel élu accompagné de tous les seigneurs vassaux allait alors saluer l'Evêque de Carpentras et le Recteur du Comtat. Un dîner aux frais du nouvel élu était ensuite servi à tous les vassaux dans le réfectoire des Dominicains. Après le dîner, l'Elu recevait différentes visites: Mgr. l'Evêque, le Recteur « *en habit violet et in fioqui* » costumes des grandes cérémonies, les consuls « *en chaperon* » et le Conseil de Carpentras. Selon l'usage, l'élu rendait alors leur visite aux consuls. Tous ces personnages étaient escortés dans leur déplacement par une brigade de la maréchaussée (103).

La charge d'Elu était très importante, celui-ci représentait à lui seul le corps des feudataires aux différentes assemblées du pays. Sa fonction était triennale; il devait convoquer l'assemblée générale à l'expiration des trois années et, si dans le mois de cette expiration l'élu ne l'avait pas convoquée, son devancier ou tout autre seigneur du corps pouvait remplir cette obligation. De plus, ni le père ni le fils de l'élu sortant ne devaient être appelés dans cette fonction pour le triennat suivant (104). L'Assemblée nommait l'Elu sortant

(98) Arch. dép. de Vaucluse C 41 fol. 927.

(99) Idem C 42 fol. 600.

(100) Id. C 44 fol. 88 v.

(101) Id. Ib. fol. 395 v.

(102) Id. C 45 fol. 147 v.

(103) DUHAMEL, Les Etats du Comtat, op. cit. p. 6.

(104) Arch. dép. de Vaucluse C 41 fol. 917.

élu adjoint. Etant déjà au courant, il secondait ainsi efficacement le nouvel élu (105). Enfin, les seigneurs vassaux désignaient les conseillers de l'élu : au nombre de six, ils s'assemblaient chaque année et toutes les fois que l'élu les convoquait à Carpentras ou dans toute autre ville du Comtat qu'il plaisait à ce dernier (106).

Voici quels furent, de 1776 à 1789, les Elus, Elus adjoints et conseillers : (*voir tableau page suivante*).

L'Assemblée générale des feudataires s'occupait de toutes les questions intéressant le corps ; ainsi l'Assemblée de 1776, pour permettre le remboursement de la créance et des intérêts du trésorier sur la caisse du corps, autorisa un emprunt de 5.000 livres, Monnaie de France (107), celle de 1779 imposa quatre tailles formant ensemble une somme de 2.460 livres et proposa un plan de recouvrement (108) ; la même assemblée délibéra de demander au Pape que, dans les cas de subdivision des fiefs, arrière fiefs et coseigneuries qui pourraient se produire à l'avenir, il n'y eut qu'un seul représentant de ces fiefs, arrière fiefs et coseigneuries ainsi divisés et subdivisés qui pût siéger à l'Assemblée (109). Enfin, l'Assemblée de 1786 décida que, moyennant l'intérêt de six et quart pour cent que devaient lui verser les seigneurs vassaux ayant différé ou refusé de payer le contingent de leur taille et la somme de 60 livres indépendamment de ses honoraires, le Trésorier serait comptable de la totalité des tailles imposées au corps des seigneurs vassaux. La même assemblée promit cependant au Trésorier le concours du corps dans le cas où il attaquerait juridiquement un seigneur pour l'obliger au paiement de la taille due par celui-ci (110).

Le corps des seigneurs vassaux entretenait également un agent en Cour de Rome (111).

2°. — Les seigneurs vassaux se réunissaient parfois en assemblée extraordinaire, officiellement nommée « *Assemblée extraordinaire du Seigneur Elu des Seigneurs vassaux et Feudataires de notre très Saint Père le Pape en cette province du Comté Venaissin et des Seigneurs ses conseillers* ». Elle se tenait à Carpentras ou domicile de l'Elu ou si celui-ci n'habitait pas Carpentras dans la maison où il résidait. Elle comprenait l'Elu et ses conseillers ainsi que le Syndic et Procureur du corps. Ces assemblées extraordinaires avaient plutôt l'allure d'une commission chargée de la préparation du travail de l'Assemblée générale que d'une assemblée restreinte. De 1774 à

(105) Arch. dép. de Vaucluse C 41 fol. 917.

(106) Idem, Ibidem.

(107) Id. Ib.

(108) Les quatre tailles étaient destinées soit à subvenir aux charges ordinaires du corps, soit au remboursement de la créance qui restait due au Trésorier, soit enfin pour avoir de quoi subvenir aux dépenses extraordinaires. Idem, C 42 fol. 600.

(109) Id. Ibidem.

(110) Idem. C 45 fol. 147 v.

(111) Id. C 41 fol. 927.

VOICI QUELS FURENT, DE 1776 à 1789, LES ELUS, ELUS ADJOINTS ET CONSEILLERS :

	1776	1779	1782	1783	1786	1789
Elu	Marquis de Montaigu	Paul de Seguin de Pazzis	Louis Joseph François de Castellan	Gabriel Augustin Louis de Fonduty	J. B. de Rivette des Baux	J. B. Guillaume Marquis de L'Espine
	Seigneur d'Entraigues	Marquis d'Aubignan	Marquis de Lauris	Marquis de Blauvac	Citoyen de Bonnieux	Seigneur de Beaumont
	Citoyen d'Avignon	Citoyen de Carpentras	Seigneur de Vaqueiras	Seigneur d'Aubres et Blauvac		et autres places
Elu adjoint	Marquis de Caumont	Marquis de Montaigu	Marquis d'Aubignan	Marquis d'Aubignan	Marquis de Blauvac	
Conseillers de l'Elu	Marquis de Modène	Marquis de Modène	Marquis d'Aubignan	Marquis d'Aubignan	Marquis de Blauvac	
	Marquis d'Aubignan	Marquis de Rolland Beauville	Baron de Cohorn	Baron de Cohorn	Marquis d'Aubignan	
	Baron de Rivette	Baron de Rivette	Baron de Rivette des Baux	Baron de Rivette des Baux	Marquis de Montaigu	
	Marquis de Beauchamp	Marquis de Montaigu	Marquis de Montaigu	Marquis de Montaigu	Marquis de L'Espine	
	Marquis de Blauvac	Marquis de Seytre Caumont	Marquis de Beauchamp	Marquis de Pétiris	Marquis de Pétiris	
	Vicomte de Thézan Venasque	Marquis de Merle Beauchamp	Marquis de Blauvac	Marquis de Graville	Comte de Rivette	

1789 il y en eut trois: le 11 mars 1780 (112), le 11 mai 1782 (113), et le 26 juillet 1787 (114).

**

Cependant ces assemblées, propres à un ordre, ne présentaient pas un intérêt primordial. Elles n'étaient d'ailleurs qu'une réplique en petit des assemblées des trois ordres: leur mode de convocation et de réunion se rattachait aux mêmes principes, les officiers étaient plus ou moins interchangeables et elles ne délibéraient généralement que de sujets intrinsèques à chaque ordre ne rejaillissant que rarement sur les assemblées de pays.

SECTION III. — *Les Assemblées de district*

Enfin l'Assemblée générale de 1787 institua un nouveau régime en décidant la tenue d'assemblées de district. Deux de celles-ci se réunirent à Vaison:

Le 2 Septembre 1787, le conseil de la communauté de Valréas fit état d'une lettre du 25 Août envoyée par l'Evêque de Vaison à M. de Moracet premier consul de Valréas le convoquant à Vaison le 4 Septembre à 10 h. du matin pour une assemblée de district avec l'Elu des Feudataires et le Consul de Bollène (115).

Le 26 Octobre 1788, eut lieu une « *Assemblée particulière des Etats de cette province du Comté Venaissin tenue en cette ville de Vaison pour le district du diocèse de Vaison et judicature de Valréas en exécution de la délibération de l'Assemblée générale de 1787* ». Cette assemblée réunit l'Evêque de Vaison, l'Elu des Feudataires, le premier Consul de Valréas, M. de Moracet remplaçant le Consul de Vaison et s'occupa des chemins publics du district du diocèse de Vaison (116).

Les deux assemblées de district tenues à Vaison en 1787 et 1788 furent certainement la seule manifestation de l'innovation de l'Assemblée générale de 1787.

(112) Arch. dép. de Vaucluse C 43 fol. 1.

(113) Idem C 44 fol. 205.

(114) Id. C 45 fol. 722.

(115) M. de MORACET fit remarquer que l'Assemblée de Vaison serait la première depuis l'Assemblée générale. (Archives Communales de Valréas BB 27 fol. 441).

(116) Arch. dép. de Vaucluse C 46 fol. 105.

DEUXIEME PARTIE

LES ATTRIBUTIONS
DES ASSEMBLÉES

CHAPITRE I

ATTRIBUTIONS POLITIQUES ET FINANCIERES

SECTION I. — *Affaires politiques*

Si les attributions politiques des Etats du Venaissin furent considérables au Moyen Age, elles passèrent presque toutes, au XVIII^e siècle, dans le domaine des représentants du pouvoir central.

§ 1. — La levée de troupes de 1708

Quoique n'entrant pas dans la période temps dont nous nous sommes assignés l'étude, nous signalerons cependant la levée de troupes qui eut lieu dans l'enclave pontificale en 1708 sur l'ordre de Rome. Nous nous bornerons au rôle des assemblées provinciales du Comtat à cette occasion (1).

La lutte pour le trône d'Espagne entre Philippe V, petit-fils de Louis XIV et l'Archiduc d'Autriche était suivie attentivement par le Pape Clément XI. De cœur avec le Roi Très Chrétien, il attendait cependant la tournure des événements.

Les Impériaux, vainqueurs à Turin en 1706, hivernèrent en maîtres dans le Ferrarois et le Bolonais, possessions pontificales. Rome protesta, excommunia en vain. Le décret de la diète de Ratisbonne du 26 Juin 1708 inspiré par l'empereur contestant la souveraineté du Saint-Siège sur Naples et la Sicile était difficilement acceptable par la Cour Romaine qui se prépara à la lutte. Elle décida donc de faire venir des troupes d'Avignon et du Comtat.

Après de longues hésitations, Louis XIV sollicité, autorisa la levée, le 11 Juillet, à condition qu'elle serait composée exclusivement de sujets du Pape habitant le pays et ne se trouvant pas au service de la France.

Les trois ordres du Comtat, dès le 29 Juin, sur la réquisition formelle du Vice-Légat Doria, délibérèrent la levée de deux régiments de 1.000 hommes et l'emprunt des sommes nécessaires. Les communautés devaient fournir les hommes proportionnellement à la taille qu'elles versaient, quand il y en avait une (2).

Le 10 Juillet, les trois ordres enregistrèrent purement et simplement l'ordonnance de Doria du 8 qui organisait la levée: paiement des officiers par la province jusqu'à Marseille, levée « *de gré à gré* », versement de 7 livres royaux aux engagés dont la solde était fixée

(1) Pour de plus amples détails, Voir H. CHABAUT, Une levée de troupes dans Avignon et le Comtat, dans Mémoires de l'Académie de Vaucluse 1921.

(2) Arch. dép. de Vaucluse C 33 fol. 468-473, Assemblée générale 29 Juin 1708.

à 5 sols patards par jour pour leur subsistance, avance de toutes les sommes par le Trésorier de la Province (3).

Des difficultés de toutes sortes s'élevèrent (4). Cependant, le 5 Septembre, on avait rassemblé 1.000 hommes (5) et le 11, 3.000 étaient présents (6). Les dépenses très lourdes (7) mettaient à rude épreuve le budget de la province (8). Aussi les trois ordres prièrent-ils le Vice-Légat de faire partir les recrues levées, mais en vain (9).

Enfin tout parut s'arranger: le Roi de France, le 23 Septembre, permit le passage des armes (10), les galères devant transporter les troupes en Italie mouillaient à Marseille vers la fin du même mois (11). Le départ des troupes semblait prochain (12).

Des obstacles surgirent in extremis: les grosses pluies du début d'octobre rendant les chemins impraticables (13), des discussions financières avec les officiers recruteurs (14). Enfin, la province, ayant pris à sa charge tous les frais, les troupes furent dirigées vers Marseille et embarquées pour l'Italie (15).

Cette levée de troupes reste le seul événement militaire du XVIII^e siècle dans le Comtat. Le fait est à noter car les Comtadins et les Avignonnais n'étaient nullement exemptés en droit de service militaire. En fait, s'ils n'y furent pas assujettis, c'est parce que le Saint-Siège dont l'attitude n'eut rien de belliqueux, employa tous les moyens pacifiques avant d'en arriver à cette extrémité.

§ 2. — Le Franc Alleu

S'il y eut au XVIII^e siècle une affaire capitale, ce fut bien celle du franc alleu de Sarrians et d'Oppède.

Un procès s'était élevé entre les seigneurs de Sarrians et d'Oppède et les deux communautés du même nom au sujet de la foncialité de leur territoire, les communautés l'affirmant de franc alleu naturel alors que les seigneurs en certifiaient la « *censualité* ».

En 1782 les deux communautés décidèrent de réunir les deux instances en une seule pour lui donner plus de poids; d'union fut réa-

(3) Arch. dép. de Vaucluse C 33 fol. 475, Assemblée ordinaire 10 juillet 1708.

(4) H. CHOBAUT, op. cit. p. 155-156.

(5) Arch. dép. de Vaucluse C 33 fol. 493.

(6) Idem Ibidem, fol. 497.

(7) Id. Ib. fol. 497, 112.000 livres le 11 Septembre.

(8) Id. Ib. fol. 479 v, Lettre au Pape; fol. 480 v, Lettre au Cardinal PAULUCCI.

(9) Id. Ib. fol. 497.

(10) Id. Ib. fol. 504.

(11) Id. Ib. fol. 509 v.

(12) Id. Ib. fol. 506 v.

(13) Id. Ib. C 33 fol. 509 v et suivants.

(14) Id. Ib. fol. 514 v, 516 v.

(15) H. CHOBAUT, op. cit.

lisée par Faulcon (16) et Paget (17) et renforcée par Sainte Croix (18) et Gèrente (19). L'année suivante, craignant de succomber devant le Tribunal de la Révérende Chambre Apostolique, elles s'adressèrent à la province pour soutenir leur défense (20).

Les trois ordres, prudents, consultèrent les avocats italiens Riganti, Erioni et Horace Célestini (21) qui furent d'avis que l'intérêt du pays était de repousser le système de directe universelle et de faire reconnaître que la Comtat était franc alleu de nature. Les députés comtadins se décidèrent donc à agir: le 12 Septembre 1783 l'assemblée ordinaire donnait aux communautés intéressées l'adhésion de la province (22).

Cette délibération amena l'intervention de certaines notabilités comtadines, notamment de Mgr. Beni (23) Evêque de Carpentras, possesseur de plusieurs fiefs attachés à sa mense épiscopale et du recteur Zollio (24), pensant courtiser Rome en empêchant de prouver l'allodialité. Une pression s'exerça sur l'Assemblée provinciale qui, le 19 Septembre, suspendit l'exécution de sa délibération du 12 courant (25).

Mais on n'arrête pas si facilement une telle affaire; la semence était jetée, il fallait qu'elle levât.

En Janvier 1784, les esprits travaillés depuis plus d'une année par cette question, l'idée germa d'entamer une nouvelle instance, cette fois sur le franc alleu général de la province (26).

L'Assemblée générale du 23 Avril 1784 reprit l'affaire et donna son adhésion aux communautés de Sarrians et d'Oppède ainsi qu'à

(16) PIERRE FAULCON né à Sarrians en 1748, notaire dans son village natal de 1776 à sa mort 1823.

(17) JEAN JOSEPH PAGET né en 1748 à Cabrières d'Avignon, mort à Lagnes en 1829.

(18) GUILLAUME JOSEPH EMMANUEL DE GUILLEM CLERMONT-LODEVE, Marquis de SAINTE CROIX, né à Mormoiron en 1746, embrassa d'abord la carrière des armes puis se consacra aux travaux de littérature et d'érudition, spécialement à l'histoire. Couronné trois fois en 1772, 1775 et 1777 par l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres, puis fut membre de l'Institut. L'affaire du franc alleu le fit se lancer dans la politique; plus tard il fut membre de la Commission Intermédiaire. Mort à Paris en 1809.

(19) JOSEPH FIACRE D'OLIVIER DE GERENTE né à Mollans en 1744, anobli en 1781, Viguier juge de Pernes en 1782 et premier consul en 1783. Successivement membre de l'Assemblée législative, de la Convention et du Conseil des Anciens; député de Vaucluse pendant les Cent-Jours. Mort à Avignon en 1837.

(20) Arch. dép. de Vaucluse C 44 fol. 474 v, 11 Avril 1783.

(21) Idem, Ibidem fol. 494-507.

(22) Id. Ib. fol. 581.

(23) JOSEPH BENI, Evêque de Carpentras en 1776, né à Gubbio (duché d'Urbain) en 1729, mort à Pesaro (1806). Remplaca Zollio comme Recteur du Comtat.

(24) JULES CESAR COMTE ZOLLIO né à Rimini en 1733, Recteur en 1777. Pendant son Rectorat, il participa à l'administration du Collège fondé par la Commune de Carpentras, intervint dans l'affaire du franc alleu et arbitra la contestation élevée au sujet des enfants trouvés entre les administrateurs de l'Hôpital et de la Charité de Carpentras et les « *Etats* » du Venaissin.

(25) Arch. dép. de Vaucluse C 44 fol. 588.

(26) Idem, Ibidem fol. 653 v.

toutes les communautés comtadines qui demanderaient de jouir du droit de franc alleu et de la faculté de donner leurs biens francs de cense à nouveau bail ou qui seraient prises à parti à ce sujet, indépendamment de l'instance personnelle de la province.

La même assemblée générale chargea le Baron de Sainte Croix de rédiger de très humbles, très respectueuses et itératives remontrances et en profita pour prier Sa Sainteté d'accorder la permission, déjà demandée et refusée en 1780 (27), de faire imprimer annuellement les cahiers des délibérations des assemblées générales pour les envoyer aux communautés de la province (28); enfin l'assemblée sollicita du Pape et du Cardinal Ministre l'autorisation d'envoyer à Rome un député qui veillerait spécialement aux intérêts de la province (29).

Le Pape refusa formellement cette dernière licence (30). Là-dessus les premiers consuls de l'Isle, Valréas et Pernes réclamèrent la convocation d'une assemblée extraordinaire que, pour des raisons tactiques et psychologiques, l'assemblée ordinaire se garda bien d'autoriser (31).

C'est dans ce climat politique que parurent et furent propagées les « *Remontrances des Etats du Comté Venaissin* » rédigées par Sainte Croix (Octobre 1784) (32). Sous une forme très respectueuse, elles constituaient une sévère critique de l'organisation administrative du Comtat, dénonçant la trop grande influence de l'Evêque de Carpentras (33), la contrainte exercée sur certaines assemblées d'Etat viciant ainsi leurs délibérations, mais surtout elles réclamaient fermement l'impression des délibérations de l'Assemblée Générale qui devait mettre un terme aux dépenses, conséquence d'un mauvaise administration (34). On y avait joint une « *attestation des procureurs de Provence* » certifiant que, depuis 1611, on imprimait chaque année l'abrégé du cahier des délibérations des communautés et des avantages en résultant (35). Les remontrances

(27) Arch. dép. de Vaucluse C 43 fol. 130, 431, 493, 695; C 44 fol. 128 v.

(28) Idem C 44 fol. 739 et suivants.

(29) Id. Ibidem fol. 743.

(30) Idem ib. fol. 861 v.

(31) Id. ib. fol. 873; C 69 correspondance.

(32) « *Remontrances des Etats du Comté Venaissin* » s. l. n. d. Carpentras 1784. Bibliothèque de Carpentras. Collection Barjavel C 2.483.

(33) Idem ibidem « ...le premier membre de ce corps ne changeant jamais acquiert par là même une trop grande influence. Il peut, à la longue, devenir maître de toutes nos opérations, se regarder lui seul comme l'interprète naturel de toutes nos résolutions, y déroger, les restreindre ou en étendre l'effet selon ses volontés... ».

(34) Id. ib.... « la forme de notre constitution démontre encore, Très St. Père, la nécessité d'imprimer l'extrait des délibérations de l'Assemblée générale des trois ordres de cette province... ».

(35) Id. ib.

étaient accompagnées de quelques notes (36) contenant certaines vérités peu flatteuses pour l'Evêque et le Recteur (37).

Un grave incident vint alors envenimer une situation déjà suffisamment tendue : le 29 Octobre, Zollio, furieux quand il eut connaissance des Remontrances rendues publiques par la voie de l'impression, fit intercepter plusieurs paquets cachetés qu'il soupçonnait contenir des exemplaires de cet écrit et appréhender les porteurs au nombre desquels se trouva le messager de Mormoiron dont Sainte Croix était originaire. Peut-être le recteur ne mesura-t-il pas la gravité de sa décision qui violait le secret de la correspondance.

Le 31 du même mois, la communauté de Mormoiron dont le viguiier était Sainte Croix lui-même éleva une solennelle protestation avec laquelle se solidarisèrent les principales communautés du Comtat : Valréas, Sarrians, Mazan, Oppède, Pernes, Monteux, Caderousse, Bollène, Malaucène et même Avignon.

Ces désordres qui entretenaient un échauffement de l'opinion publique préjudiciable aux intérêts du St. Siège ne pouvaient se prolonger plus longtemps. Une série de mesures sévères arriva de Rome : suppression des Remontrances et destruction de tous les exemplaires, interdiction faite par le Vice-Légat aux trois ordres et aux Communautés de remettre en question l'affaire des Remontrances et de l'arrestation du messager ; suspension des premiers consuls de Pernes, Valréas, Bollène, Mazan, Oppède et Caderousse ; saisie des registres des délibérations de Mormoiron et de Sarrians (38).

Devant une telle énergie, les Comtadins, volontiers frondeurs mais au fond pacifiques, s'inclinèrent. Les « *Etats* » revinrent à des sentiments plus conciliants (39) ; Sainte Croix dont la position devenait critique s'exila en France (40) ; le 6 Avril 1785 parut une ordonnance du Vice-Légat Filomarino au sujet de la tenue de l'Assemblée Générale qui interdisait tout débat, de quelque sujet qu'il fût, non autorisé un mois avant la session par l'Assemblée ordinaire (41).

La résistance était brisée, tout rentra dans l'ordre ; l'affaire du franc alleu glissa dans l'ombre et nul n'osa plus élever la voix à son sujet (42).

(36) *Remontrances des Etats du Comté Venaissin*, s. l. n. d. Carpentras 1784, Bibliothèque de Carpentras, Collection Barjavel, C 2.483. Quatre notes suivaient l'exposé des remontrances.

(37) Id. ib. quatre notes suivaient l'exposé des remontrances.

(38) H. CHOBAUT, op. cit. p. 156-157.

(39) Arch. dép. de Vaucluse C 44 fol. 953 v.

(40) H. CHOBAUT, op. cit.

(41) Arch. dép. de Vaucluse C 44 fol. 979.

(42) Idem, C 45 fol. 1.066 v.

SECTION II. — *Affaires Financières*

1. — L'IMPOT.

L'origine des Etats provinciaux reposait sur la notion de l'impôt. Cadier les définit « *la réunion des trois ordres d'une province en assemblée régulièrement constituée, périodiquement convoquée et possédant certaines attributions politiques et administratives dont la principale est le vote de l'impôt* » (43).

Il en fut dans le Comté Venaissin comme en France; le St Siège dut réunir les trois ordres pour obtenir certains subsides dont il avait besoin; les impôts extraordinaires se rencontrent particulièrement vers la fin du XIV^e siècle quand commencèrent les guerres et depuis souvent les Etats furent sollicités à cette intention (44).

Mais le XVIII^e siècle fut une période relativement calme dans l'histoire du Comtat. Si l'on exempta la levée de troupes de 1708, rien ne vint légitimer une demande de subsides de la part du pouvoir central. Et en effet, aussi paradoxal que cela puisse paraître aujourd'hui, nos bons Comtadins n'avaient à acquitter aucune contribution directe; ni taille, ni capitation, ni vingtième ne pesaient sur les sujets pontificaux.

Cependant, pour faire face aux besoins de l'administration et aux arrérages des emprunts, à l'ouverture de chaque assemblée générale le syndic proposait la levée d'une imposition qu'elle refusait invariablement, estimant suffisant le revenu versé à la province par la Ferme Générale de France conformément au concordat de 1734 (45).

Quant aux impôts indirects ou impôts de consommation (sur le sel, les cartes à jouer, etc...) ils étaient perçus par la Ferme Générale de France selon les stipulations de 1734; les « *Etats* » ne retiraient qu'en seconde main une part de ces impositions.

2. — L'EMPRUNT.

Les trois Ordres du Venaissin, dont les ressources ne suffisaient pas toujours à couvrir les dépenses, durent en maintes occasions recourir à l'emprunt. En général les dépenses inconsidérées de l'administration provinciale sur le chapitre des routes et chemins en furent la cause.

Ainsi le 20 Juillet 1785 l'Assemblée ordinaire permit au trésorier d'emprunter au nom du pays sur billet jusqu'à la concurrence de 12.000 livres à 5 % (46). Le 1^{er} Février 1786 la même assemblée

(43) CADIER « *Les Etats de Béarn* » page 1.

(44) GIRARD, op. cit. p. 164.

(45) Arch. dép. de Vaucluse C 46 fol. 343.

(46) Idem, C 45 fol. 36.

autorisa de nouveau le Trésorier à « *emprunter au meilleur fur que possible* » les sommes nécessaires aux besoins de la province (47).

En Avril 1786 il est question d'un emprunt de 600.000 livres au sujet des chemins (48). A l'Assemblée Générale le 27 Avril 1787 le syndic, faisant une récapitulation des sommes empruntées depuis la dernière assemblée générale, indiqua la somme de 309.977 livres à des intérêts de 4 % et 5 % (49).

L'Assemblée Générale de l'année suivante approuva les emprunts contractés soit pour « *l'acquittement des prix faits* » des chemins soit pour le remboursement des capitaux des premiers emprunts faits au 5 % ou au 4 % (50).

De Mai à Novembre 1788, les trois ordres se firent prêter 105.300 livres (51).

Un emprunt de 12.000 livres à 4 1/2 %, décidé par l'Assemblée ordinaire le 26 Août 1789, ne fut couvert que pour la somme de 7.200 livres et, comme il importait que la souscription fut complète, les « *Etats* » élevèrent le taux à 5 % (52).

Voici d'ailleurs le tableau des sommes empruntées par la Province de 1776 à 1789 d'après les comptes du Trésorier :

8 Février 1776	:	23.100 livres	:	C 41 fol. 876
2 Avril 1777	:	30.000 livres	:	C 42 fol. 112
17 Avril 1778	:	19.500 livres	:	C 42 fol. 1.256
8 Avril 1779	:	10.500 livres	:	C 42 fol. 540
6 Avril 1780	:	45.744 livres	:	C 43 fol. 41
18 Avril 1781	:	18.350 livres	:	C 43 fol. 452 v
18 Mars 1782	:	5.200 livres	:	C 44 fol. 71
18 Février 1783	:	10.600 livres	:	C 44 fol. 384
10 Décembre 1783	:	1.200 livres	:	C 44 fol. 620
10 Janvier 1786	:	35.000 livres	:	C 45 fol. 109
25 Janvier 1787	:	232.800 livres	:	C 45 fol. 503
31 Mai 1787	:	84.153 livres	:	C 45 fol. 686 v
19 Avril 1788	:	171.017 livres	:	C 45 fol. 963 v
15 Avril 1789	:	111.900 livres	:	C 46 fol. 222

(47) Arch. dép. de Vaucluse C 45 fol. 122.

(48) Idem. ibidem fol. 228.

(49) Id. ib. fol. 643.

(50) Id. ib. fol. 1.006, Assemblée générale 23 avril 1788.

(51) Id. C 46 fol. 100.

(52) Id. ib. fol. 455.

Le montant total des emprunts contractés par la province en treize années s'élevait donc à 799.064 livres, somme extraordinairement élevée.

Les emprunts décidés par les trois ordres étaient négociés par le Trésorier du pays. Celui-ci s'adressait le plus souvent à des particuliers (53).

3. — LE BUDGET.

Le budget des trois ordres au XVIII^e siècle ne présentait pas l'importance des mêmes budgets aux XIV^e, XV^e et XVI^e siècles où les guerres fréquentes nécessitaient des dépenses militaires importantes entraînant la levée d'impôts extraordinaires.

Nous prendrons pour base l'état actif et passif annuel contenu dans le projet dressé en 1787 par un Comité chargé de l'organisation d'un « *nouveau régime* » dans le Comté Venaissin (54).

La trop grande facilité à accéder aux demandes des communautés et le désir de stimuler le commerce de la province par la construction de routes avaient entraîné insensiblement les trois ordres dans des dépenses considérables.

L'Assemblée Générale en 1786 voulut réagir: elle décida donc de contracter un emprunt de 600.000 livres pour acquitter les 200.000 livres de dettes et employer les 400.000 livres restantes dans les travaux de routes (55).

Ce plan adopté, l'Assemblée se lança dans de nouvelles constructions routières, mais ne fut pas longtemps à s'apercevoir que l'exécution de ce plan entraînait beaucoup plus de dépenses que ce qu'elle avait prévu. On fut donc contraint de suspendre la réalisation de l'emprunt et de ralentir les travaux des routes. L'Assemblée extraordinaire, le 19 Octobre 1786, chargea un Comité de rétablir l'équilibre budgétaire compromis. Les Evêques de Carpentras, Cavaillon et Vaison, l'élu des feudataires, les premier et second consuls de Carpentras et le consul de Valréas, membres du Comité, présentèrent à l'Assemblée Générale du 26 Avril 1787 leur « *projet d'économie* ». Celui-ci se trouvait divisé en trois parties: dans la première il s'agissait du plan d'économie, de la réforme des abus et de la manière dont on procéderait désormais à la construction, réparation et entretien des chemins ainsi que des devoirs et fonctions des officiers du pays. La seconde partie traitait du revenu et des charges annuelles purement ordinaires de la province. Enfin dans la troisième, après être entré dans le détail, on démontrait la nécessité de continuer les constructions des chemins commencés et que le seul moyen d'y parvenir était « *d'ôter la suspension de l'emprunt* » pour une somme de 150.000 livres « *et même pour une*

(53) Arch. dép. de Vaucluse C 46 fol. 109, 455.

(54) Idem C 45 fol. 631 v.

(55) Id. ibidem fol. 618 v.

somme plus forte si besoin l'exige » (56). Mais la grande innovation de ce projet était la création d'une Caisse d'amortissement qui rembourserait annuellement 15.000 livres si toutefois quelque événement extraordinaire tel que le jugement du procès du franc alleu, la construction de la grande route de Sorgues à Bédarrides, etc... n'y mettait obstacle (57).

Voici comment se balançait le budget des « *Etats* » du Comtat en cette année 1787:

Revenu annuel des Etats (58)	101.500 livres
Dépenses annuelles purement ordinaires	69.000 »
Reliquat	32.500 »

Examinons en détail les divers articles de recettes et de dépenses:

a) LES RECETTES. La majeure partie du revenu annuel de la province provenait de la somme de 94.000 livres que lui versait la Ferme Générale de France depuis 1734. Les trois ordres retiraient ensuite les intérêts de l'argent qui avait été placé pour eux en 1760 sur la Bretagne s'élevant à 7.180 livres (59). Diverses « *pensions* » l'une dite de Cavaillon (66 livres), l'autre provenant des juifs (235 livres) (60), venaient grossir ce modeste revenu. Il faut enfin y ajouter les 100 livres du loyer de « *la Maison du pays* ».

Certaines recettes extraordinaires augmentaient quelquefois l'actif de la province: vente de terres (61), d'un morceau de chemin (62), de bois d'un pont (63), de pierres (64).

Enfin à cette époque un certain M. Quenin ayant emprunté à la province lui servait chaque année un intérêt de 385 livres; il devait d'ailleurs éteindre sa dette en 1787 (65).

b) LES DEPENSES. Les principes de comptabilité budgétaire au XVIII^e siècle différant sensiblement de nos habitudes contemporaines, il nous a paru préférable pour plus de clarté, de reclasser les articles dans un ordre plus conforme à la pratique actuelle.

(56) Arch. dép. de Vaucluse C 45 fol. 621.

(57) Idem ibidem.

(58) Par souci de clarté nous avons arrondi les totaux.

(59) En 1747, 1748 et 1749 les troupes françaises se rendant en Italie avaient stationné dans le Comtat. La province leur avait fait des avances. En 1760 le roi de France remboursa l'argent qu'il devait à cette même province en rentes sur les Etats de Bretagne.

(60) Lors de la réunion des Etats, les juifs fêtaient cette solennité par un cadeau de 8 livres au valet des Evêques de Cavaillon et de Vaison, ainsi qu'à celui des Seigneurs feudataires et quand se tenait l'assemblée « *tant seulement la moitié moins* ». C'est peut-être cette prestation qui s'élevait dans l'état des dépenses de 1787 à 235 livres. (A. MOSSE, op. cit. p. 118).

(61) Arch. dép. de Vaucluse C 41 fol. 222, C 42 fol. 112, C 43 fol. 45 v, C 46 fol. 222.

(62) Idem C 41 fol. 588 v, C 44 fol. 819.

(63) Id. C 44 fol. 819.

(64) Id. C 45 fol. 960 v.

(65) Id. ibidem fol. 503.

Nous distinguerons donc successivement plusieurs chapitres de dépenses :

En premier lieu viendraient les différentes dépenses d'administration provinciale, mais d'intérêt général. Elles comprendraient exclusivement les sommes nécessaires à l'entretien de la maréchaussée, la province n'entretenant pas d'armée :

Entretien de la Maréchaussée	27.026 livres
Autres dépenses pour le même objet :	
— Gratification complémentaire aux appointements de la maréchaussée de Carpentras	150 »
— Redevance en avoine aux commandants des chevaux légers	140 »
— Divers	335 »
TOTAL.....	27.651 livres

La seconde section concernerait les objets d'utilité locale. Nous introduisons ici deux subdivisions :

La première réservée aux frais généraux d'administration et à la dépense particulière des assemblées :

Gages des Officiers du pays: Syndic	632 livres
Trésorier	937 »
Secrétaire	404 »
Honoraires de l'agent du pays à Rome et de l'acteur à Avignon	320 »
Frais d'audition des comptes	266 »
Frais pour la tenue de l'Assemblée Générale	2.386 »
Copie de l'Assemblée Générale au Vice-Légat	24 »
Sommes aux porteurs des lettres de convocation de l'Assemblée Générale	24 »
Sommes aux porteurs des lettres de convocation aux auditeurs des comptes	9 »
Sommes au Syndic pour port de lettres et paquets..	100 »
TOTAL.....	5.102 livres

La seconde subdivision serait consacrée aux dépenses relatives aux objets d'utilité locale proprement dits :

Ponts et chemins (66)	variable chaque année
Entretien des bâtards	10.200 livres
Gratification pour les loups	100 »
Appointements du vétérinaire	400 »
TOTAL.....	10.700 livres

(66) Les Etats du Comtat classaient les dépenses relatives aux ponts et chemins dans les dépenses extraordinaires. Pour cet article, nous respecterons leur méthode de classification.

Il est à noter la somme relativement importante destinée à l'assistance.

Donc, au total, l'ensemble des dépenses « *d'utilité locale* » atteignaient la somme approximative de 15.802 livres.

Ensuite, sous le titre de dépenses extraordinaires, la comptabilité publique moderne grouperait les diverses pensions ou rentes servies par la province ainsi que l'arrérage de la dette.

Pensions dérivant des capitaux en plus-value	1.106 livres
Pensions en roy (67)	22.162 »
Pension à la Chambre pour Mgr. de Vaison	1.500 »
Somme laissée annuellement pour Colignon	200 »
Redevance des parcelles	18 »
Somme aux consuls de Mornas pour la parcelle des fournitures du château	121 »

TOTAL..... 25.171 livres

Nous rangerions enfin dans une dernière section diverses dépenses n'entrant dans aucune des catégories précédentes dont le montant s'élevait à 266 livres.

Total général des dépenses 68.890 livres
soit, approximativement 69.000 livres

Le budget des trois ordres aurait donc été en équilibre et aurait même présenté un excédent de 32.500 livres s'il n'y avait pas eu à régler chaque année ce qu'ils appelaient les dépenses extraordinaires qui comprenaient les frais de construction des routes. Or, en 1787, l'arriéré de la dette des *Etats* envers les entrepreneurs publics s'élevait à 200.000 livres. La dette en cours d'exercice envers les mêmes créanciers était de 137.950 livres.

Indépendamment de ces objets, il y avait encore à payer dans le courant de l'année 159.520 livres se rapportant à diverses choses (68).

C'est pour éteindre ce déficit que les trois ordres décidèrent en 1787 la création d'une caisse d'amortissement. Ainsi donc, en prélevant annuellement la somme de 15.000 livres, il restait encore pour l'extraordinaire ou pour acquitter l'année suivante l'intérêt du nouvel emprunt, environ 15.000 livres.

La Caisse fonctionna en 1788 et 1789 (69). Les trois ordres s'étaient enfin décidés à appliquer une politique financière saine. En quelques années leur dette aurait été remboursée, sans pour autant abandonner leur politique routière, base de tout progrès.

(67) C'étaient les arrérages de la dette payables en monnaie de roy.

(68) Arch. dép. de Vaucluse C 45 fol. 638.

(69) Idem ibidem fol. 988.

Les événements de 1789 vinrent s'opposer à la réalisation de ce plan. Il eut été cependant intéressant de suivre cette expérience.

La gestion financière des « *Etats* » nous paraît aujourd'hui quelque peu surprenante avec un budget alimenté par de modestes recettes, grevé de dépenses très lourdes et s'équilibrant uniquement, en l'absence d'impôt, par des emprunts qui à première vue paraissent extravagants.

Cependant l'étude de ce budget nous a permis de constater l'importance relative des dépenses affectées aux travaux publics et l'insignifiance des autres dépenses productives. Ceci est l'indice de préoccupations nouvelles chez les élus comtadins, comme d'ailleurs chez leurs voisins provençaux; elles correspondent à un développement économique, à un progrès de civilisation que la révolution interrompra momentanément.

4. — L'Assemblée générale assumait les fonctions d'ordonnateur. Elle décidait souverainement des dépenses de la province. Il arrivait cependant quelquefois que l'Assemblée ordinaire engageât elle-même des dépenses; elle agissait alors le plus souvent en vertu d'une délégation de l'Assemblée Générale.

Le rôle de comptable était rempli par le Trésorier du Pays. Il avait la recette de toutes les sommes apportées « *au général des trois Etats* » et acquittait toutes les dépenses sur les mandats qui lui étaient présentés signés par deux membres de l'Assemblée et faisait acquitter ces mandats par ceux qui en étaient porteurs.

Il acquittait également les dépenses délibérées par les assemblées dont il remettait l'Etat à l'assemblée ordinaire.

Dispensé depuis 1787 de se déplacer pour effectuer les paiements des deniers du pays, les personnes qui avaient des sommes à exiger de la province devaient les retirer à la maison du Trésorier, à la réserve des remboursements de fonds portables et encore dans ce cas le Trésorier ne pouvait se déplacer sans avoir préalablement consulté l'Assemblée ordinaire (70).

Le Trésorier versait un cautionnement garanti par la solvabilité de deux personnes. Ses comptes étaient apurés chaque année par la commission des auditeurs des comptes. La fonction étant très délicate à exercer, les trois ordres ne s'adressaient qu'à des personnes instruites et compétentes: de 1774 à 1790 les titulaires furent tous « *docteurs es droits* ».

(70) Arch. dép. de Vaucluse, C 45 fol. 988, Assemblée Générale 26 Avril 1787.

CHAPITRE II

ATTRIBUTIONS ADMINISTRATIVES

SECTION I. — *L'Agriculture et le Ravitaillement*

§ 1. — L'Agriculture

Le Comtat — quatre vingt cinq de ses communautés étaient rurales (71) — tirait ses principales ressources de la terre. Le sol était naturellement riche: céréales, vignes et oliviers formaient les produits de base du terroir comtadin; venaient ensuite les prairies, le jardinage, les fruits, les cultures industrielles (chanvre, garance, tabac), le safran, la luzerne, le mûrier et la soie. L'assolement biennal pour les céréales demeurerait le principe fondamental du paysan comtadin. Méthode et instruments de travail n'étaient pas encore très évolués (72).

Les *Etats* se sont penchés vers les problèmes agricoles et avec les moyens, d'ailleurs bien réduits, dont ils disposaient ont essayé d'obtenir un meilleur rendement.

En 1774, renouvelant une délibération de 1762, il décidèrent, à l'exemple de la France, en vue d'encourager l'agriculture dans le pays d'établir une Société d'Agriculture « composée de personnes zélées et expérimentées qui voudraient bien s'en occuper particulièrement. » (73). Il en fut de nouveau question en 1777 (74) mais le projet ne fut jamais réalisé. Sous cet échec des *Etats* se dissimule la politique ultra-conservatrice de la Cour romaine. Celle-ci, représentée par le Vice-Légat ne voyait pas d'un œil bienveillant la constitution d'un tel groupement qui aurait pu devenir un foyer d'idées nouvelles: impôts, droits seigneuriaux, autant de sujets brûlants susceptibles d'y être soulevés et dont la seule pensée effrayait vivement le gouvernement pontifical.

De même en différentes circonstances les *Etats* cherchèrent à remédier au défaut de connaissance d'économie rurale des Comtadins en diffusant certaines brochures.

En 1775, ils décidèrent de faire paraître « trois pièces » que le ministère de France avait fournies au Marquis de Catmont destinées à vulgariser les soins préventifs et curatifs à donner aux maladies pestilentielles atteignant le bétail (75). La même année ils

(71) H. CHOBOUT « *Avignon et le Comtat à la veille de la Révolution* », op. cit. p. 141.

(72) VAUCLUSE, op. cit. p. 501-503.

(73) Arch. dép. de Vaucluse, Assemblée Générale 26 Avril 1774, C 41 fol. 258.

(74) Idem, Assemblée Générale 25 Avril 1777, C 42 fol. 142.

(75) Id. Assemblée ordinaire 19 Juin 1775, C 41 fol. 801.

firent imprimer un ouvrage de M. de la Brousse, correspondant de la Société Royale des Sciences de Montpellier, sur la meilleure manière de cultiver l'olivier et de le protéger des insectes (76). En 1779 et 1786 ils répandirent deux opuscules « *sur la meilleure méthode d'élever les vers à soie et sur les moyens de préserver les froments de la carie* » (77).

L'Assemblée Générale, le 25 Avril 1787, informée qu'il se trouvait dans les « *papiers publics* » un remède spécifique pour garantir les bêtes à laine de la maladie épidémique qui les ravageait décida l'impression de l'extrait des « *papiers publics* » contenant ce remède et l'envoi d'un exemplaire à chaque communauté de la province (78).

L'Assemblée ordinaire, le 3 Février 1787, chargea le syndic de dresser un projet d'ordonnance relatif aux dommages causés aux terres par les troupeaux de la ville d'Arles traversant le Comtat et à la manière d'en obtenir réparation, enfin d'en solliciter la sanction du Vice-Légat (79).

En 1789 diverses assemblées travaillèrent à obtenir du Vice-Légat un règlement prohibant la coupe et l'arrachage des pieds d'oliviers jusqu'à la fin du mois de Mai de la même année et défendant aux bergers le pacage des troupeaux dans les olivaias sous peine de trente sols d'amende pour les contrevenants diurnes et de un écu pour les contrevenants nocturnes (80).

Les *Etats* organisèrent également la lutte contre les loups : les chasseurs qui avaient tué ou capturé des loups pouvaient se présenter munis d'une attestation des consuls pour retirer la gratification de douze livres pour les gros loups et de six livres pour les petits loups allouée par la province (81).

Enfin le Comtat renfermait certains lieux boisés, notamment la région du Mont Ventoux. Ces forêts dont les essences étaient principalement représentées par les chênes et les ormes étaient exploitées en vue de la construction des vaisseaux de la marine française; les chênes blancs étaient particulièrement recherchés pour cet emploi. Mais des coupes trop fréquentes menaçant de saigner à blanc les futaies comtadines, les *Etats* intervinrent: ils cherchèrent à se renseigner auprès des consuls sur l'état des bois dans leurs communautés respectives (82). L'inertie des magistrats municipaux obligea les assemblées à solliciter du Vice-Légat les moyens coercitifs destinés à pallier la dévastation des forêts et le défrichement

(76) Arch. dép. de Vaucluse, Assemblée ordinaire 11 Août 1775, C. 41 fol. 845.

(77) H. CHOBAUT, Avignon et le Comtat... op. cit. p. 142 note 1.

(78) Arch. dép. de Vaucluse, C 42 fol. 143.

(79) Idem, C 45 fol. 540 v.

(80) Id. Assemblée Générale 19 Avril 179. C 46 fol. 293, Assemblée ordinaire 26 Avril 1789 C 46 fol. 314, voir également C 46 fol. 299, 300.

(81) Id. Assemblée ordinaire 11 Juin 1787, C 45 fol. 712.

(82) Id. Assemblée générale 22 Avril 1779, C 42 fol. 655, Assemblée ordinaire 29 Février. 1780, C 42 fol. 954.

des montagnes (83). Des abus s'étant produits (certains individus avaient « martelé » dans plusieurs communautés de nombreux chênes blancs sans accord préalable avec les propriétaires), les instances des Etats se firent plus pressantes (84). Le Vice-Légat Filomarino rendit alors le 16 Juillet 1782 une ordonnance réglémentant la coupe des bois dans le Comtat. Licence était accordée de couper les chênes blancs et les ormes à la condition que la coupe fut faite « *de gré à gré* », à l'exception toutefois des arbres plantés sur les cours, promenades et autres endroits à l'usage du public et des communautés qui ne devaient pas être touchés (85).

Il faut noter aussi que la province entretenait un médecin vétérinaire recevant d'elle des appointements fixes (86).

§ 2. — Le Ravitaillement

1789, année fatidique entre toutes... que de rêves, que de chimères ne furent pas caressés par certains, que de craintes et d'appréhension ne vinrent pas menacer la quiétude des autres!... Mais un fléau redoutable, inséparable de tout bouleversement politique, s'abattit sur tous: on manqua de pain.

Le Comtat, ce cul-de-sac qui enregistrerait fidèlement et ponctuellement les moindres événements du royaume, connut lui aussi les affres de la famine. Les « *Etats* » s'employèrent par des mesures appropriées à pallier la cherté et la disette des grains qui avaient entraîné des troubles au marché de Carpentras (87).

Ayant obtenu du vice-légat la faculté de disposer au profit de la province du grenier à blé de Camaret, les trois ordres demandèrent aux consuls l'état exact des ressources en grains de leurs communautés respectives (88). L'Assemblée comptait faire verser les blés des pays excédentaires dans les marchés des villes comtadines dépourvues. Mais la première expérience fut malheureuse. En effet une réception peu ordinaire fut réservée à Camaret aux députés de la province: l'arrivée des charrettes précédant M. de l'Espine et le Syndic causa une alarme générale, les paysans s'armèrent, le tocsin sonna et les conducteurs des charrettes assaillis à coup de pierres durent faire demi-tour en toute hâte; les députés durent parlementer et au moment où ils pouvaient se flatter de pénétrer dans Camaret quatre cents habitants de Sérignan en armes, qui manquaient de blé, y firent irruption pour piller le grenier. La sûreté des députés n'étant plus garantie, ceux-ci durent se retirer sans

(83) Arch. dép. de Vaucluse, Assemblée Générale 27 Avril 1780, fol. 120 v. C 43.

(84) Idem, Assemblée ordinaire 2 Septembre 1782, C 44 fol. 288 v.

(85) Id. C 44 fol. 305.

(86) Id. C 45 fol. 962.

(87) Id. C 46 fol. 189 v.

(88) Id. C 46 fol. 193.

avoir rempli leur mission (89). Vivement émue, l'Assemblée ordinaire, le 1^{er} Avril 1789, décida de siéger en permanence et d'employer tous les moyens nécessaires à remédier à une situation qui empirait de jour en jour; dans ce but, elle fit appel au patriotisme de chacun (90).

Ayant eu connaissance que des bateaux de blé devaient mouiller à la Traille de Sorgues, les « *Etats* » firent tous leurs efforts pour se procurer une partie de leur chargement (91). Ils purent obtenir seulement deux cents salmées (92) qui furent partagées par moitié entre les communautés de l'Isle et de Valréas (93); puis arrivèrent successivement à Carpentras quatorze (94) et enfin trente huit charrettes (95). De plus le blé de Camaret put être débloqué (96). Ces arrivages permirent à la province de constituer un petit stock: l'Assemblée organisa deux bureaux, l'un pour fixer la quantité de grains à distribuer à chaque communauté, l'autre chargé de la distribution (97); celui-ci fut ouvert tous les jours de 9 h. à 12 h. et de 15 h. à 18 h. les dimanche et vendredi exceptés (98). Les communautés ne tardèrent pas à s'y adresser (99). Pour pouvoir les satisfaire, les « *Etats* » cherchèrent de tous côtés à se procurer des grains: du seigle à Lyon (100), du blé à Marseille (101) et à Lunel (102). Devant les demandes multipliées et considérables de nombreuses communautés, l'assemblée, le 4 Avril, décida que sous huitaine un député de chaque communauté se rendrait à Carpentras pour passer à la province une soumission de prendre et de payer, quelque événement qu'il arrivât, la quantité de blé dont cette communauté avait déclaré avoir besoin (103). La plupart des communautés, pour ne pas prendre l'engagement proposé, répondirent qu'elles étaient déjà pourvues ou qu'elles se pourvoieraient ailleurs (104). Seuls les consuls de Vaison, Malaucène, Caromb et des Pilles acceptèrent de passer la soumission au nom de leur communauté (105). Aussi, avant de recevoir toute soumission, les députés réservèrent-ils leur décision en attendant la prochaine assemblée générale (106).

(89) Arch. dép. de Vaucluse C 46 fol. 197.

(90) Idem, ibidem fol. 202.

(91) Id. ib. fol. 207, 209 v, 211 v.

(92) La Salmée: mesure de capacité pour les grains variable selon les localités. Elle valait à Avignon 199 litres 632, à Carpentras 184 l. 792, à Apt 174 l. 6, à Orange 188 l. 890. Elle se divisait en 8 émines, la demi-émine en 10 cosses (B. NIEL, op. cit.).

(93) Arch. dép. de Vaucluse C 46 fol. 204 v.

(94) Idem C 46 fol. 205 v.

(95) Id. ib. fol. 206.

(96) Id. ib. fol. 202 v et 205 v.

(97) Id. ib. fol. 205 v.

(98) Id. ib. fol. 206 v.

(99) Id. ib. fol. 207, 209 v, 211 v, etc...

(100) Id. ib. fol. 206.

(101) Id. ib. fol. 208.

(102) Id. ib. fol. 209.

(103) Id. ib. fol. 207.

(104) Id. ib. fol. 216 v, 217.

(105) Id. ib. fol. 217.

(106) Id. ib.

A ce moment arrivèrent à Avignon trois cents salmées de seigle destinées partie à la province, partie à la ville de Carpentras (107). Mais ce seigle ayant paru suspect, son examen par une commission de deux médecins, deux boulangers et deux « ménagers » y révéla la présence d'ivraie dans une proportion considérable il fut donc déclaré irrecevable (108).

L'assemblée générale, le 18 avril, décréta la création dans le Comtat de trois « greniers de précaution » à Carpentras, l'Isle, Valréas et s'occupa d'en assurer l'approvisionnement (109). Des démarches furent faites du côté de Saint-Chamas (110); un nommé Samatan, commis par les « Etats » à cet effet, procura à la province six cents charges de blé (111); enfin le Pape envoya à ses sujets d'Avignon et du Comtat trois mille rubbies de blé (112) dont quinze cents pour le Comtat (113).

Pour régler tous ces envois les assemblées des trois ordres durent à plusieurs reprises emprunter les sommes dont elles ne disposaient pas (114). Les communautés furent avisées de l'approvisionnement que la province pouvait mettre à leur disposition (115). Les consuls ayant répondu que leurs communautés étaient pourvues, l'assemblée ordinaire, le 20 Mai 1789 suspendit tout achat et craignant un engorgement qui entraînerait une diminution des prix, pensant qu'à cause des chaleurs les blés d'Italie ne se conserveraient pas, décida de faire vendre ces blés à Marseille (116). Malgré l'avis défavorable du vice-légat (117), l'assemblée générale, le 26 mai, confirma la délibération de l'Assemblée ordinaire pour la vente des blés d'Italie (118). Rangoni, Consul du Pape à Marseille, fut d'abord chargé d'écouler ce blé (119), mais la province, ayant eu à se plaindre de ses procédés, s'adressa à Samatan (120).

Le 25 juillet, l'assemblée ordinaire ordonnait la fermeture du grenier de précaution de Carpentras (121) et le 8 Août taxait le blé à 48 livres 8 sols la Salmée et l'orge à 24 livres la Salmée, mesure de Carpentras (122). Le 26 août, parut le journal des comptes relatifs à l'affaire des blés, décidé par l'Assemblée ordinaire du 25 Juillet (123).

(107) Arch. dép. de Vaucluse C 46 fol. 217.

(108) Idem Ibidem fol. 217, 219 v.

(109) Id. ib. fol. 306 v.

(110) Id. ib. fol. 306 v, 307 v, 308 v.

(111) Id. ib. fol. 308 et 308 v.

(112) Id. ib. fol. 312 v. Rubbie: Mesure romaine pour le blé dont il nous a été impossible de découvrir la valeur.

(113) Id. ib. fol. 315 v.

(114) Id. ib. fol. 312 v, 319.

(115) Id. ib. fol. 319.

(116) Id. ib. fol. 326 v.

(117) Id. ib. fol. 335, 337 v.

(118) Id. ib. fol. 344.

(119) Id. ib. C 46 fol. 364 v.

(120) Id. ib. fol. 364 v, 378, 380.

(121) Id. ib. fol. 398.

(122) Id. ib. fol. 409.

(123) Id. ib. fol. 398, 418 v.

L'Assemblée extraordinaire le 1^{er} Septembre 1789 approuva l'approvisionnement provisoire de 300 salmées décidé par l'Assemblée ordinaire et, pour préparer la prochaine campagne, délégua l'élu de la noblesse et le premier consul de Carpentras auprès du vice-légat pour connaître ses intentions (124). Celui-ci attendait les réponses des consuls à la lettre circulaire qu'il leur avait adressé le 28 Août; l'Assemblée Générale, le 14 Septembre, le pria de s'occuper au plus tôt de trouver du blé en Italie, certaines communautés passant déjà des commandes à la province (125). Le 18 Octobre le premier consul de Carpentras informait l'Assemblée ordinaire que le vice-légat avait demandé à Rome l'envoi de 3.000 rubbies de blé. celle-ci chargea alors le premier consul d'acheter à Marseille 200 salmées de blé destinées à remplacer la quantité vendue pour semences à Carpentras, l'Isle et Valréas (126).

Enfin l'Assemblée ordinaire le 28 Octobre prit d'importantes mesures. Elle délibéra: 1°. — de prier le vice-légat de donner des ordres aux communautés pour qu'elles ne fissent plus aucun achat important de blé après le 1^{er} Décembre; 2°. — pour encourager l'importation des grains dans le Comtat, d'accorder pour chaque salmée de blé importée dans les marchés de Carpentras, l'Isle, Valréas, Cavaillon et Bollène une prime de 30 sols payable par le Trésorier de la province sur la présentation d'un certificat de commerce dûment légalisé et visé par la personne par lui commise constatant que le blé a été acheté dans un des ports de mer de Provence, cette prime commençant d'être acquittée au 1^{er} Décembre 1789; 3°. — d'écrire aux Etats du Dauphiné, à la Commission Intermédiaire de Provence, à celle des Etats de la Principauté d'Orange, aux municipalités des villes de Saint-Esprit, d'Apt et de Saull de laisser passer librement tous les objets de subsistance et de commerce (127).

SECTION II. — *Le Commerce*

L'intervention des trois ordres

dans les relations commerciales franco-comtadines.

Pour mieux comprendre l'activité « commerciale » des trois ordres, nous allons assez rapidement examiner la situation économique du Comtat en cette seconde moitié du XVIII^e siècle.

Celle-ci, corollaire de sa position géographique, était pour le moins curieuse: Représentons-nous ces deux pays, imbriqués l'un dans l'autre et cependant distincts; un simple coup d'œil sur une carte laisse déjà entrevoir le fatal assujettissement du petit état pontifical à l'égard de celui dont la position naturelle paraissait inéluctablement lui assigner la tutelle de son frère voisin.

(124) Arch. dép. de Vaucluse C 46 fol. 423.

(125) Idem, ibidem fol. 443, 444.

(126) Id. ib. fol. 489.

(127) Id. ib. fol. 495.

Les dimensions exiguës de celui-ci lui interdisaient un grand assortiment de cultures et un développement industriel important. Donc point d'autarcie possible pour lui, mais au contraire un large libre échangeisme qui y drainerait sous forme de matières premières et de produits manufacturés un sang nouveau et constamment renouvelé. Une nécessité vitale obligeait donc à commercer cet état menacé à tout moment d'étouffer dans sa trop faible superficie. Le royaume paraissait d'ailleurs prêter une attention soutenue à ses relations avec l'îlot pontifical.

C'est ainsi que s'instaura par la force même des choses ce mariage de raison économique entre la puissante France monarchique et la petite enclave pontificale. Celle-ci — et nous songeons davantage au Comtat qu'à Avignon — ne produisant pas assez de blé (128), de bois, de chanvre, ne disposant ni de bétail de boucherie et d'élevage, de charbon, de chiffons pour la papeterie en quantité suffisante devait en importer la majeure partie. D'un autre côté elle exportait la soie brute et ouvrée, les étoffes de soie, certaines productions agricoles: truffes, lavande, graines de luzerne, fruits et légumes (129). La balance du commerce de l'enclave était donc nettement défavorable.

La politique protectionniste, inaugurée par Sully et accentuée encore par Colbert, pour des raisons nationales, n'alla pas sans menacer sérieusement l'économie de l'état pontifical. Le St. Siège ne semblait pas se préoccuper beaucoup de l'anxiété régnant dans ses possessions citramontaines. Une paralysie commerciale presque totale s'abattit sur Avignon et le Comtat. Par légitime défense les pontificaux répondirent par la contrebande qui devint « *l'industrie nationale* » de l'enclave. De nombreux incidents s'élevèrent entre les fraudeurs et la Ferme de France.

Cependant il n'était pas possible à celle-ci de réaliser l'imperméabilité totale des frontières pontificales. Une seule solution s'imposait alors: tarir la source même des richesses de l'enclave, cause initiale de la contrebande. L'entreprise était par trop tentante; le roi de France n'hésita pas à intensifier une politique qui servait si bien ses intérêts et ce fut le concordat du 11 Mars 1734:

Les exigences royales se manifestaient par l'abolition de l'industrie des toiles peintes dans Avignon et le Comtat. (Art. I). De même Avignonnais et Comtadins ne devaient plus s'adonner à la culture et à la préparation du tabac (Art. II) dont la fabrication et la vente étaient désormais monopolisées par les fermiers du Roi (Art. IV). Un bail de neuf années passé entre les fermiers généraux de l'état pontifical sous le nom d'un bourgeois d'Avignon et automatiquement renouvelable dans les mêmes conditions à chaque expiration

(128) Le Comtat produisait du blé pour nourrir ses habitants pendant trois mois seulement. Arch. dép. de Vaucluse C 41 fol. 807.

(129) Vaucluse, op. cit. p. 507.

du délai concrétisait le Concordat. Le prix de ce bail était fixé à 230.000 livres par an (130) (Art. III).

En contre-partie le Roi accordait des compensations: le rétablissement des privilèges des Avignonnais et Comtadins (Art. VI), l'abaissement des droits que payaient les soies avignonnaises à l'entrée du royaume (7 sols par livre au lieu de 14 sols) (Art. VII et VIII), la liberté gratuite du transit des marchandises à l'intérieur de l'enclave (Art. IX) et le rattachement économique du Haut-Comtat au Dauphiné (Art. X). Enfin le prix du sel devenait le même dans le Comtat et en Avignon (Art. XI).

La situation économique de l'enclave déjà difficile avant 1734 devint impossible après la signature du « *Concordat Royal et Pontifical* ». Si elle assura les intérêts économiques de certaines villes du Royaume (131) et satisfît en apparence l'amour propre pontifical, la transaction de 1734 consacra par ailleurs la ruine économique, ébauchée en 1714 (132), du pays qui en était l'objet. Mais si l'on entrevoit la manœuvre bien habile sinon logique de pression du Roi de France, la politique du prestige « *à tout prix* » du Saint-Siège se justifie moins, sinon qu'en ce XVIII^e siècle philosophique

(130) La répartition des 230.000 livres était faite par la Sacrée Congrégation. En 1735 celle-ci accorda 1/3 à la ville d'Avignon (pour les Indienneurs), 1/3 au Comtat (pour les cultivateurs), 1/3 pour les marchands de tabac d'Avignon et du Comtat. Donc le Comtat et la ville d'Avignon se partageaient par moitié l'allocation de la Ferme Générale. En 1736 la Sacrée Congrégation ne s'attacha plus à prévoir la répartition des sommes dans le détail: Avignon reçut 1/3, le Comtat 1/3; le dernier tiers laissé en suspens devait faire ultérieurement l'objet d'un partage égal entre le Comtat et Avignon : « *tertiam partem relictam insuspensio adjudicatam pro mediate famore Comitatus Venaissini* ». (Lettre de la Sacrée Congrégation au Comtat. Correspondance 22 Février 1736).

Cet état de choses dura jusqu'en 1739: Sur les réclamations justifiées de la ville d'Avignon qui, du fait du Concordat, avait perdu ses principales industries et commerces alors que le Comtat, conservant ses terres, pouvait les utiliser pour d'autres cultures que celles du tabac, le vice-légat Mgr. Belmonti alloua à chacune des deux parties 95.000 livres (au lieu de 115.000 livres) et en conserva 40.000 livres à titre de recette exceptionnelle pour le budget pontifical, recette qui fut attribuée à l'entretien de la garde palatine du vice-légat.

(131) Notamment Lyon, Valence, Privas, Nîmes.

(132) En 1714 un édit royal frappa de droits prohibitifs les exportations en France des divers produits des industries avignonnaises et les importations des matières premières nécessaires à leur fonctionnement notamment celle des cocons pour la fabrication des soieries. A la suite de cet édit, des pourparlers engagés entre Rome et Versailles aboutirent aux « *Solennelles Lettres Patentes* » de 1716 qui mettaient à égalité au bénéfice des industries françaises celles de l'enclave pontificale.

Mais la situation de celle-ci devenait quelque peu tragique par suite des contingences vitales de son industrie qui lui imposaient l'importation des matières premières (cocons, matières colorantes, étoffes de lin et de coton pour ses indiennes et toiles peintes) nécessaires pour le fonctionnement de son industrie, et l'exportation de ces produits transformés et manufacturés.

Cet état de choses dura jusqu'en 1732: un édit royal du 23 décembre interdit dans l'enclave entière toutes cultures et manufactures de tabac ainsi que toutes fabrications et commerce d'indiennes et de toiles peintes, monopole quasi exclusif de la ville d'Avignon.

Le Concordat de 1734 entérina l'édit de 1732.

Ainsi chaque négociation diplomatique franco-pontificale était précédée d'une décision unilatérale, arbitraire et impérative de la Cour de Versailles; et chaque fois la puissance temporelle du St. Siège s'amenuisait.

et athée, Rome ait voulu conserver dans le Royaume un dernier vestige de souveraineté temporelle lui permettant ainsi d'affirmer la pérennité de sa mission spirituelle.

En cette seconde moitié du XVIII^e siècle les rapports commerciaux franco-comtadins étaient en principe réglés par la convention de 1734, en principe du moins, car en fait il en allait tout autrement. Peu satisfaite sans doute d'un accord qui avait cependant mis l'enclave pontificale à sa merci, la Ferme Générale continua d'appliquer les tarifs antérieurs à 1734. Les négociants comtadins protestèrent, les trois ordres de la province se firent leurs interprètes auprès des diverses personnalités influentes.

Dès 1774 l'Assemblée ordinaire (25 Juillet) présenta un mémoire sur le droit de transit entre le Bas et le Haut-Comtat et vice-versa, fondé selon elle sur le droit des gens et l'article IV du concordat, pour protester contre les taxes exigées par la Ferme sur les souliers, cuirs et autres marchandises « *qui sont du crû du Comtat et y ont été fabriqués* » dirigés d'une partie du Venaissin dans l'autre (133).

L'année suivante, la même assemblée ordinaire (14 Mai 1775) chargeait le secrétaire du pays de se procurer à Avignon aux archives du Palais les pièces concernant ce même droit de transit et le passage dans le fief de Barbaras, terre du Comtat, unissant le bas au haut pays et permettant ainsi d'éviter le passage en France (134). Le point de vue de la province à ce sujet fut exposé au Comte de Vergennes, secrétaire d'état aux affaires étrangères du royaume (135).

Diverses assemblées s'occupèrent des « *droits qui sont induement perçus sur les soyes graïges, ouvrées, crues ou teintes originaires d'Avignon et du Comtat de même que sur celles du crû du royaume qui passent dans le même pais pour y être ouvrées en crû* » (136).

Les assemblées ordinaire le 6 Mai 1774 et générale le 28 Avril 1775 intervinrent en vue de la suppression de l'impôt de neuf livres par quintal exigé dans les bureaux des provinces voisines sur les livres exportés d'Avignon et du Comtat (137). Et le 19 Juin 1775 l'assemblée ordinaire enregistrait un arrêt du Conseil d'Etat du roi exemptant de droit d'entrée les livres imprimés ou gravés en provenance de l'étranger (138).

Les trois ordres s'élevèrent à plusieurs reprises contre les taxes perçues sur les papiers étrangers et sur les matières premières

(133) Arch. dép. de Vaucluse C 41 fol. 341.

(134) Idem ibidem fol. 701.

(135) Id. ib. fol. 740 v.

(136) Id. ib. fol. 171, Assemblée ordinaire 1^{er} Mars 1775.

fol. 809, Assemblée ordinaire 9 Juin 1775.

fol. 957, Assemblée générale 25 Avril 1776.

(137) Id. ib. fol. 273, 643.

(138) Id. ib. fol. 806; C 56. Lettre de SEYTRE CAUMONT, Paris 30 Mai 1775.

(chiffons, drapeaux), destinées à leur fabrication qui occupait dans le Comtat une dizaine de manufactures où travaillaient environ cinq cents ouvriers (139).

L'Assemblée Générale le 28 Avril 1775 appuya les desiderata des Comtadins au sujet du transit des cuirs, souliers et guêtres de peaux d'une partie du Comtat dans l'autre (140).

Les Assemblées Générales de 1780 et 1781 se plaignaient des atteintes des fermiers généraux et de leurs préposés sur la garance et autre marchandises en transit (141).

Une assemblée extraordinaire réunie à cet effet le 8 Août 1787, ayant entendu par l'organe du syndic les doléances de la province, protesta contre les droits trop élevés exigés par les fermiers généraux sur les cuirs, les laines et cotons, les eaux-de-vie, les miels et amandes et contre la prohibition absolue de sortie des bois de feuillage et des chanvres (142).

Des représentations furent faites par les trois ordres au Cardinal ministre qui les accueillit et donna des ordres en conséquence au nonce à Paris, mais, en 1788, l'affaire n'avait pas avancé d'un pas.

Il est vrai que les Comtadins répondaient aux vexations de la Ferme Générale par une contrebande savamment pratiquée et favorisée par la position exceptionnelle de leur pays. On va d'ailleurs en juger :

La souveraineté du Saint-Siège sur le fief de Barbaras, langue de terre unissant le Haut au Bas Comtat, niée par la France était au contraire affirmée par l'Assemblée provinciale Comtadine « *puisque la maison des Baux à qui les Comtes de Toulouse l'avaient inféodé ont toujours prêté l'hommage au Pape* » (143). Mais, disaient-ils « *le temps avait jeté un voile sur le véritable souverain de Barbaras* » (144). En fait ce territoire était occupé par la France et de là naissaient incidents sur incidents au sujet des marchandises qui, envoyées du Bas au Haut Comtat, étaient dans l'obligation de transiter, librement en principe selon les prescriptions de 1734 sous la double condition : déclaration et dépôt d'un cautionnement ainsi que de la remise d'un acquit à caution, à l'exception des soies et étoffes (Art. IX).

Le Concordat allait même plus loin par son article X qui organisait le rattachement économique du Haut Comtat au Dauphiné : « *Les habitants de la ville de Valréas et autres communes de l'en-*

(139) Arch. dép. de Vaucluse C 41 fol. 643, Assemblée Générale 18 Février 1775, fol. 731, Assemblée ordinaire Mai 1775 C 42 fol. 58, Assemblée ordinaire 30 Août 1776, fol. 143 v, Assemblée Générale 25 Août 1777; C 57, Lettre SEYTRE CAUMONT, Paris 1^{er} Juillet 1779.

(140) Idem fol. 643, 672.

(141) Id. C 43 fol. 102, 488.

(142) Id. C 45 fol. 806.

(143) Id. C 41 fol. 740 v.

(144) Id. ib. fol. 672, Assemblée générale 1775.

clave du Haut Comtat pourront faire le commerce dans le Dauphiné et y seront traités comme les naturels de la dite province, à la charge par eux de payer annuellement au profit des Fermiers Généraux de Sa Majesté très chrétienne les sommes portées par l'abonnement fait en Mil sept cent vingt sept entre eux et lesdits habitants et communautés ». L'abonnement était fixé à 1.500 livres.

Les Fermiers Généraux n'avaient pas accueilli cet abonnement avec bienveillance pour la raison bien simple qu'un tel régime combiné avec le libre transit à l'intérieur du Comtat favorisait, provoquait même la contrebande. Les événements devaient confirmer par la suite les craintes de la Ferme. Grâce au transit et à l'abonnement les denrées et marchandises originaires du Bas Comtat avaient la possibilité de passer dans le Dauphiné sans acquitter les douanes de Valence et de Lyon. Voici comment se pratiquait l'opération :

« Arrivés à la frontière avec leurs marchandises, ils (les Dauphinois) s'arrêtaient dans un village du Bas Comtat, où ils trouvaient un particulier qui leur servait de prête-nom. Celui-ci se faisait délivrer par les consuls ou le Secrétaire-greffier de la commune un certificat constatant que les marchandises y énoncées étaient pour son compte et qu'il les faisait passer en transit dans le Haut-Comtat. Les Dauphinois, munis de ce certificat et suivis de leur prête-nom se présentaient au premier bureau d'entrée; ils y prenaient un acquit à caution pour quelque ville ou village du Haut-Comtat, et quand ils y étaient arrivés, ils ne trouvaient plus aucun obstacle pour introduire leurs marchandises en Dauphiné, à la faveur de l'abonnement, en usant de la précaution de les faire accompagner par un homme du Haut-Comtat » (145).

Le remède à un tel état de choses semblait difficile à trouver. En fait, le problème était insoluble tant que des barrières politiques désuètes subsistaient entre le royaume et l'enclave. Ce fut un des mérites de 1789 de ramener la situation à une plus saine réalité.

L'intervention des trois ordres en faveur de l'abolition de l'impôt exigé par les fermiers comtadins du péage de Mornas sur les chevaux et mulets conduisant des charrettes vides devait avoir plus de succès (146). Ayant obtenu du Vice-Légat la suspension de la perception de ce droit, ils en demandèrent à Rome la suppression. Le Cardinal Secrétaire d'Etat ayant renvoyé *« l'instance au fond »* à la Sacrée Congrégation d'Avignon, celle-ci accorda à la province le 28 Juillet 1784 un rescrit *« Pedagium non deberi pro equis et mulis vehentibus merces et ducentibus plaustra et juxta hunc modum*

(145) CHARPENNE *« Réunions temporaires »*, op. cit. T. II p. 369, 370.

(146) Le péage de Mornas appartenait à la Révérende Chambre Apostolique. Arch. dép. de Vaucluse C 44 fol. 337, Assemblée ordinaire 30 Novembre 1782; fol. 476, Assemblée Générale 10 Avril 1783.

intelligendum esse tariffum anni 1691 pro proesenti quam pro futuris appattibus » (147).

SECTION III. — *L'Industrie*

Le Comtat n'était pas favorisé par l'industrie, les matières premières lui manquant. Les industries installées dans le pays n'étaient donc que des industries de transformation: fabriques d'eaux-fortes, papeteries, imprimeries, etc...

Les trois ordres intervinrent quelquefois dans cette branche économique.

§ 1. — Poudres, Salpêtres, Eaux-Fortes

L'Assemblée ordinaire, le 7 Décembre 1774, décida d'appuyer la demande que la ville de Carpentras avait adressée à Mgr. Durini, président prolégat, pour en obtenir une ordonnance prohibant la distillation des eaux-fortes à Carpentras, cette industrie entraînant pour le public une augmentation du tiers du prix du bois de chauffage (148).

En 1777, les sieurs Vache père et fils fabricants et distillateurs d'eaux-fortes firent connaître aux trois ordres les entraves apportées au transport et au commerce des salpêtres nécessaires à la distillation des eaux-fortes entre Avignonnais et Comtadins (149). L'affaire traîna jusqu'en 1786 où l'Assemblée ordinaire trouva juste la requête des négociants carpentrassiens et chargea le syndic d'aller représenter au vice-légat l'avantage retiré par les fabricants comtadins d'eaux-fortes de la faculté qu'ils avaient de se procurer en Avignon les salpêtres nécessaires à leur industrie et dont ils sollicitaient le renouvellement, sous les précautions d'ailleurs sagement prises par Mgr. Delphini, vice-légat (150).

En 1781, l'adjudicataire des poudres et salpêtres de France désira étendre sa régie dans le Comté Venaissin, moyennant une redevance annuelle à la Révérende Chambre Apostolique (151). Les trois ordres, ayant eu connaissance du projet, s'empressèrent-ils d'expédier à Rome un mémoire où ils exposaient les raisons susceptibles de faire rejeter par Sa Sainteté un monopole « *qui entraînerait la ruine pour le Comtat* » et priverait de leur gagne-pain plus de cinq cents familles (152).

(147) Arch. dép. de Vaucluse C 44 fol. 736.

(148) Idem C 41 fol. 466 v.

(149) Id. C 42 fol. 156 v.

(150) Id. C 45 fol. 295.

(151) Id. C 43 fol. 765.

(152) Id. ibidem fol. 773.

Ces mesures apparemment contradictoires des trois ordres faisaient partie de leur politique traditionnelle: empêcher officiellement la contrebande tout en la favorisant en dessous.

§ 2. — Orfèvres

La liberté du métier était la règle en Avignon et dans le Comtat où, sauf quelques exceptions, la libre concurrence stimulait un commerce déjà florissant. Cependant certaines professions dont l'exercice exigeait certaines garanties de fabrication ou mettant en jeu l'intérêt public étaient soumises au métier juré. Les orfèvres comtadins entraient dans cette dernière catégorie.

Or, en 1784, ceux-ci arrêterent qu'à l'avenir les apprentis et les aspirants à la maîtrise dans le Comtat payeraient une somme de moitié plus forte que celle alors exigée.

L'Assemblée ordinaire, le 13 Juillet de la même année, intervint à Rome pour obtenir un « *Nihil transeat* » à cette prétention qui était « *contraire au bien public et tend même à priver ce pays de plusieurs bons ouvriers* » (153). La voix des « *Etats* » fut entendue et Rome débouta les orfèvres de leur instance (154).

§ 3. — Les Mouliniers et Fileurs de soie d'Avignon

Les mouliniers et fileurs de soie d'Avignon prétendirent faire revivre d'anciens statuts de 1664 et donner exécution à un certain article 13 soumettant à une visite rigoureuse et au droit de 1 sol par livre les soies étrangères à Avignon ouvrées ou graiges. Ils obtinrent même selon leurs désirs une ordonnance du vice-légat. Les trois ordres, soupçonnant dans la démarche des mouliniers et fileurs avignonnais une manœuvre destinée à leur procurer le privilège exclusif de l'achat des soies comtadines sur le marché d'Avignon, s'interposèrent pour obtenir la révocation de l'ordonnance et le déboutement de la prétention des soyeux, ainsi que la possibilité pour les Comtadins faisant filer la soie de la vendre librement, comme par le passé, à Avignon et dans le Comtat sans qu'elle soit soumise à aucune visite ni taxe.

Cette délibération fut renouvelée en 1785 (155) et 1786 (156). Mais rien ne nous permet de penser que satisfaction leur fut donnée.

(153) Arch. dép. de Vaucluse C 44 fol. 878 v, 889 v.

(154) Idem. C 59, Correspondance. Lettre de CELESTINI, Rome 16 Mars 1785 à PONS, syndic.

(155) Id. C 4 fol. 49, Assemblée ordinaire 4 Octobre 1785; C 44 fol. 1.049, Assemblée ordinaire 23 Mai 1785.

(156) Id. C 45 fol. 236 v, Assemblée générale 27 Avril 1786.

§ 4. — Encouragement à une invention

Le sieur Gounard, de Cavaillon, inventeur d'une scie à eau pour scier le bois, s'était adressé aux « *Etats* » pour qu'ils lui fournissent les moyens de mettre son projet à exécution; il s'agissait d'une somme de 3.000 livres qu'il s'engageait à rembourser en un temps déterminé, en fournissant caution. L'Assemblée générale de 1779, saisie de la demande et désireuse d'encourager une invention qui pouvait avoir des suites intéressantes, mais étant dans l'impossibilité d'avancer la totalité de la somme, décida que la province paierait à Gounard les intérêts des 3.000 livres qu'il emprunterait pendant deux années à raison de 5 % dont le premier versement lui serait effectué le jour où l'emprunt serait certain, ainsi que son emploi et le second un an après; mais si dans les six mois comptables à ce jour, Gounard n'avait pas rendu certain l'emprunt et son emploi, cette délibération devait être nulle (157).

§ 5. — Affaires relatives au sel

La Ferme Générale de France fournissait le sel à l'enclave pontificale selon le traité du 15 Octobre 1764 à un prix relativement bon marché: six livres dix sols le minot (158). Quand le pays fut revenu sous la domination du Saint-Siège, des contestations s'élevèrent entre les fermiers de France et les pontificaux, contestations qui, il faut le reconnaître, avaient pour origine un calcul de ces derniers. Les Comtadins, en effet, exagéraient leur nombre (159) et légitimaient leurs besoins en appauvrissant volontairement leur pays : « *Les terres du Comtat sont, en effet, arides à cause du soleil et du manque d'eau, il faut donc les ménager en faisant manger aux bestiaux une plus grande quantité de sel* » (160). Ils disposaient ainsi d'un excédent qu'ils vendaient en fraude à leurs frontaliers provençaux et dauphinois se procurant ainsi le sel à meilleur compte qu'en France (161).

Dès 1775, les fermiers généraux cherchèrent à faire cesser un trafic si préjudiciable à leurs intérêts: ils voulurent alors augmenter le prix du sel dans le Comtat pour diminuer indirectement les quantités livrées et ils réclamèrent un dénombrement précis de la population (162).

(157) Arch. dép. de Vaucluse C 42 fol. 662 v.

(158) Le Minot: mesure pour le sel équivalent à 2 décalitres 7 litres 771.

(159) Ils prétendaient être de 160 à 180.000 alors que le Comtat ne comptait en réalité que 125.000 habitants (H. CHOBOUT, Mémoires Acad. Vse. 1923 p. 149 note 1).

(160) Arch. dép. de Vaucluse C 43 fol. 761 « *Mémoire relatif à la demande en augmentation du prix du sel dans cette province du Comté Venaissin fait par les Fermiers Généraux de France lu par le Syndic à l'Assemblée Ordinaire du 15 Décembre 1781* ».

(161) En France le minot de sel se payait au grenier en 1857 52 livres 8 sols 6 deniers (DIDEROT et d'ALEMBERT, Encyclopédie, op. cit. au mot Gabelle).

(162) Arch. dép. de Vaucluse C 45 fol. 62 v.

Les Comtadins, par l'intermédiaire des « *Etats* », s'efforcèrent de conserver leurs avantages. Ils prétendirent qu'une augmentation du prix du sel entraînerait la ruine du pays, qu'au prix actuel les fermiers n'y perdaient pas et que la contrebande dont ceux-ci se plaignaient, si réellement elle avait lieu, pouvait être facilement enrayée (163).

Des propositions furent faites par M. de l'Epinay, fermier général. Le Vice-Légat chargé par le Cardinal Ministre de les entendre, demanda à la ville d'Avignon et à la province du Comtat de lui envoyer leurs desiderata (164). Les offres de M. de l'Epinay ayant été fort mal accueillies à Avignon, le Pape désira que l'affaire fût traitée à Paris et chargea son avocat général en Avignon, Passeti, secondé par deux députés l'un de la ville, l'autre du commerce d'Avignon, de s'en occuper. Les trois ordres réunis le 16 Janvier 1787 en Assemblée extraordinaire, se voyant évincés, exprimèrent deux vœux au Cardinal ministre, l'un tendant à ce que la négociation ait lieu dans le Comtat plutôt qu'à Paris, l'autre que, dans le cas où des conférences se tiendraient en France, la province y fût représentée par un député (165).

Mais les événements se précipitèrent: l'Assemblée ordinaire le 9 Mars 1787 fut informée par l'Abbé Jourdan, agent de la province à Paris, qu'il était toujours question de mettre le prix du sel dans le Comtat au même prix qu'en France, que l'affaire serait discutée à Paris entre les ministres de Sa Sainteté et du Roi et qu'enfin il n'y aurait plus lieu de combattre les propositions de M. de l'Epinay, mais de nouvelles instances de la Ferme Générale (166). En effet le vice-légat informa les trois ordres que M. Pouilhon, directeur général de la Ferme du Roi à Marseille, lui avait notifié que la Ferme Générale, autorisée par M. de Montmorin, secrétaire d'état aux affaires étrangères du royaume, avait résolu de ne plus renouveler le bail de la fourniture du sel à Avignon et au Comtat et de ne livrer pour la consommation des habitants de la ville et province que 12.000 minots au prix de 7 livres le minot; et étant donné l'accroissement des frais d'exploitation des salines et pour faciliter le règlement, la Ferme Générale se proposait de retenir le prix sur l'argent du tabac et toiles peintes. Le vice-légat repoussa les avances de M. Pouilhon et en référa à Rome (167). L'Assemblée générale le 22 Avril 1788 proposa aux consuls d'Avignon d'unir leurs efforts contre toute nouvelle attaque (168). Cependant le Pape, ému par les

(163) Arch. dép. de Vaucluse C 41 fol. 337 « *Mémoire pour les habitants du Comté Venaissin au sujet du sel qui leur est fourni par MM. les fermiers généraux au prix de six livres dix sols le minot* »; C 43 fol. 761.

(164) Idem C 60, Lettre du Vice-Légat CASONI, Avignon 6 Août 1786 à PONS, Syndic.

(165) Id. C 45 fol. 521.

(166) Id. C 45 fol. 550.

(167) Id. ibidem fol. 936 v.

(168) Id. ib. fol. 1.012.

vexations de la Ferme Générale à l'encontre de ses sujets, n'était pas enclin à accorder à la France toute l'augmentatin réclamée; il chargea donc l'abbé Pierrachi (169) de la conduite de l'affaire (170).

De plus jamais les trois ordres ne voulurent fournir un recensement exact de la population de la province. Ils se déroberent aux demandes successives de la Ferme en alléguant des raisons insidieuses (171). En réalité ils redoutaient les résultats qui auraient compromis leur ingénieuse combinaison.

La Révolution française vint mettre un terme à des négociations qui n'auraient peut-être jamais abouti.

Au cours de la même période les trois ordres sollicitèrent en vain de la Cour de France le rétablissement des greniers à sel du Comtat (Carpentras, Cavaillon et Mornas), les habitants devant s'approvisionner à Avignon (172).

SECTION IV. — *Les voies de communication* *Travaux publics et Messageries*

§ 1. — Les Routes et Chemins

Les routes et chemins constituaient au XVIII^e siècle le chapitre essentiel du budget des dépenses des assemblées des trois ordres du Comtat.

Ce fut vers 1740 que celles-ci songèrent à employer dans la construction et la réfection des voies de communication de la province une partie des revenus provenant du concordat de 1734 : « *La tradition et l'expérience nous assurent que le seul moyen de faire fleurir un royaume et une province en particulier consiste à y introduire le commerce et à le faciliter par de grandes routes capables de procurer l'aisance de l'importation et de l'exportation des denrées et marchandises des habitants...*

...« *La province du Comtat a porté son attention depuis plusieurs années à procurer à ses habitants tout le bien possible en éta-*

(169) PIERRACHI né à Bazga, province de Lucques, en 1741, auditeur du Nonce à Paris, inter-nonce, recteur du Comtat en 1787 où il ne séjourna que du 21 Novembre 1787 au 10 Janvier 1788. Revint dans le Comtat le 22 Septembre 1789. Mort à Rome en 1797.

(170) Arch. dép. de Vaucluse C 45 fol. 1.069.

(171) Idem C 46 fol. 146.

(172) Id.:

C 41 fol. 714 v, Assemblée ordinaire 21 Mai 1775.

C 42 fol. 526, Assemblée ordinaire 26 Février 1779.

C 42 fol. 594 v, Assemblée ordinaire 10 Avril 1779.

C 42 fol. 652 et 654 v, Assemblée Générale 22 Avril 1779.

C 43 fol. 105, Assemblée Générale 22 Avril 1780.

C 43 fol. 406, Assemblée Générale 21 Janvier 1781.

C 44 fol. 461, Assemblée Générale 25 Avril 1782.

C 44 fol. 788 v, Assemblée Générale 22 Avril 1784.

« blissant de grandes routes dans la province et en les continuant
« chaque année; mais les dégradations arrivées aux premières exé-
« cutées font craindre de perdre le fruit des dépenses faites jusqu'à
« aujourd'hui, ce qui présente la nécessité d'un entretien annuel
« qui seul peut conserver les chemins en état et remplir l'objet qui
« a donné lieu à leur construction » (173).

Le 26 Avril 1740 les députés, « informés que tous les chemins
« papaux de cette province et ceux qui aboutissent aux provinces
« de France qui sont la Provence, le Languedoc, le Dauphiné et la
« Principauté d'Orange sont en très mauvais état et demandent de
« si grandes réparations que Messieurs les Intendants desdites pro-
« vinces de France font journellement des plaintes à ce sujet et
« menacent d'interdire tout commerce avec cette province si on ne
« répare incessamment lesdits chemins », prièrent le Pape de per-
mettre que le quart des sommes remises à la province par la Ferme
Générale depuis 1734 soit employé dans ce but (174).

Le 27 Février 1741, Mgr. Lescari, Vice-Légat, rendit une ordon-
nance comblant le vœu des trois ordres (175).

Voici la liste des chemins réputés « grandes routes » et dont l'en-
retien était exclusivement à la charge de la Province (176) :

1°) la route de Lyon en Provence, la plus utile, prenant nais-
sance à la Durance et aboutissant à l'Ouvèze après avoir traversé
les territoires de Cavaillon, l'Isle, Pernes, Carpentras, Loriol et
Sarrians;

2°) la route des Baronnie se prolongeant jusqu'au Toulourenc et
sillonant les terroirs de Malaucène, du Barroux et de Serres;

3°) la route du Haut-Comtat de Carpentras à Valréas par Visan,
Cairanne, Vacqueyras, Beaumes et Aubignan;

4°) la route de Saült par Mazan, Mormoiron, Flassan;

5°) la route d'Avignon desservant Monteux, Entraigues et Sor-
gues;

6°) enfin la route de Cavaillon à Avignon par Caumont.

Le 22 Juillet 1778, Pie VI, à la demande des trois ordres (177),
rendit un Chirographe réprimant les dégradations des chemins du
Comté Venaissin (178).

Le 27 Avril 1780, l'Assemblée générale priait le vice-légat de

(173) Arch. dép. de Vaucluse C 63 « *Mémoire sur la nécessité d'entretenir
les grands chemins et sur les moyens d'y parvenir* ».

(174) Idem C 36 fol. 180, Assemblée Générale 26 Avril 1740.

(175) Id. ibidem fol. 243.

(176) Idem C 63.

(177) Voir supra pp. 81 et 84 la place tenue par les routes et chemins dans
le budget de la province ainsi que p. 80 le tableau des sommes empruntées par
les *Etats* de 1776 à 1789.

(178) Assemblée générale Avril 1777 et Assemblée ordinaire 15 Octobre 1777.

renouveler le règlement de Mgr. Lescari son prédécesseur relatif à la largeur des chemins (179).

Les « *Etats* » se lancèrent dans une politique routière importante. Des sommes considérables furent annuellement consacrées à ce chapitre (180). Il est vrai que l'état des routes comtadines laissait nettement à désirer. Des travaux furent entrepris de tous côtés, des ingénieurs étaient chargés d'en diriger et d'en surveiller la réalisation (181). En dépit de leur bonne volonté et de tout un déploiement législatif, les routes comtadines n'avaient pas reçu en 1790 d'amélioration notable. Il faut en incriminer principalement l'absence de plan d'ensemble, les réparations étant effectuées par tronçons sans la moindre coordination. Pour s'en convaincre il suffit de consulter la correspondance des « *Etats* » qui est émaillée des réclamations des communautés à ce sujet (182).

§ 2. — Le Canal de la Durance

Les trois ordres devaient reprendre en 1769 un projet qui avait donné aux Comtadins de grands sujets d'espérance: la construction d'un canal qui arroserait le Venaissin. Diverses tentatives avaient déjà eu lieu : en 1561, 1566, et 1567 les *Etats* avaient envisagé l'hypothèse d'un canal de navigation et d'arrosage à travers le Comtat. Le commencement du XVIII^e siècle fut marqué par différents projets dans le même sens (183).

Toutes ces tentatives s'étaient soldées par des échecs.

Deux raisons amenèrent les trois ordres, en cette deuxième moitié du XVIII^e siècle, à reconsidérer un objet que d'aucuns croyaient irréalisable: en premier lieu une sécheresse persistante, ensuite la réalisation en 1766 du canal dit de Cabedan, œuvre d'un ingénieur de l'Isle, Esprit-Joseph Brun qui avait capté les eaux de la Durance pour fertiliser les territoires de Cheval Blanc, des Taillades, de Robion et de Cavaillon (184). Fort de sa réussite Brun présenta aux

(179) Arch. dép. de Vaucluse C 63. Les chemins comtadins avaient 28 pans de largeur c'est-à-dire 6 mètres 9508 (le pan équivalant à 0 m 2461 mesure de Carpentras). Idem C 71.

(180) Id. C 63, rapport des Srs. BAUDRAND et TEISSIER 1^{er} Décembre 1787.

(181) Id. C 65, rapport de TEISSIER 16 Juin 1774.

(182) Voir entre autres correspondance des Etats C 56, 57, 60, 61, etc...

(183) De la part du Marquis d'OPPEDE et du notaire CYPRIAN, de l'ingénieur GRANGER (1710), de DE CLAPIES (1714), inspecteur des Travaux Publics du Languedoc, de l'Association des Seigneurs (Marquis d'OPPEDE, Duc de NOAILLES, Marquis de BRANCAS et de CYPRIAN), de l'ingénieur CHEVALIER (1716). En 1718 un ingénieur du roi ANTOINE D'ALLEMAND reprit les projets en les précisant. (R. CAILLET, « *Le Canal de Carpentras* », op. cit.).

(184) CAILLET, op. cit.

« *Etats* » en 1769 un projet plus vaste d'un canal d'arrosage du Moyen-Comtat (185).

L'Assemblée générale le 20 Avril 1769 prend le projet en considération et demande à Brun des précisions (186). Celles-ci parvinrent sous forme de mémoire à l'Assemblée ordinaire le 8 Janvier 1770 (187). Les trois ordres approuvèrent le mémoire, promirent d'examiner les demandes qu'il renfermait et en décidèrent l'impression (189). L'année suivante l'assemblée générale réclama à Brun de nouvelles explications (190).

Toutes ces longueurs ajoutées à l'occupation du Comtat n'étaient pas faites pour faciliter l'aboutissement du projet.

En Mai 1775, une requête fut présentée au Conseil du Roi sollicitant l'autorisation de dériver l'eau de la Durance à Mérindol (191). Le consentement du Pape fut également demandé. Dans l'attente les trois ordres ne peuvent que formuler l'espoir d'une prochaine mise à exécution du canal (192). Leur patience devait être mise à l'épreuve.

Enfin, le 22 Août 1778, Pie VI accorda la permission dans un chirographe « *pro constructione novarum canalium et antiquorum protractione, ad effectum derivandi aquas in Comitatu Venaissino, ad preces comitiorum trium Statuum Comitatus Venaissini* » (193). Ce fut seulement après de nombreuses démarches du marquis de Montaigu (194) que, le 31 Août 1779, le Conseil d'Etat rendit son arrêt permettant la prise d'eau sous certaines conditions (195).

Rien ne semblait plus s'opposer à la réalisation du projet. Pour le financer, Brun s'occupait de constituer une société capitaliste. Celle-ci devait être la pierre d'achoppement d'un plan si minutieusement établi. Les exigences des bailleurs de fonds furent telles que

(185) Ce canal dont la prise devait être établie à Mérindol (Provence) aurait arrosé les territoires de Mérindol, Cavaillon, Les Taillades, Robion, Maubec, Oppède, Cabrières, La Tour de Sabran, Lagnes, Vaucluse, Saumanes, L'Isle, Velleron, Pernes, St. Didier, Carpentras, Monteux, Entraigues, Gigognan, Sorgues, Vedène, et Avignon où il se serait déversé dans le Rhône.

Des dérivations auraient permis l'arrosage des territoires de Caumont, du Thor, Jonquerettes, Morière, Gadagne, St. Saturnin, Vedènes, Entraigues, Gigognan, Sorgues, Aubignan, Sarrians, Bédarrides, etc... (Arch. dép. de Vaucluse C 41 fol. 727).

(186) Idem C 40 fol. 420.

(187) Idem ibidem fol. 487.

(188) Id. ib. fol. 522;

(189) Id. ib. fol. 522 (Assemblée Générale 26 Avril 1770) fol. 568 (Assemblée ordinaire 5 Mars 1771).

(190) Id. ib. fol. 668 v, 659 v.

(191) Id. C 41 fol. 727, le territoire de Mérindol appartenant au roi de France.

(192) Id. ibidem fol. 963, C 32 fol. 138, 278.

(193) CAILLET, op. cit.

(194) Arch. dép. de Vaucluse C 42 fol. 525.

(195) Idem C 43 fol. 117 v.

Brun ne put réunir les capitaux nécessaires (196). Les Elus le 27 Avril 1780 lui accordèrent un délai d'un an (197). Et le 26 Avril 1781 Brun n'ayant ni comparu, ni présenté sa compagnie, l'Assemblée générale se considéra comme déliée envers lui et décida de chercher un nouvel entrepreneur (198). Personne ne se mit sur les rangs pour recueillir la succession de l'ingénieur islois. Mais un incident surgit suscité par l'Administration des Finances du royaume: En effet, la dernière clause de l'arrêt du Conseil d'Etat du 31 Août 1779 stipulait qu'à compter de cette date le Comtat paierait annuellement au Domaine de France une lance d'or du poids d'une once évaluée à 96 livres, le receveur des domaines du roi à Orgon réclama au syndic le paiement des arrérages. Les trois ordres ne voulurent rien savoir sous prétexte que les lettres patentes n'avaient pas été exécutées et que bien plus elles n'avaient pas été enregistrées au Parlement de Provence (199).

Le ton s'éleva. Des deux côtés on s'employa à obtenir gain de cause. Les « *Etats* » s'enquirent auprès d'Emerigon, procureur au Parlement d'Aix (200), consultèrent l'avocat aixois Pascalis (201) qui les encouragèrent dans leur attitude négative. L'intransigeance des deux parties aurait pu provoquer de regrettables conséquences (202), les administrateurs du domaine envisageaient même la contrainte.

La grave crise financière de la France fit glisser dans l'oubli cette affaire du paiement de quelques arrérages de la lance d'or.

L'échec des trois ordres dans la construction d'un canal d'irrigation fut suivi de plusieurs autres déceptions: projets Lefèvre en 1793, Dufour en 1819, Livache du Plan en 1826 avant d'arriver le 12 Juillet 1857 au couronnement de l'œuvre de Louis Giraud (203).

Mais qu'importe les efforts des « *Etats* » ne furent pas vains et constituent sans aucun doute un des maillons de la chaîne formée par les différentes tentatives qui de 1561 à 1857 devaient aboutir au succès de l'entreprise: la transformation du Comtat par ce « *Nilus Alter* » en un vaste jardin.

(196) CAILLET, op. cit.

(197) Arch. dép. de Vaucluse C 43 fol. 117 v.

(198) Idem ibidem fol. 508.

(199) Id. C 44 fol. 918, Assemblée ordinaire 30 Octobre 1784.

(200) Id. ibidem fol. 918.

(201) Id. Correspondance des Etats C 59, Lettre de PASCALIS 31 Mars 1785 pièce 65; id. C 44 fol. 1.012 v.

(202) Id. Correspondance des Etats, C 59 pièce 59.

(203) Le Canal dit de Carpentras fut construit par une association syndicale de propriétaires intéressés, entretenu et exploité par eux. Les prévisions de dépenses s'élevaient en 1857 à 2.500.000 francs. En fait 4.690.811 francs ont été absorbés pour son exécution dont 1.525.300 francs sont sortis des Caisses de l'Etat, le reste étant fourni par les propriétaires. Le canal principal a 69 kms, les canaux secondaires 725 kms (CAILLET, op. cit.).

§ 3. — Les inondations du Rhône

Le Rhône, fleuve dont l'impétuosité n'a d'égale que le caprice a toujours été pour ses riverains un sujet d'alarmes et de préoccupations. Le Comtat dont il constituait la limite ouest avait à souffrir de ses crues subites et dévastatrices. Pour prévenir de tels désastres les communautés riveraines construisaient des digues, bien faibles obstacles à la fureur des flots, lutte inégale entre la nature et l'homme...

La communauté de Mornas ayant été particulièrement éprouvée par suite de la rupture de ses digues et se trouvant démunie de ressources demanda au vice-légat, en 1779, que les réparations urgentes et indispensables pour garantir son territoire des inondations soient effectuées par la province au moyen de l'argent du tabac (204).

Les trois ordres se retranchèrent derrière la modicité de leurs finances et l'injustice qu'il y aurait à satisfaire une communauté et non les autres (205).

Les consuls de Mornas s'adressèrent alors au Cardinal secrétaire d'Etat qui fut d'avis que la province prêtât et avançât sur l'argent du tabac les sommes nécessaires aux réparations qui devaient être faites avant les crues d'automne du Rhône (206).

Bon gré, mal gré, la construction des ouvrages ayant été commencée, l'assemblée, le 12 Août 1779, se décida à emprunter la somme de 10.750 livres qui lui faisait défaut (207). Mais des difficultés ayant surgi, la province autorisée par Rome dut attaquer « *juridiquement* » la communauté de Mornas pour rentrer dans ses frais (208).

Encouragée par le précédent fourni par la communauté de Mornas, celle de Caderousse présenta à la fin de la même année une requête analogue. Mais elle se vit opposer une fin de non recevoir catégorique (209).

§ 4. — Messagerie

Un citoyen de Malaucène, le sieur Colin, s'était adressé au Pape pour obtenir le monopole du transport des lettres et paquets pesant moins de 60 livres entre Carpentras et Avignon. Il proposait de verser en retour une redevance annuelle à la Révérende Chambre Apostolique.

(204) Arch. dép. de Vaucluse C 42 fol. 530.

(205) Idem ibidem.

(206) Id. ib. fol. 744.

(207) Id. ib. fol. 785.

(208) Id. ib. fol. 875; C 43 fol. 106.

(209) Id. ib. C 42 fol. 875; C 43 fol. 110.

Les trois ordres, ayant eu connaissance de cette démarche, s'y opposèrent avec force au nom du public en général et des commissionnaires privés (210). Le Pape devait suivre l'avis des représentants de la province et rejeter le projet de « *privative* » des messageries (211).

Il faut voir dans le refus des trois ordres une manifestation de la vive hostilité que se vouaient généreusement et réciproquement Avignon et Carpentras. Une telle entreprise n'eut pas constitué en effet une innovation sensationnelle, car il existait déjà des services privés de transports à l'intérieur du Comtat. D'ailleurs un service de messageries entre Carpentras et Avignon n'aurait pu que servir l'intérêt général. La décision des « *Etats* » fut certainement influencée par l'avantage qu'aurait pu retirer Avignon d'une semblable combinaison.

SECTION V. — *Rôle social des Assemblées*

Les trois ordres sont également intervenus dans le domaine social. Ils se sont particulièrement attachés aux questions de l'assistance.

§ 1. — Les Insensés

Les Insensés posaient au XVIII^e siècle comme aujourd'hui un problème social; il est donc normal que les trois ordres du Venaissin, synthèse des classes comtadines, s'en soient activement occupé.

Il existait au XVIII^e siècle un établissement chargé de recevoir les déments du Comtat : l'Hôpital de l'œuvre de la Miséricorde d'Avignon à la construction duquel la province avait contribué (212). Une transaction passée le 25 Octobre 1741 entre la Pro-

(210) Arch. dép. de Vaucluse C 41 fol. 886, Assemblée ordinaire 28 Février 1776.

(211) Idem C 56, Lettre de VALORIS, Rome 27 Mars 1776.

(212) Jusqu'en 1681 les déments n'avaient fait l'objet d'aucune réglementation particulière dans l'enclave pontificale. Les fous dangereux étaient chassés, les inoffensifs laissés en liberté. Cependant plusieurs scandales s'étant produits Mgr. NICOLINI, Vice-Légat, envisagea la possibilité d'arriver à un internement méthodique des insensés. Il fit part de ses projets aux Pénitents de la Miséricorde qui, par délibération du 9 Février 1681, décidèrent « *de concourir à cette bonne œuvre et de prendre soins desdits pauvres insensés qui sont et seront renfermés dans la maison à ce destinée* ».

Un règlement fut élaboré par la Confrérie des Pénitents, soumis au Vice-Légat et approuvé par lui le 10 Septembre 1681.

Voici donc les premiers statuts de la maison des aliénés :

« 1^o) *que toutes les personnes de la présente ville qui se trouveront atteintes de folies et dans le besoin d'estre enfermées pour le repos du public seront mises et conduites dans une maison ou prison, que à cet effect seront destinées pour être gardées sous la clef d'un concierge, en façon néanmoins que personne ne pourra aucunement, sous prétexte de folie ou respectivement de récipiscence estre enfermé ni élargi desdites maisons ou prisons que par ordre exprès et deument signé par Mgr. l'Excellentissime Vice-Légat et successeur d'icelluy privativement à tout autre magistrat, qui s'expédiera gratis et se*

vince et l'œuvre avait réglementé les conditions d'admission des insensés du Comtat. C'est autour de cet accord qu'auraient dû se fixer les rapports de la province avec les recteurs de l'œuvre. Or l'histoire des trois ordres, en ce qui concerne les insensés ne fut qu'un long tissu de discussions avec l'Hôpital de la Miséricorde.

Écoutons plutôt le résumé que fit de cette affaire le Syndic à l'Assemblée ordinaire le 7 Juin 1788 (213) :

« Lors de l'Assemblée Générale de 1741 M. Manne, recteur de l'hôpital des insensés de la ville d'Avignon se présenta aux Etats et proposa de rendre cet établissement commun aux insensés du Comtat, moyennant une somme que la province adjugerait pour la construction de nouvelles loges et la fixation de la pension de ceux des insensés qui seraient envoyés du Comtat dans cette maison.

« L'Assemblée accueillit cette demande et accorda à l'œuvre une somme de 12.000 livres à condition qu'il serait passé avec les recteurs un acte d'accord dont les articles furent : 1° que l'hôpital des insensés d'Avignon serait commun aux insensés du Comtat.

« 2° que les Recteurs seraient tenus de recevoir sans difficultés tous les insensés du Comtat sur un billet signé par l'Evêque dio-

remettra originellement entre les main du recteur ou vice-recteurs de la compagnie cy bas énoncée.

« 2°) que la conduite et direction totale de ladite maison ou prison appartiendra entièrement et privativement à Monsieur le recteur, vice-recteurs et compagnie des dits pénitents établis en la présente ville sous le titre de S. Jean Baptiste Décolé, dits des la Miséricorde et ce tant pour l'établissement ou changement du concierge et autres officiers de ladite maison à tout leur arbitre et volonté, que pour la direction, entretien et correction desdites personnes insensées pour les contenir par toutes les formes et manières qu'ils aviseront ».

Pour faire admettre un aliéné à l'asile il fallait une demande des parents sur laquelle la confrérie prenait une délibération. Le vice-légat prononçait ensuite l'admission de l'aliéné. Une enquête sérieuse faite par deux confrères assistés d'un médecin précédait les internements.

Au point de vue financier, les Pénitents de la Miséricorde furent secondés par la ville qui leur versa en 1682 une allocation mensuelle de 40 écus, portée à 100 écus en 1685, ramenée à 40 écus en 1699 et enfin fixée à 300 livres en 1777.

Les Pénitents de la Miséricorde occupaient l'ancienne Tour de l'Auditeur, (rue du Chapeau rouge) dont ils payaient une location annuelle de 25 écus au Vice-Gérant. Les Pénitents possédaient dans la rue Banasterie la chapelle ce ancien prieuré de Ténolhet, sous le rocher. En 1702 ils achetèrent les locaux voisins; ces acquisitions furent complétées en 1724 et sur le plan de l'architecte LAINE fut édifié le nouvel édifice des aliénés. Il fut terminé en 1729 et le 2 Avril de la même année, l'Assemblée des Pénitents décida le transfert des insensés. Les cinq chambres ou cellules étant insuffisantes, le 13 Février 1739, à la requête de la confrérie, le Conseil de Ville lui vota un secours de 3.000 livres pour la construction de trois nouvelles cellules réservées aux citoyens de la ville.

Enfin, en 1741, les Etats du Comtat accordèrent un subside extraordinaire de 12.000 livres à l'œuvre des insensés pour la construction d'une aile nouvelle comprenant huit cellules.

Les aliénés furent transférés au nouvel asile de Mondevergue en 1861; la maison des insensés de la rue Banasterie fut alors transformée en prison départementale. (Manuscrit Musée Calvet N° 5.697).

(213) Arch. dép. de Vaucluse, C 46 fol. 24.

« césain ou de son grand vicaire, par le Consul ou secrétaire du
« lieu de l'habitation de tel insensé, le tout accompagné d'un certi-
« ficat de médecin.

« 3° qu'on serait tenu de garder lesdits insensés qui seraient
« envoyés du Comtat tout le temps nécessaire moyennant une pen-
« sion qui ne pourrait excéder 12 livres par mois.

« Cet acte muni de toutes les formalités requises, approuvé et
« confirmé par les supérieurs est la loi que l'assemblée a toujours
« invoquée et dont elle ne s'est jamais départie si ce n'est pour
« l'article de la pension.

« Sur des requêtes successivement présentées à l'assemblée par
« les recteurs de cette œuvre, elle a été augmentée d'abord jusqu'à
« 15 livres, ensuite à 18 livres et finalement elle fut portée provi-
« soirement à 24 livres par l'Assemblée générale de 1783 et ensuite
« par celle de 1786.

« Indépendamment de cette facilité de la province de se prêter
« aux vues de l'œuvre de cet hôpital, sur différentes requêtes,
« l'Assemblée lui a adjugé différentes sommes sur différents motifs
« exposés dans leurs requêtes.

« Savoir en 1749 celle de 700 livres, en 1752 celle de 800 livres,
« en 1766 celle de 600 livres, enfin en 1782 celle de 4.000 livres. Ce
« fut après avoir sollicité et obtenu cette dernière somme dans
« l'Assemblée générale de 1782 que certains recteurs de cette œuvre
« sollicitèrent à Rome un bref pour obtenir une privative qui
« anéantit l'acte solennel passé entre cette œuvre et la province en
« 1741 et introduisit dans le Comtat une espèce d'inquisition et un
« despotisme qui ne sont pas moins alarmants pour les familles
« qui ont le malheur d'avoir des insensés que pour les magistrats
« municipaux du Comtat (214).

... « Quand, après l'obtention de ce bref, les recteurs se présen-
« tèrent pour recevoir partie des 4.000 livres adjugées à cette œuvre
« par l'Assemblée Générale de 1782, l'Assemblée ordinaire crut ne
« devoir en ordonner l'expédition que quand l'œuvre se serait sou-
« mise à l'acceptation des articles qu'elle fit rédiger.

« Les recteurs de l'œuvre répondirent à ces articles par une
« requête qu'ils présentèrent à l'Evêque de Carpentras. Comme dans
« cette réponse, les recteurs tâchaient de se replier pour ce qu'ils
« ne voulaient pas accorder sur l'autorité que le Bref attribuait au
« vice-légat, l'assemblée ordinaire délibéra de s'adresser au vice-
« légat et chargea le syndic d'alors de lui présenter un mémoire
« dans lequel il rappellerait d'abord l'acte de transaction passé en
« 1741 les différentes gratifications accordées par la province à
« cette œuvre, sa condescendance à consentir successivement à

(214) Ce bref du 28 Mars 1783 déclarait que seul l'Hôpital de l'œuvre de la Miséricorde était habilité pour recevoir les insensés (Arch. dép. de Vaucluse C 46 fol. 28 v).

« l'augmentation de la pension et finalement il relèverait les 7 articles du bref dont la province désirait la renonciation de la part de l'œuvre.

« A cette époque, aux anciens recteurs qui avaient sollicité et obtenu obrepticement et subrepticement ce bref si lésif pour la province du Comtat succédèrent de nouveaux recteurs qui, indignés de la conduite de leurs prédécesseurs et pénétrés de sentiments de reconnaissance pour la province, désavouèrent leur conduite et furent les premiers à inviter l'assemblée à des conférences, ils consentirent à la suppression des sept articles et passèrent l'acte de transaction du 11 Avril 1786 (215).

« Toujours dans la bonne foi et conduite de cette transaction, les recteurs présentèrent à l'assemblée générale de 1786 une supplique tendant à obtenir la prorogation pour trois années consécutives de la pension de 24 livres que l'Assemblée générale de 1783 avait bien voulu porter à ce taux.

« Cette transaction passée en 1786 presque sous les yeux du vice-légat et dans laquelle intervint comme médiateur et témoin M. l'Avocat Général de la Légation, fut envoyée à Rome pour en obtenir l'autorisation.

« Le 22 Avril 1787 M. le Comte de Rochefort alors recteur de cette œuvre écrivit au syndic et lui fit parvenir une note envoyée de Rome dans laquelle on demandait des explications qui y sont contenues, ces notes portées à l'Assemblée générale, celle-ci a chargé l'assemblée ordinaire d'y répondre, c'est ce qu'elle fit.

« Cette réponse fut envoyée à Rome et n'a pas satisfait le ministre... »

(215) Cet acte de transaction du 11 Avril 1786 était l'acceptation par les Recteurs de la Miséricorde des propositions faites en 1783 par les trois ordres à leurs prédécesseurs. Ces propositions étaient les suivantes:

1°. — que par l'obtention du bref de PIE VI du 28 Mars 1783 les recteurs déclareront expressément qu'ils n'ont ni ne prétendent porter atteinte directe ni indirecte à la transaction passée le 28 Octobre 1741 et aux articles que cet acte contient et qu'ils renonceront à tout ce qui pourrait y être contraire ou y déroger dans le bref.

2°. — qu'il sera libre et facultatif à tous les parents de quelqu'état qu'ils soient et à quelques degrés de parenté qu'ils se trouvent de soigner ou faire soigner soit dans leur maison soit ailleurs où bon leur semblera même en France leurs parents insensés sans être obligés de les faire transporter dans l'hôpital d'Avignon.

3°. — que les insensés qui appartiennent à des personnes en état de payer et qui voudront se faire transporter à Avignon en auront la faculté en acquittant la pension qui aura pour lors été fixée entre la province et les recteurs pour la généralité des insensés et quant aux insensés appartenant à des nobles de robe ou d'épée ou d'honnêtes bourgeois, les recteurs auront la bonté de les mettre au secret s'ils en sont requis sans payer une plus forte pension que celle qui aura été réglée pour tous les insensés excepté que volontairement les parents de ces insensés voulussent payer une plus forte pension pour qu'ils soient mieux soignés et nourris que les insensés ordinaires.

4°. — que l'hôpital des insensés d'Avignon sera privatif pour tous les insensés du Comtat et qui sont à la charge des Communautés et qu'on n'entendra pas par insensés ni les imbéciles ni ceux qui, aliénés d'esprit, n'ont jamais

Devant ces difficultés, l'Assemblée ordinaire du 7 Juin 1788 décida de conférer directement avec les recteurs de la Miséricorde et leur envoya le syndic et le secrétaire « *pour rectifier le plan relatif à l'expédition du bref et pour convenir avec les recteurs de tous les articles suivant lesquels et conformément à la transaction passée le 11 Avril 1786 le dit bref doit être rédigé* » (216). Après plusieurs conférences les recteurs admirent que le plan envoyé de Rome ne pouvait être accepté par les trois ordres et un nouveau projet qui parut concilier les intérêts des parties en présence fut rédigé. Ce projet devait être approuvé par l'Assemblée ordinaire le 5 Juillet 1788 (217).

§ 2. — Les Bâtards

De même que les insensés, les bâtards furent l'objet de la sollicitude des *Etats*. Les enfants trouvés nés hors mariage et abandonnés dans le Comtat de père et mère inconnus ou les enfants trouvés dont les père et mère connus ne pouvaient subvenir à leurs besoins étaient placés à l'hôpital Saint Pierre aux grâces et à la charité de Carpentras (218) aux frais de la province (219). L'Assemblée générale du 25 Avril 1776 avait décidé que les Recteurs de l'Hôpital et de la Charité recevraient seulement à l'avenir les enfants trouvés, munis de l'extrait de baptême et d'une attestation du viguier (dans les lieux où il n'y avait pas de consuls) ou des consuls ou du curé, visée par l'Evêque diocésain ou par son vicaire général, certifiant la bâtardise de l'enfant, sa conception et naissance dans la province, et l'impossibilité de ses père et mère à pourvoir aux frais de son entretien (220). Chaque année, l'Assemblée générale votait les sommes destinées aux bâtards; cependant celle de 1777 décida, vu l'ampleur des frais, que pour l'année à venir, la dépense serait partagée entre la province et la communauté originaire du bâtard (221).

procuré du mal au public, ce qui sera à la prudence de l'Evêque diocésain, des consuls et du certificat du médecin.

5°. — que si parmi les insensés à la charge des communautés, il y avait quelque noble et honnête bourgeois, les Recteurs auront la bonté de les séparer des insensés de la populace sans pouvoir exiger d'eux une plus forte pension que celle qui aura été fixée entre la province et l'œuvre.

6°. — qu'avant de faire transporter un insensé du Comtat dans l'hôpital d'Avignon, on sera tenu de faire précéder les formalités prescrites par l'Article 5 de la Transaction du 25 Octobre 1741 pour éviter tout abus et toute surprise.

7°. — enfin que pour ce qui est de la pension qui devra être payée pour chaque insensé qui sera envoyé du Comtat soit par les communautés soit par les particuliers, les Recteurs continueront de s'adresser à l'Assemblée Générale du pays lorsqu'on voudra faire augmenter cette pension ainsi qu'il a été pratiqué par le passé et l'assemblée générale décidera s'il y a lieu ou non à l'augmentation de la pension réclamée.

Arch. dép. de Vaucluse C 44 fol. 534; C 45 fol. 415.

(216) Arch. dép. de Vaucluse C 46 fol. 24.

(217) Idem ibidem fol. 54.

(218) Id. C 43 fol. 622 v.

(219) Id. C 42 fol. 148.

(220) Id. C 41 fol. 967.

(221) Id. C 42 fol. 148.

Cette initiative suscita-t-elle du mécontentement? Toujours est-il que les consuls de Carpentras et les recteurs des œuvres de l'Hôpital et de la Charité firent ensemble à ce sujet un recours à la Sacrée Congrégation d'Avignon à Rome (222). Ils réclamaient notamment :

1°. — que la province versât à cet établissement une indemnité de 30.436 livres en raison des pertes souffertes par le passé en raison du dépôt des bâtards;

2°. — que la province subvint à la nourriture et entretien des bâtards et enfants trouvés à l'hôpital de Carpentras ou dans tout autre lieu;

3°. — enfin jusqu'à ce qu'il eut été définitivement statué sur cette affaire, que la province payât à cet hôpital la somme de 300 livres une fois payée pour chaque bâtard.

Les Etats, réunis en Assemblée extraordinaire le 26 Juin 1781, décidèrent de présenter au Pape une supplique réfutant point par point les allégations des consuls de Carpentras et des recteurs de la Charité (223).

Cette divergence de vues eut sans aucun doute entraîné un procès devant le tribunal de la Sacrée Congrégation d'Avignon si les deux parties n'avaient reculé devant les frais considérables qu'eût occasionnés une telle instance (224). Elles préférèrent donc s'en remettre à un arbitrage. Les arbitres, l'Evêque de Carpentras et le Recteur du Comtat, rendirent le 27 Mars 1784 leur sentence arbitrale et définitive qui décidait, entre autres choses :

1°. — qu'il serait passé entre la province et les œuvres de l'Hôpital et de la Charité un acte de transaction qui, sous l'agrément du Cardinal Secrétaire d'Etat et de la Sacrée Congrégation d'Avignon à Rome, organiserait l'hôpital et la Charité de Carpentras en dépôt général des enfants trouvés du Comtat nés hors mariage légitime, l'hôpital s'en chargeant depuis le jour de leur réception jusqu'à l'âge de sept ans révolus, la maison de la Charité de sept à quinze ans;

2°. — que la province verserait une fois pour toutes aux œuvres de l'hôpital et de la Charité la somme de 9.000 livres en monnaie

(222) Arch. dép. de Vaucluse C 43 fol. 606 v. Le temps de fondation de l'hôpital des pauvres malades sous le titre de St. Pierre aux grâces est si reculé qu'on n'a pu en découvrir l'année. Il existait toutefois du temps des Comtes de Toulouse, ce qui se prouve par plusieurs directes et censes qu'il possédait alors. Il était connu auparavant sous le nom de maison de la charité, domus charitatis, et les recteurs étaient appelés caritadiers. Cet hôpital reçut les malades jusqu'en septembre 1761. A cette époque Mgr. d'INGUIMBERT ayant fait construire à ses frais un vaste hôpital à peu de distance de la porte de Notre Dame, les malades y furent transférés.

La maison de la charité ne fut établie que plusieurs siècles après l'hôpital de Saint Pierre aux Grâces. On y recevait les vieillards, les enfants âgés de sept ans et généralement tous les mendiants de Carpentras.

(EXPILLY, COTTIER, op. cit.).

(223) Arch. dép. de Vaucluse C 43 fol. 612 v.

(224) Idem C 44 fol. 295.

de France payable en quatre années et comptables immédiatement à raison de 2.000 livres pour les trois premières années et de 3.000 livres pour la dernière; ceci pour satisfaire au paiement de toute indemnité et dédommagement au sujet des bâtards.

Cet arbitrage satisfait pleinement les deux parties. Bien plus l'assemblée générale du 22 Avril 1784, pour marquer son entière adhésion à cette conciliation, porta à 10.200 livres la somme à verser annuellement par la province aux œuvres (225).

Le bref confirmant la transaction devait être expédié en 1788 (226).

Quant à son application, cet arbitrage devait rencontrer certaines difficultés, notamment en ce qui concerne le recouvrement de l'excédent des 10.200 livres avancé par la province sur les habitants des paroisses ne faisant pas corps de communauté et des fiefs ne formant pas paroisse et n'étant unis à aucune communauté (227). L'Assemblée générale de 1787 essaya, à ce sujet, d'obtenir une ordonnance du vice-légat (228).

§ 3. — Ecole de Sages-Femmes

Sur la proposition du médecin Boyer, député de son père le premier consul de Mormoiron, l'Assemblée générale de 1780 s'occupa de l'établissement d'une école d'instruction pour les sages-femmes (229).

§ 4. — Filles enceintes

Successivement, en 1782 et 1783, l'Assemblée générale pria le Vice-Légat de rendre une ordonnance obligeant sous des peines rigoureuses les filles qui se trouveraient enceintes de faire leur déclaration de grossesse et les chirurgiens, accoucheurs et accoucheuses qui auraient chez eux des filles enceintes de leur faire faire cette déclaration (230).

§ 5. — Les Assistés

Les trois ordres, se souvenant du bienfait que le Persan Jean Althen avait procuré au Comtat en y introduisant la culture de la garance, secoururent sa fille Marguerite Althen tombée dans la pauvreté qui leur avait adressé une demande de secours (231) et lui

(225) Arch. dép. de Vaucluse C 44 fol. 744.

(226) Idem C 45 fol. 1.068.

(227) Id. ibidem fol. 233.

(228) Id. ib. fol. 652.

(229) Id. ib. fol. 164.

(230) Id. ib. fol. 138, 463.

(231) Id. C 46 fol. 294.

accordèrent, le 15 Avril 1789, la somme de 300 livres monnaie de France « *pour une fois et sans conséquence* » (232).

De même, le 26 Septembre 1782, l'Assemblée ordinaire vota à titre d'aumône une somme de 150 livres au Père Justin de Monteux, capucin au couvent de Carpentras auteur de « *l'Histoire des guerres occasionnées par les Calvinistes au seizième siècle en cette province* » (233).

§ 6. — Les Sépultures dans les Eglises

Les députés comtadins se préoccupèrent du problème d'hygiène que soulevaient les inhumations dans les églises et de l'établissement des cimetières hors de l'enceinte des villes. Ils s'adressèrent d'abord aux Evêques du Venaissin afin que ceux-ci se servissent de leur autorité pastorale pour l'application d'une mesure prohibitive (1777, 1778) (234). Malgré l'intervention des prélats, cette défense avait peu de chance d'être observée tant que les communautés ne disposeraient pas d'un lieu adéquat. Comme certaines d'entre elles ne montraient pas une bonne volonté suffisante, les trois ordres, en 1781, envoyèrent une supplique au Pape (235). Cette démarche fut couronnée de succès: le Syndic annonça en 1781 aux députés réunis en Assemblée générale que Sa Sainteté avait interdit, dans l'étendue du Comtat, d'ensevelir les restes des personnes décédées dans les églises paroissiales ainsi que dans celles des monastères religieux (236.)

§ 7. — Arsenic

Toujours dans l'intérêt du public et pour prévenir les empoisonnements « *trop fréquents dans le pays* » (237), les *Etats* travaillèrent à obtenir du vice-légat une ordonnance réglementant le libre commerce de l'arsenic (238). A cet effet ils lui soumièrent un projet (19 Juin 1778) (239). Le 8 Juillet suivant Mgr. Filomarino rendit un règlement « *portant défense absolue de tenir, vendre et débiter de l'arsenic* » (240). Et depuis toutes les fois que les trois ordres requièrent le vice-légat de renouveler et préciser ce règlement, Son Excellence s'y prêta de bonne grâce (241).

(232) Arch. dép. de Vaucluse C 46 fol. 261, Assemblée générale 15 Avril 1789.

(233) Idem C 44 fol. 303.

(234) Id. C 42 fol. 149, 312; C 43 fol. 112 v.

(235) Id. C 43 fol. 609.

(236) Id. C 44 fol. 131.

(237) Un empoisonnement par l'arsenic s'était produit à Crestet (Judicature de Carpentras). Id. C 42 fol. 402.

(238) Id. ibidem fol. 173, 209 v.

(239) Id. ib. fol. 402.

(240) Id. ib. fol. 418.

(241) Id. C 44 fol. 463, 760.

SECTION VI. — *L'Activité Intellectuelle des Etats*

L'activité des *Etats* ne se borna pas à des questions d'administration pure. Au contraire, ils n'hésitèrent pas à s'intéresser à une foule de sujets du moment qu'ils pensaient servir l'intérêt de la province.

Ayant eu connaissance que le notaire Joseph Fornery de Carpentras travaillait à une Histoire du Comté Venaissin, les *Etats* prêtèrent une attention soutenue à cette patriotique entreprise: plusieurs sommes furent successivement votées par eux dans le but d'en assurer la publication, notamment le 23 Avril 1736 (242). Cinq ans plus tard, le 21 Avril 1741, Fornery dédiait son histoire achevée aux *Etats* de la Province (243) qui marquèrent leur satisfaction en mettant de nouveaux fonds à sa disposition (244).

La province attendait donc la parution de l'ouvrage. C'est alors que des intrigues qui n'honorent en rien leur auteur vinrent en retarder l'impression. En 1775 les *Etats* sommèrent « *l'obligéant intermédiaire* » (245) de restituer le manuscrit à son auteur (246). Fornery mourut l'année suivante sans avoir vu son ambition réalisée.

Les *Etats* qui avaient voté le 17 Avril 1775 une nouvelle provision de 600 livres (247) acceptèrent, le 25 Avril 1760, l'offre que l'héritier Alexandre Roch Fornery, cousin de l'historien, leur avait faite de leur céder tous ses droits sur les manuscrits de son parent, à la condition sine qua non qu'ils se chargeraient de l'impression. Ils délibérèrent de retirer les manuscrits des mains de l'éditeur (248), de consulter et réclamer à certaines personnes les manuscrits qu'elles possédaient (249).

En 1762, les *Etats* n'ayant pas récupéré les manuscrits, l'Assemblée Générale recommanda à l'Assemblée ordinaire de ne pas se désintéresser de l'affaire (250). Enfin le 7 Juin de la même année, l'Assemblée ordinaire fut avisée que les originaux de Fornery étaient en la possession du Marquis de Sade (251).

(242) Arch. dép. de Vaucluse C 36 fol. 5.

(243) Idem ibidem fol. 290.

(244) Id. C 37, fol. 173.

(245) PITHON CURT, auquel FORNERY avait confié ses manuscrits pour lui chercher un éditeur, abusa de sa bonne foi et le fit attendre sans résultat pendant dix ans.

(246) Voir Introduction de l'Histoire du Comté Venaissin et de la ville d'Avignon. Jh. FORNERY.

(247) Arch. dép. de Vaucluse C 38 fol. 163.

(248) Idem ibidem fol. 897.

(249) Id. ib. fol. 946, 950.

(250) Id. C 39 fol. 13, Assemblée générale 23 Avril 1762.

(251) Id. ib. fol. 203.

Les *Etats* avaient alors tous les éléments nécessaires pour faire mettre l'ouvrage sous presse. Plusieurs requêtes de Roçh Fornery en 1778 et 1779 (252) amenèrent les trois ordres en 1779 à l'indemniser avec la somme de 400 livres « *au moyen de quoy lesdits manuscrits et planches appartiendront à la dite province* » (253).

Qu'arriva-t-il ? On ne le sut pas. Toujours est-il que les *Etats* abandonnèrent le projet au moment où sa réalisation facile paraissait imminente (254).

L'Abbé Mistarlet, ayant entrepris la confection d'un « *Essai généalogique et armorial de la noblesse du Comté Venaissin et de la ville d'Avignon* » en proposa la dédicace aux *Etats*. Ceux-ci, considérant avec sympathie la parution d'un tel ouvrage et reconnaissant son utilité, acceptèrent de le patronner (255). L'Assemblée Générale, le 26 Avril 1781, alla même plus loin lorsqu'elle délibéra de faire imprimer l'écrit aux frais de la province, après l'examen préalable des Evêques et de l'Elu des Feudataires (256). Mais sans doute les frais firent-ils reculer les députés ; l'assemblée ordinaire le 5 Octobre de la même année, approuvée par l'Assemblée générale le 25 Avril 1782, prit une tout autre décision : elle arrêta de se charger de l'impression de cent exemplaires destinés aux divers membres des assemblées d'Etats et, à cet effet, vota une somme de 3.000 livres, monnaie de France, l'auteur gardant la libre disposition de l'ouvrage (257).

De même les *Etats* s'attachèrent-ils à répandre les statuts de la province dont M. de St. Véran avait fait la traduction. L'Assemblée Générale, le 27 Avril 1780, désigna d'abord une commission composée du vice-recteur du Comtat, du Juge des premières appellations, du juge majeur ordinaire de Carpentras et de l'avocat et procureur général du Pape dans le Venaissin pour examiner si le travail de M. de Saint Véran était conforme au texte latin original (258). Finalement le manuscrit fut remis à l'avocat Romette qui fut chargé de le revoir et d'en faire la compilation (259). L'entreprise se révéla laborieuse ; plusieurs assemblées, notamment les générales de 1782 et 1783, pressèrent le juriste d'achever son travail qui serait ensuite mis entre les mains des magistrats, ceux-ci devant en décider l'impression (260). L'impatience des *Etats* se comprend mieux si l'on songe à l'étroite connexion existant entre

(252) Arch. dép. de Vaucluse C4 2 fol. 303, 591, 594.

(253) Idem ibidem fol. 657.

(254) Le projet fut repris en 1893 par l'Académie de Vaucluse sur la proposition de M. DUHAMEL, archiviste départemental. Il devait cette fois aboutir.

(255) Arch. dép. de Vaucluse C 43 fol. 362.

(256) Idem ibidem fol. 487.

(257) Id. ib. fol. 701, C 44 fol. 167 v.

(258) Id. C 43 fol. 116 v.

(259) Id. ib. fol. 500.

(260) Id. C 44 fol. 155, 465, 670.

la traduction des statuts de la province et la confection d'une pratique judiciaire uniforme à tous les tribunaux comtadins, la réalisation de celle-ci dépendant de celle-là.

Enfin le sieur Cottier, premier Consul de Carpentras, intéressé par l'Histoire du Comtat, fit paraître un livre intitulé « *Notes historiques concernant les Recteurs du ci-devant Comté Venaissin* ». Il s'adressa aux Etats en les priant de consigner dans les archives du pays une copie de son manuscrit. L'Assemblée générale de 1788 réalisa son désir (261).

SECTION VII. — *Affaires diverses*

§ 1. — Défense des privilèges du pays

La constitution du pays venaissin reposait sur deux principes solidement établis :

- 1° le droit de former un état distinct et séparé de la ville d'Avignon, ce qui impliquait comme corollaire l'existence d'un recteur nommé par le Pape (262).
- 2° le privilège pour ses habitants d'être jugés par leurs juges naturels en première instance, connu sous le nom de « *Ne Comitatus extrahantur* » (263).

Or, pendant l'occupation française du Comtat (1768-1774) une grande partie de l'administration royale s'était substituée aux institutions pontificales. C'est ainsi que deux sénéchaussées l'une à Avignon, l'autre à Carpentras avaient remplacé les anciens tribunaux du pays (264). Le Souverain Pontife ayant recouvré sa province en 1774 les réformes françaises non abrogées se maintenaient cepen-

(261) Voir « *Notes historiques concernant les Recteurs du ci-devant Comté Venaissin* » recueillies par Charles COTTIER (op. cit.).

(262) Arch. dép. de Vaucluse C 41 fol. 425.

(263) Idem C 42 fol 172.

(264) Louis XV par un édit de Mars 1769 créait deux sénéchaussées dont l'une avait son siège à Avignon, l'autre à Carpentras.

1°. — la Sénéchaussée d'Avignon avait dans son ressort La Palud, Bollène, Barri, Rochegude, Ste Cécile, Mornas, La Garde-Paréol, Uchaux, Piolenc, Caderousse, Châteauneuf Calcernier, Bédarrides, Pont de Sorgues, Entraigues, Vedènes, St. Saturnin et tous les fiefs, villes et villages de la judicature de l'Isle.

La Sénéchaussée d'Avignon était composée d'un lieutenant général civil, d'un lieutenant général criminel, de quatre lieutenants, d'un avocat et d'un procureur du Roi, d'un greffier civil et criminel, de douze procureurs, d'un huissier audiencier et de six huissiers ordinaires. Ces offices étaient héréditaires et vénaux.

La Sénéchaussée connaissait par appel de tous les jugements et ordonnances des juges et viguiers, à l'exception du juge royal d'Avignon, et en première instance des causes des personnes privilégiées, des cas royaux et de toutes les causes qui ne sont point attribuées au juge royal et aux consuls. Elle connaissait également de toutes les contestations élevées au sujet de la perception des droits des fermes de la ville et à l'occasion de ses directes, des causes des docteurs et membres de l'Université. La juridiction de la voirie et les causes concernant le domaine dans la ville d'Avignon et son territoire étaient attribuées à la sénéchaussée.

dant. Force d'inertie ou accord tacite? Toujours est-il que les trois Ordres, fidèles gardiens de la constitution venaissine, élevèrent une voix autorisée en faveur du retour à l'état antérieur.

Cinq griefs étaient formulés par les représentants du pays à l'encontre des deux sénéchaussées:

- 1° la division du Comtat en deux tronçons dont l'un formait le ressort de la sénéchaussée d'Avignon;
- 2° la suppression des trois instances établies dans le Comtat, les affaires portées en première instance aux sénéchaussées ne trouvant dans le pays aucun tribunal d'appel supérieur;
- 3° l'inexistence « *de facto* » du Recteur;
- 4° leur substitution aux cours baronales en ce qui concerne la connaissance des causes soumissionnées (265);
- 5° leur intrusion dans les juridictions ecclésiastiques (266).

En outre les frais de justice, fort peu élevés sous la domination pontificale et subitement accrus depuis l'établissement des deux sièges de sénéchaussées, suscitaient un vif mécontentement. Les protestations des « *Etats* » furent vaines, les Comtadins durent attendre patiemment le recteur de leur pays au Saint-Siège (267).

Celui-ci réalisé, les trois ordres, le 14 Mai 1775, adressèrent simultanément des suppliques à Mgr. Vignoli, Evêque de Carpentras (268), à M. Valoris, syndic de la province qui séjournaient à Rome, au Cardinal Pallavicini Secrétaire d'Etat et à Mgr. Doria nonce à Paris en vue du rétablissement des anciennes juridictions ecclésiastiques et séculières « *seules analogues à nos constitutions* »

2°. — La Sénéchaussée de Carpentras avait dans son ressort tout le district de la judicature de Valréas et celui de Carpentras à l'exception des lieux de ces deux districts soumis à la Sénéchaussée d'Avignon.

Elle était composée d'un lieutenant général civil, d'un lieutenant général criminel, de trois lieutenants particuliers, d'un avocat et d'un procureur du Roi, d'un greffier civil et criminel, de douze procureurs, d'un huissier audientier et de six huissiers ordinaires.

Toutes ces charges étaient créées en titre d'office et héréditaires.

La Sénéchaussée de Carpentras ne pouvait connaître des matières attribuées à la chambre royale du domaine établie dans cette ville. Elle jouissait des mêmes juridiction, autorité et prérogatives que les autres sénéchaussées de Provence. Elle connaissait en première instance de toutes les causes de Carpentras, à l'exception de celles qui sont attribuées au juge royal et aux consuls.

Les causes purement personnelles, n'excédant pas 200 livres, pouvaient être jugées en dernier ressort dans les sénéchaussées d'Avignon et de Carpentras pourvu que trois juges au moins aient assisté au jugement.

— CHARPENNE, « *Réunions temporaires* », op. cit.

(265) C'est-à-dire de celles dont l'action provenait de l'obligation camérale (de l'obligation qui rend exigibles les droits de la Chambre Apostolique).

(266) Arch. dép. de Vaucluse C 41 fol. 325.

(267) Idem ibidem fol. 328.

(268) Jh. VIGNOLI né à Camerino en 1710, d'abord Evêque de San Severino, transféré à Carpentras le 12 Décembre 1757. Se rendit à Rome en 1772 où il demeura jusqu'en 1775. S'étant démis de l'Evêché de Carpentras, il fut nommé à celui de Forlì. Mort en 1785.

et de la suppression des sénéchaussées « *qui sont des tribunaux aussi étrangers que ruineux pour nos habitants rentrés depuis plus d'un an sous l'heureuse domination du Saint-Siège* » (269).

La constance des députés comtadins devait trouver sa récompense: le 4 Mars 1776, l'Assemblée ordinaire fit savoir aux Evêques de Cavaillon et de Vaison, à l'Elu de la noblesse, aux élus et coélus du Tiers ainsi qu'aux Consuls des communautés adjointes, et ainsi indirectement à tout le pays, l'heureuse nouvelle de la suppression des sénéchaussées et du rétablissement des anciennes juridictions (270).

Un requête analogue devait être présentée par les trois ordres au sujet du Tribunal de la Conservation d'Avignon. Celui-ci établi pendant l'occupation du pays par un édit du roi de Mai 1769 connaissait des affaires commerciales (271). L'Assemblée Générale, en 1777, introduisit une instance en Cour de Rome en vue de la suspension de la Conservation d'Avignon (272) qui, disait-elle, établie seulement pour Avignon violait le privilège « *ne Comitatus extra-hantur* » en attirant en première instance les habitants du Comtat. De plus cette juridiction qui ne devait avoir effet que sur les lettres de change entre marchands s'ingérait, selon elle, dans toutes les affaires touchant au commerce entre non commerçants (273). Les trois ordres demandaient donc le rajustement de la compétence de la Conservation d'Avignon sur celle des tribunaux similaires du royaume à l'image desquels elle avait été créée et pour les juges du

(269) Arch. dép. de Vaucluse C 41 fol. 696.

(270) Idem ibidem fol. 891.

(271) Voici cet édit : « *Les consuls d'Avignon assembleront incessamment les marchands ou fabricans de cette ville pour procéder à l'élection de quinze d'entre eux, qui, de concert avec les mêmes consuls, nommeront le juge conservateur et les deux juges consuls qui composeront dorénavant le Tribunal de la Conservation. Les quatre consuls de cette ville, et les trois juges nommés éliront douze des principaux marchands et fabricants, lesquels, réunis à ces mêmes juges, formeront le corps de la Conservation, auquel appartiendra à l'avenir l'élection du juge conservateur et des deux juges consuls.*

« *Les trois juges seront élus pour un an; ils pourront être confirmés pour une seconde année; leurs juridiction et prérogatives seront les mêmes que celles des juges consuls de Marseille et de Montpellier.*

... « *Il sera nommé annuellement deux juges suppléants qui seront appelés, suivant l'ordre de leur élection, à remplacer les juges empêchés, absents ou suspects.*

« *Il sera établi un greffier et deux offices d'huissiers audienciers près ce tribunal* ».

(CHAMBAUD « *Notice sur l'organisation judiciaire* », op. cit.).

D'après les ordonnances et les lois Françaises, la Conservation de Marseille et la Bourse de Montpellier connaissaient de tous les procès pour fait de marchandises entre marchands, leurs veuves et leurs facteurs. Ces tribunaux étaient également compétents sur les affaires concernant les billets de change entre marchands, les lettres de change faites de place en place entre toute sorte de personnes et des billets à ordre quand ils sont souscrits par des marchands, négociants ou banquiers pour fait de négoce.

(Arch. dép. de Vaucluse C 42 fol. 406).

(272) Idem C 42 fol. 172.

(273) Id. ibidem fol. 406.

Comtat la faculté de connaître consulairement des causes mercantiles sous les mêmes forme, taxe et avec la même célérité qu'elles pouvaient l'être dans les tribunaux de conservation.

Une difficulté fut soulevée à Rome où l'on représenta que le tribunal de la conservation d'Avignon paraissait avoir pour origine un règlement de Mgr. Nicolini de 1677 et non l'édit du roi de 1769 (274). Les « *Etats* » entreprirent de détruire cette assertion dans de minutieuses observations (275). Ils fournirent même une attestation du greffier substitut de la Cour de la Rectorie pour prouver que, du temps de l'occupation française et pendant l'existence de la Conservation d'Avignon, la Sénéchaussée de Carpentras connaissait des causes mercantiles en la même manière sommaire que les jugeait la Conservation d'Avignon (276).

Devant le peu de succès de leur démarche (277), les trois ordres eurent recours à la consultation de trois avocats aixois pour savoir si la réclamation de la province était fondée. Les juristes furent d'avis que les édits royaux attribuaient aux juridictions consulaires ou tribunaux de la conservation la connaissance des contestations entre marchands pour fait de marchandises, leurs veuves, facteurs, serviteurs et tous marchands procédant d'obligations, lettres de change, assurance, transport, novation de dettes, etc...; de même, à leur avis, ces tribunaux pouvaient juger les causes mercantiles relatives aux lettres de change payables de places en places et aux billets de change faits seulement entre marchands au sujet de commerce, gages, salaires et pensions des commissionnaires, facteurs ou serviteurs des marchands (278).

Cette consultation fut envoyée à Rome et transmise par l'agent de la province à Mgr. le secrétaire de la Sacrée Congrégation (279). Mais la ville d'Avignon avait dans la ville éternelle de puissants protecteurs; Célestini ne put, malgré ses démarches réitérées, obtenir du Cardinal Secrétaire d'Etat que cette affaire fut jugée canoniquement ou portée en pleine Congrégation (280). Aussi, en 1788, l'affaire traînait toujours en Cour de Rome et rien n'en laissait prévoir un prochain dénouement (281).

§ 2. — Réforme judiciaire

Les trois ordres cherchèrent à donner au Comtat une meilleure organisation judiciaire. Ils n'étaient pas sans avoir remarqué les longueurs que subissaient les parties dans les procès et la nécessité

(274) Arch. dép. de Vaucluse C 42 fol. 406.

(275) Idem ibidem fol. 550.

(276) Id. C 43 fol. 18 v.

(277) Id. ib. fol. 100.

(278) Id. ib. fol. 611.

(279) Id. C 44 fol. 142.

(280) Id. ibidem fol. 1.022 v.

(281) Id. C 45 fol. 1.067.

de doter les tribunaux compétents d'une « *pratique judiciaire uniforme* ».

L'Assemblée générale du 27 Avril 1780 pria donc l'avocat et procureur général du Pape en la province, l'avocat Romette, le Syndic et Trésorier du pays de dresser ce code de procédure et de le soumettre à l'Assemblée ordinaire (282). Cette entreprise, s'étant avérée plus longue et plus délicate qu'on ne l'avait d'abord prévue, l'assemblée générale, le 24 Avril 1787, prit une décision originale: elle résolut de consulter à ce sujet l'élite intellectuelle du pays. L'ouvrage fut mis au concours; les candidats devaient envoyer leur projet au syndic de la province avant le 31 Janvier 1788; deux médailles, l'une d'or d'une valeur de 600 livres, l'autre équivalente à 12 Louis, récompenseraient respectivement le lauréat et le titulaire de l'accessit. Les projets seraient examinés par un jury composé de députés qui fondrait en une synthèse les deux meilleures soumissions (283).

Plusieurs personnes s'empressèrent de concourir et six ouvrages furent envoyés. Le jury présenta son rapport à l'Assemblée générale le 24 Avril 1788. Sans toutefois adopter les systèmes proposés dans chaque thèse, il loua le zèle et les efforts de leurs auteurs. Sur sa proposition l'Assemblée décerna alors la médaille d'or à l'ouvrage N° 5 dont la devise était « *Nihil est civitati prestantius quam leges recte positae* » présenté par Bernardi de Monieux, avocat au parlement de Provence; l'accessit revint à Vincent Raphel, avocat à Carpentras pour son mémoire côté N° 6 « *Illuc non spe laudis sed boni publici amore ducti* ». Enfin la composition N° 3 « *Inter utrumque tene ovide* » obtint une mention honorable (284).

Le syndic présenta à l'assemblée générale le 18 Avril 1789 le travail du Comité chargé de la rédaction de la nouvelle « *pratique judiciaire* » (285); l'ouvrage était précédé d'un projet de réforme statutaire destiné à corriger les abus anciens et à en prévenir de nouveaux. Cela formait un tout dont les réformes statutaires étaient la base; la pratique qui les suivait était autant le développement des principes établis que la manière de les appliquer. Ce travail devait être soumis à l'Assemblée Générale de 1790.

La Révolution Française ne permit pas aux trois ordres de conclure leur réforme (286).

§ 3. — Notaires

L'Assemblée générale, saisie en 1782 par les notaires et greffiers du Comtat d'une demande d'augmentation de leur taxe, promit de

(282) Arch. dép. de Vaucluse C 43 fol. 115 v.

(283) Idem C 45 fol. 656.

(284) Id. ibidem fol. 1.018, 1.031 v; C 46 fol. 12.

(285) PONS, FLORET, COTTIER, RAPHEL, DEVILLARIO, ROMETTE et BERNARDI œuvrèrent pour donner le jour à la nouvelle pratique judiciaire.

(286) Arch. dép. de Vaucluse C 41 fol. 289 v.

la prendre en considération (287). Mais, tout en reconnaissant la justice d'un tel recours, l'assemblée extraordinaire le 19 Juin 1786 décida que les taxes étant essentiellement liées au projet de pratique judiciaire, la formation de celui-ci devait nécessairement précéder l'élément de celles-là (288).

La même assemblée extraordinaire, ayant constaté l'importance de l'état de notaire dont dépendaient le plus souvent le repos et la fortune des familles, délibéra de n'en confier l'exercice qu'à des personnes alliant à la naissance les talents et la probité (289). En conséquence l'assemblée demanda au Pape la création d'offices héréditaires dans le Comtat dont les titulaires seraient choisis parmi les notaires du moment jugés les plus dignes de les occuper; et, au cas où ces offices viendraient à être vacants, l'obligation pour les héritiers de les vendre seulement à des personnes issues d'une famille honnête, jouissant effectivement de biens fonds d'une valeur minima de 12.000 livres et exemptes de dettes (290).

Mais cette initiative des trois ordres devait se heurter à une sérieuse opposition des notaires comtadins (291). Aussi l'Assemblée Générale, le 25 Avril 1788, renonça au projet d'offices héréditaires et pria simplement Sa Sainteté de déclarer par un Bref ou Motu proprio:

1° que dorénavant toute personne dont le père n'était pas notaire et qui postulerait le notariat, en plus des dispositions portées par les rescrits de la Sacrée Congrégation de 1735, serait tenue de posséder en propre en biens fonds urbains et ruraux et non en capitaux de pensions, prix de Cabinet de notaire et autres un patrimoine libre de toutes dettes d'une valeur de 12.000 livres, aucun cautionnement de la totalité ou de partie de cette somme ne pouvant suppléer ce patrimoine pour quelque cause que ce soit;

2° que les fils de notaires agrégés ou non au collège de Carpentras voulant accéder au notariat, en plus des dispositions de ce même rescrit de 1735, devraient posséder un patrimoine libre de dettes équivalant à 6.000 livres assuré sur des biens urbains et ruraux et non en capitaux de pension; qu'il serait permis au père de cautionner cette somme pour son fils, mais seulement pendant sa vie; à sa mort le fonds de ce patrimoine serait délivré par l'héritier au fils reçu notaire, à défaut de quoi celui-ci ne pourrait plus exercer sa fonction. La remise de ce patrimoine devrait être faite au fils dans le cas de séparation volontaire entre le père et le fils et en cas de non remise il y aurait également lieu à l'interdiction du notaire qui se trouverait de ce fait sans domicile réel (292);

(287) Arch. dép. de Vaucluse C 44 fol. 170.

(288) Idem C 45 fol. 326.

(289) Dans le Comtat le notariat était un privilège personnel.

(290) Arch. dép. de Vaucluse C 45 fol. 326.

(291) Idem, fol. 1.026.

(292) *Responsabilité notariale.*

3° pour que cette loi ne fût pas éludée, Sa Sainteté serait priée d'ordonner que les patrimoines des notaires fussent publiés et affichés au chef-lieu de la judicature et dans la ville ou lieu du domicile de l'aspirant pendant trois fois consécutives de huitaine en huitaine afin que ceux qui auraient des créances sur les biens de l'aspirant pussent les faire valoir; à défaut de quoi, qu'il fût ordonné que le public, au préjudice même des créanciers antérieurs qui n'auraient pas fait valoir leur hypothèque, ait une préférence sur ce patrimoine à raison des délits qui pourraient être commis dans l'exercice du notariat;

4° que dorénavant tout aspirant au notariat dont le père n'aurait pas été notaire serait tenu, outre le patrimoine, de payer un droit d'admission au notariat double de ce qui était versé à ce moment-là; quant aux fils de maîtres de Carpentras agrégés au collège et aux fils de notaires non agrégés habitant Carpentras et le Comtat, il n'y aurait aucune augmentation ni innovation (293)

Mais en dépit de laborieuses négociations, aucun résultat tangible n'était acquis en 1789 (294).

§ 4. — Archives publiques

Le Pape Pie VI, informé des préjudices considérables occasionnés dans Avignon et le Comtat par la négligence et même la rouerie des notaires, songea aux moyens de conserver les contrats et autres écritures qui assuraient la foi publique. Il ordonna donc par l'intermédiaire du Cardinal Boncompagni, Secrétaire d'Etat, la création à Carpentras, Avignon, L'Isle et Cavaillon d'archives publiques où seraient déposés et conservés tous les actes passés ou reçus par les notaires avignonnais et comtadins (1787). Un projet de règlement très détaillé en trente huit articles fut envoyé de Rome au vice-légat Casoni (295).

Mais l'Assemblée générale, dès qu'elle eut connaissance du projet et se souvenant qu'une semblable tentative avait été rejetée en 1692 par la Cour de Rome (296) fit rédiger des observations qui déclaraient le projet: 1°) contraire à la disposition du droit et opposé aux statuts et privilèges de la province; 2°) préjudiciable au public en général et aux communautés; 3°) dangereux enfin dans ses conséquences: crainte d'un archiviste de mauvaise foi, danger que les comtadins ne s'adressassent à des notaires français, risque de compromettre le commerce, etc... (297).

(293) Arch. dép. de Vaucluse C 45 fol. 1.026.

(294) Idem C 45 fol 259 v. 579.

(295) Id. C 61 « *Règlement concernant les archives publiques que l'on se propose d'établir dans le Comté Venaissin* ».

(296) Id. C 45 fol. 659.

(297) Id. C 45 fol. 1.069 v.

Le syndic du pays transmet ces observations au vice-légat (298) qui ne sembla pas les accueillir bien favorablement (299). Rien ne nous permet cependant d'affirmer la réalisation du projet.

§ 5. — Les Juifs

Nombreux dans les possessions pontificales, les juifs avaient maintes fois attiré l'attention des Etats (300). Ils formaient encore au XVIII^e siècle, répartis dans les diverses *carrières* (301) du pays Avignon, Carpentras, Cavaillon et l'Isle, une espèce de caste nettement différenciée du reste de la population.

Selon les règlements en vigueur, les juifs ne pouvaient exercer que deux métiers : le prêt d'argent et la friperie. Ils avaient la faculté de prêter leur argent au taux fixé par les pouvoirs publics, 9 % au XVIII^e siècle, soit 2 % de plus que l'intérêt légal des chrétiens. Cependant, en dehors du négoce de l'argent et de la friperie, les juifs faisaient aussi illégalement le trafic des chevaux et des mulets, le colportage de la draperie, des toiles, des dentelles, de la soierie, des bijoux et des parfums, quelquefois même le commerce du blé, du vin et de l'huile. La plupart de leur activité s'exerçait dans les provinces limitrophes : Vivarais, Dauphiné, Languedoc surtout.

Les communautés juives du Comtat s'administraient librement. Elles étaient régies par leurs statuts ou *escamots* approuvés par le Recteur. Chaque carrière avait ses officiers renouvelés annuellement. Les chefs de famille étaient divisés en trois « *main*s » ou classes selon l'importance de leur fortune. A Carpentras, vers 1785, la première main fournissait le baylon, l'assistant, le trésorier, un auditeur des comptes et deux conseillers. Le système électoral reposait sur le sort. Ces magistrats, à la fois délibérants et exécutants, réglaient les affaires de la carrière.

L'organisation financière des juifs du Comtat reposa jusqu'au XVIII^e siècle sur le système du « *manifest* » ou déclaration sous serment des capitaux, revenus et créances, avec défalcation du passif. Cette déclaration était contrôlée par les officiers de la carrière; le total net était alors frappé d'une taille. En 1723 la carrière de Carpentras substitua au manifest un impôt progressif de 1 %, 1 1/2 %, 2 % selon l'importance du capital que chaque juif, après avoir estimé lui-même ses biens, versait annuellement en prê-

(298) Arch. dép. de Vaucluse C 46 fol. 21 v.

(299) Idem C 60 « *Lettre de CASONI, Avignon 7 décembre 1787, à COLLET, Syndic* ».

(300) J. GIRARD « *Les Etats du Comté Venaissin* »... op. cit. p. 207.

(301) Anciennement quartiers ou rues réservées aux juifs (en provençal le mot *carrière* signifie rue). On appela ainsi les villes où pouvaient résider les juifs. En 1787 ces quatre carrières renfermaient moins de deux mille juifs: la moitié à Carpentras, 400 à Avignon, 350 à l'Isle et 200 à Cavaillon.

tant le serment de l'*Herem de Coulbo*. Les autres carrières, Avignon en 1725, l'Isle et Cavaillon en 1733 adoptèrent le système carpen-trassien (302).

Ce peuple vivait donc plus ou moins à l'écart et ses rapports avec les chrétiens étaient soumis à des règles spéciales : « *la jurisprudence particulière suivie par les tribunaux à l'égard des juifs était basée sur la loi mosaïque mais lorsqu'il se présentait des cas que cette loi n'avait pas prévus, le juge les décidait d'après les dispositions de la loi romaine. On pouvait entendre les chrétiens comme témoins dans les procès civils et criminels entre des juifs; mais les lois canoniques ne permettaient pas d'admettre les dépositions des juifs en faveur de leurs coreligionnaires contre les chrétiens. Lorsque dans les procès civils ou criminels, on recourait au témoignage des juifs, on exigeait d'eux un serment particulier avec imprécation appelé le serment de l'Herem de Coulbo (303). La formule de ce serment remontait au XIV^e siècle : « Voici comment il se prêtait : « Le juge chargé d'instruire le procès se rendait avec un greffier dans la synagogue, parties présentes ou dûment appelées. Le rabbin sortait le texte de la loi de Moïse, le mettait entre les mains du juif que le magistrat voulait interroger et prononçait les imprécations suivantes que son coreligionnaire devait répéter mot à mot: Je jure devant Dieu qui a créé le ciel et la terre, monts et rochers, verdure et tout ce qui existe par sa puissance et si je jure le contraire de la vérité, je veux que Dieu fasse pleuvoir sur moi du soufre et du goudron, comme il a plu sur Sodome et Gomorre; — et si je jure le contraire, que je devienne lépreux comme Marie, sœur de Moïse; — et si je jure le contraire, que je sois perclus de tous mes membres, que mon sang sorte de mon corps, et qu'en étant sorti, mon dit corps soit privé pour toujours de la sépulture; — et si je jure le contraire, que je sois damné et que je n'aie jamais dans le sein d'Abraham » (304).*

Après avoir répété toutes les imprécations prononcées par le rabbin, le juif était interrogé par le juge, et le tout consigné dans le procès-verbal dressé par le greffier. Ce serment était prêté dans la synagogue et souvent ordonné par les tribunaux de France qui obtenaient du vice-légat ou du recteur du Comtat des commissions rogatoires.

Cependant, depuis près de quatre siècles que la prestation de ce serment se pratiquait, des abus s'étaient produits ayant leur source dans la superstition des juifs qui préféraient se faire condamner sans preuve et sacrifier ce qu'on leur demandait plutôt que d'accep-

(302) H. CHOBOUT « *Les juifs d'Avignon et du Comtat...* » op. cit.

(303) CHARPENNE « *Histoire des réunions temporaires* », Tome II, p. 380.
— L'Herem de Coulbo fut imposé aux juifs par le concile d'Avignon de 1337.
P. PREVOT « *A travers les carrières des juifs d'Avignon* ».

(304) CHARPENNE « *Histoire des réunions temporaires...* » op. cit. p. 380-381.

ter de prêter ce serment car ils s'imaginaient que ceux qui les entendaient, même pour les causes les plus justes et pour attester les faits les plus vrais, étaient frappés de mort avant la fin de l'année et encouraient les malédictions célestes.

Pour faire cesser de telles pratiques, le Cardinal Durini alors pro-légat Gouverneur général d'Avignon et du Comté Venaissin, sur une requête que lui avaient adressée les baylons des carrières de l'enclave pontificale, prit un règlement le 7 Mars 1775 par lequel « *les juifs et juives des quatre carrières d'Avignon et du Venaissin ne pourront être forcés ou contraints d'entendre les imprécations et anathèmes appelés l'Herem de Coulbo si ce n'est dans des cas extraordinaires et infiniment graves et lorsqu'on aura acquis une demi-preuve contre eux* » (305). Ce même règlement interdisait à tous les juges et magistrats d'Avignon et du Comtat de « *prononcer aucun jugement définitif ou interlocutoire* » pour obliger les juifs à entendre ces anathèmes sous peine de nullité (306).

Mais le seigneur de Sobiratz déclara à l'Assemblée le 28 Avril 1775 que les baylons des juifs des carrières du Comtat avaient surpris la religion de Mgr. Durini et que l'ordonnance prise par ce dernier dispensant les juifs de l'*Herem de Coulbo* était en contradiction flagrante avec les conventions de 1630 (307). De plus le règlement présidentiel avantageait singulièrement les juifs par rapport aux chrétiens qui étaient obligés de jurer à toute réquisition des parties. L'Assemblée rappela alors aux baylons présents les engagements pris par leurs auteurs en 1630. Les baylons promirent de se soumettre à toutes les exigences qu'on leur imposerait, mais sollicitèrent l'autorisation de produire un mémoire où ils exposeraient les raisons qui les avaient poussés à demander l'ordonnance (308). Ce mémoire, présenté à l'Assemblée ordinaire le 2 Juin 1775 (309), fut rejeté par cette assemblée le 1^{er} Octobre de la même année (310). L'Assemblée du 28 Janvier 1776 renouvela les dispositions précédemment prises concernant l'ordonnance du 7 Mars 1775 et chargea de Sobiratz de se rendre en Avignon auprès du président pro-légat et obtenir le rapport de son ordonnance « *destructive des droits et privilèges du pais et notamment des expédiens de 1630* » (311).

(305) Arch. dép. de Vaucluse C 41 fol. 593.

(306) Idem Ibidem.

(307) Voici le quatrième chef des « *Expédiens et tempéraments pris par la province du Comté Venaissin en 1630* ». « *Qu'il soit permis aux débiteurs de faire jurer les juifs selon leur loi et l'intention de la justice sur les excès, abus et autres choses qui seront faites par eux, nonobstant qu'il s'agisse de contrats jurés en leur faveur et tous autres droits et choses faisant au contraire* ».

Arch. dép. de Vaucluse C 41 fol. 975.

(308) Idem ibidem C 41 fol. 651.

(309) Id. ibidem fol. 777.

(310) Id. ib. fol. 845.

(311) Id. ib. fol. 872.

Devant les démarches réitérées des trois ordres, Mgr. Durini abrogea son règlement du 24 Avril 1776 (312).

Un autre sujet amena les « *Etats* » à intervenir contre les juifs : ce fut l'affaire du chapeau jaune. De tout temps les juifs résidant en Venaissin furent contraints par les Souverains Pontifes à porter un signe distinctif pour éviter leur confusion avec les chrétiens (313).

C'était en l'occurrence un chapeau ou bonnet de couleur jaune. Les juifs essayèrent par tous les moyens de se soustraire à cette humiliante prescription : ils ne portèrent pas un chapeau entièrement jaune, mais un chapeau noir avec une pièce d'étoffe sur la calotte ; ils élevèrent les ailes noires de leur chapeau pour cacher la pièce jaune ; ils portèrent une pièce d'étoffe rouge, grise ou blanche qui n'était quelquefois qu'un vulgaire morceau de papier attaché avec des épingles pour pouvoir être plus facilement détaché (314).

Cependant, non satisfaits de tourner ainsi la loi, les juifs demandèrent que leur conduite fut reconnue en droit (315). Les trois ordres le 12 Juillet 1775 renfermèrent alors dans un mémoire leur opinion sur la manière d'agir des juifs du Comtat et l'envoyèrent à Rome (316). Leur intervention devait aboutir : le renouvellement de l'Edit du Saint Office touchant les juifs arriva à Carpentras le 6 Septembre 1776 et fut communiqué par le syndic à l'Assemblée ordinaire le 20 Novembre de la même année. L'article XX de l'édit stipulait que Sa Sainteté, adhérant non seulement à la Bulle de Paul IV renouvelée par Pie V, mais spécialement au Bref de Clément VII du 13 Juin 1515, ordonnait que les juifs des deux sexes habitant ou devant habiter Avignon, Carpentras ou le Comtat ou qui y arriveraient de quelque lieu ou province qu'ils vinssent, seraient obligés de porter la marque de couleur jaune toujours, en tout temps et en tout lieu, les hommes portant le chapeau entièrement jaune sans aucun voile ou bande par-dessus, les femmes la marque jaune sur la tête. Quant à l'article XXI, il disait qu'à l'avenir on ne tiendrait pas compte d'aucune dérogation accordée aux juifs sur le contenu du présent article par quelque tribunal ou personne de n'importe quelle dignité, grade, office ou prééminence qu'elle pût être, vice-légat, Evêque, majordomes du Sacré Palais Apostolique, Cardinal, Légat ou Camerlingue de la Sainte Eglise (317).

(312) Arch. dép. de Vaucluse C 41 fol. 956.

(313) Idem C 42 fol. 11 v. PIE II dans sa bulle de Mantoue du 5 Janvier 1459 ; CLEMENT VII dans sa Constitution du 23 Juin 1525, PAUL IV dans sa Constitution du 12 Juillet 1555, PIE V. dans sa Constitution du 19 Avril 1566.

(314) Id. ibidem fol. 11 v.

(315) Id. ib. fol. 8.

(316) Id. ib. fol. 11 v.

(317) Id. ib. fol. 81.

Cependant les trois ordres ne se montrèrent jamais sectaires à l'égard des juifs. Bien au contraire lorsque ceux-ci méritaient une protection, ils n'hésitèrent pas à la leur accorder. C'est ainsi que l'Assemblée générale le 25 Avril 1782, à laquelle les juifs avaient présenté une supplique, reconnaissant la justesse de leur demande, promit de s'intéresser à leur cas.

Les juifs se plaignaient des préjudices qu'ils avaient déjà subis et qu'ils ne manqueraient pas de subir à l'avenir à raison des prêts d'argent qu'ils faisaient aux chrétiens s'il n'était pas porté quelque adoucissement à la constitution de Clément VII du 15 Août 1524. Celle-ci interdisait aux juifs de prendre hypothèque sur les biens de leurs débiteurs chrétiens, limitait leurs gages aux meubles et aux revenus des immeubles et frappait les créances juives d'une prescription décennale. De plus la constitution clémentine empêchait les israélites de se pourvoir par l'action du « *Salvian interdict* » contre les tiers fermiers des biens de leurs débiteurs chrétiens (318). « *L'interdictum salvianum* » était donné au bailleur de fonds ruraux non payé contre son fermier pour se mettre en possession des « *invecta et illata* », des meubles apportés sur le bien affermé pour l'exploiter. Or les juifs n'ayant pas le droit de posséder des biens fonds se voyaient interdire l'exercice de cette procédure.

Mais, somme toute, en dépit de tout ce déploiement législatif, les juifs menaient dans les états pontificaux de France, une existence relativement paisible.

§ 6. — Les Congrégations et les biens de mainmorte

Les acquisitions des congrégations dans le Comté Venaissin attirèrent bien souvent l'attention des trois ordres. Plusieurs inconvénients résultaient en effet de la « *mainmorte* » pour le public :

1° Ces biens devenaient exempts de tailles dont le poids retombait sur le reste des citoyens ; 2° La possession de ces richesses, ainsi soustraites à la circulation économique, n'était plus permise aux Comtadins. Enfin la « *mainmorte* » entraînait la suppression du casuel seigneurial.

Déjà, à la fin du XV^e siècle, le Pape Sixte IV, pour remédier à de tels désagréments, avait, dans sa constitution de 1474, apporté certaines restrictions à l'accumulation des biens fonciers dans le patrimoine des corps religieux :

1° « *Que personne n'osât, en quelque manière que ce soit, vendre ou échanger des possessions, censes et rentes ou les échanger dans l'étendue du Comté Venaissin ou du territoire de la ville d'Avignon aux dits Chartreux ou Célestins par quelque contrat que ce fût soit directement soit par le moyen d'un autre metteur autrement que par testament, donation ou pieuse largesse* ».

(318) Arch. dép. de Vaucluse C 44 fol. 187.

2° « *Que lesdits religieux Chartreux ou Célestins ne pourraient acquérir si auparavant ils n'en avaient obtenu la permission des Conseils de la ville d'Avignon et des Conseils et Syndics des villes et lieux du Comtat, le tout sous peine de nullité d'un tel contrat et de 500 ducats pour chaque contravention* » (319).

Les Etats du Venaissin firent de cette constitution un chef particulier des statuts du pays. Cependant elle ne fut pas respectée : Célestins, Chartreux et autres communautés religieuses continuèrent leur politique que l'Edit du Roi de 1749, défendant à toute mainmorte de France de ne faire aucune acquisition quelconque dans le royaume venait singulièrement favoriser (320).

L'alarme fut alors donnée par les consuls qui attirèrent l'attention de l'Assemblée Générale sur une affaire aussi importante. Celle-ci invita les magistrats municipaux à faire parvenir au Syndic un état des acquisitions faites par les corps religieux dans leur territoire respectif depuis les trente dernières années (321). Le nombre des réponses fut si infime que le problème fut soulevé à l'Assemblée générale de 1780 qui chargea le syndic d'insister auprès des consuls de toutes les communautés comtadines pour avoir les preuves des acquisitions des corps religieux dans l'étendue de leur territoire au cours des trente dernières années et ceci dans un délai de deux mois, faute de quoi la province formerait un recours à Rome pour obtenir du Pape la confirmation de la bulle de Sixte IV (322). Mais l'Assemblée ordinaire, le 2 Décembre de la même année, devant la mauvaise volonté évidente de certains consuls pria le syndic de dresser un mémoire relatif à ces acquisitions multipliées dans le Comtat (323). Ce mémoire présenté à l'Assemblée ordinaire le 16 Décembre 1780 (324) fut envoyé à Sa Sainteté (325). L'affaire

(319) Arch. dép. de Vaucluse C 43 fol. 367.

(320) Idem ibidem.

(321) Id. C 42 fol. 276 v.

(322) Id. C 43 fol. 111.

(323) Id. ibidem fol. 359 v.

(324) Ce mémoire contenait le tableau suivant :

1° Dans le territoire de la communauté de Saumane, un corps religieux possède quatre domaines.

2° Dans le territoire de la communauté de Bouschet, le collège St. Nicolas a acquis depuis 30 ans un bien fonds jusqu'à 19.869 livres tournois.

5° Dans le territoire de la communauté de l'Isle, des corps religieux ont acquis ont acquis depuis 30 ans un bien fonds jusqu'à 11.686 livres tournois et les Pères Chartreux du couvent de Bompas ont acquis un bien considérable.

4° Dans le territoire de la communauté de Valréas, une communauté de religieuses a acquis un bien fonds depuis moins de 30 ans jusqu'à 40.168 livres 13 sols 10 deniers tournois.

5° Dans le territoire de la communauté de l'Isle des corps religieux ont acquis un bien fonds depuis moins de 30 ans jusqu'à 3.941 livres 17 sols tournois et les pères des écoles gratuites ont acquis pour leur maison de Rouen en France un domaine de 40 salmées.

6° Dans le territoire de la communauté du Thor.

7° Dans le territoire de la communauté de Loriol.

8° Dans le territoire de la communauté de Bollène.

Idem, ib. fol. 367.

(325) Id. ib. fol. 367.

traîna en Cour de Rome (326). Des informations demandées au vice-légat, à l'archevêque d'Avignon et à l'évêque de Carpentras (327), il ressortit que l'instance était juste, mais comme il s'agissait d'une affaire très délicate ne devant pas être ébruitée, le Secrétaire d'Etat imagina de faire nommer une Congrégation de trois cardinaux pour l'examiner et pour la décider (328).

La Révolution française survint là-dessus.

§ 7. — Maréchaussée

Une contestation s'éleva entre les trois ordres et la maréchaussée cantonnée dans le Comtat et Avignon à propos d'une demande d'augmentation de paye présentée par ce corps en 1781 (329). L'Assemblée ordinaire (19 Mai 1781), avant de rien décider, pressentit les consuls d'Avignon pour connaître leur avis et à cet effet leur députa le marquis d'Aubignan, élu des feudataires et M. d'Inguibert, second consul de Carpentras (330). Les édiles avignonnais ne s'étant pas montrés favorables à l'augmentation de solde, l'Assemblée Générale de 1782 rejeta la requête de la maréchaussée (331). Celle-ci, mécontente, fit appel à la Sacrée Congrégation d'Avignon à Rome qui s'informa auprès du Vice-Légat. Les trois ordres, convaincus qu'une telle instance n'était pas juste, firent tous leurs efforts pour l'empêcher d'aboutir (332), la maréchaussée du Comtat réclamant l'alignement de son salaire sur celui de la maréchaussée du royaume (333). Aussi, en 1786, en dépit de l'avis favorable du Vice-Légat, les « *Etats* » pouvaient se flatter d'avoir empêché ou tout au moins modéré la supplique du corps des cavaliers de la maréchaussée (334).

Bien plus l'Assemblée Générale de 1790 réclamait au Vice-Légat, pour des raisons d'économie, le licenciement de la maréchaussée de renforcement établie depuis peu à Carpentras (335).

(326) Arch. dép. de Vaucluse C 44 fol. 140.

(327) Idem ibidem fol. 1.000 v.

(328) Id. C 45 fol. 1.067.

(329) Id. C 43 fol. 509.

(330) Id. ibidem fol. 596.

(331) Id. C 44 fol. 153.

(332) Id. C 45 fol. 973.

(333) Id. ibidem fol. 1.034.

(334) Id. ib. fol. 1.068.

(335) Id. C 46 fol. 576.

TROISIEME PARTIE

LES TROIS ORDRES
ET LA FRANCE

CHAPITRE I

LE PRIVILEGE DE REGNICOLE

Sa situation géographique, son exiguité, ses faibles moyens de défense entraînaient immanquablement une sorte d'assujettissement moral de l'Etat pontifical au royaume de France. En outre Comtadins et Avignonnais, français de cœur et de mœurs, étaient passés sous la domination du Saint-Siège plus par contingence politique que par aspiration véritable.

Les relations politiques entre les deux pays se trouvaient naturellement influencées par cette promiscuité et cette commune origine.

François I^{er} fut le premier à reconnaître digne d'intérêt la condition particulière des pontificaux et à faciliter leurs relations avec leurs frères de France. Il est vrai que par là il payait une dette de reconnaissance: le vainqueur de Marignan qui luttait contre l'empereur Charles V occupa le Comtat avec son armée et, malgré les dommages causés au pays par le passage des troupes françaises, Comtadins et Avignonnais lui offrirent, en Septembre 1543, un présent de 1.000 écus d'or. L'année suivante, le Roi de France ayant des besoins d'argent pour sa marine, les mêmes habitants lui remirent 25.000 livres tournois dont ils refusèrent le remboursement et les intérêts; enfin ils lui fournirent encore 25.000 écus. Aussi François I^{er} reconnaissant expédia de Sainte Menehould en Septembre 1543 des lettres patentes, confirmées à Paris l'année suivante, qui faisaient des Comtadins et Avignonnais les égaux de ses sujets. Et depuis, à son avènement, chaque souverain confirma et précisa l'initiative de leur ancêtre: Charles IX en Septembre 1569, Henri III en Mai 1588, Henri IV en Mai 1599, Louis XIII en Mars 1611, Louis XIV en Décembre 1644, enfin Louis XV en Novembre 1716 (1).

Ce privilège de Régnicole permettait aux Comtadins et Avignonnais de posséder et d'acquérir dans le royaume toutes sortes de biens meubles et immeubles, d'en jouir et disposer par donation ou testament; leurs héritiers ou ayants-cause pouvaient y succéder et en disposer sans payer un droit d'aubaine; ils avaient la possibilité de « *tenir, exercer et posséder* » en France tous les Offices, bénéfices, états, dignités, charges et commissions dont ils étaient pourvus. Faculté leur était donnée d'habiter, résider, élire domicile dans le royaume sans acquitter des droits de traite foraine, de bénéficier

(1) Arch. dép. de Vaucluse C 41 fol. 746 « *Mémoire présenté au Comte de VERGENNES Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères de France pour les Comtadins relativement à leurs privilèges* ».

de tous les privilèges, exemptions, franchises, libertés dont jouissaient les sujets du roi.

D'autres avantages leur étaient accordés: exemption des droits forains, de l'écu pour tonneau pour les blés, le vin, fromage, poissons, huiles et autres vivres nécessaires à la provision des familles, les fruits et denrées « *du creu de leurs terres, seigneuries et possessions situés dans le royaume* » et portées dans l'enclave; exemption encore des droits de rêve, haut passage pour les fruits et denrées ci-dessus spécifiés et pour toute marchandise en général expédiée de France dans le Comtat.

Enfin, dans l'étendue du territoire pontifical, les notaires apostoliques étaient investis des mêmes pouvoirs que leurs confrères royaux et les contrats reçus par eux « *portent du jour de leur date hypothèque contre ceux qui, par les dits contracts, auront soumis leurs biens situés dans le royaume* » (2).

On comprend donc l'intérêt porté par les pontificaux à leurs privilèges de regnicole, grâce auquel certains de leurs compatriotes avaient occupé en France les plus hautes fonctions dans l'Eglise, la magistrature et l'Armée.

Aussi, en cette année de grâce 1774 au cours de laquelle un nouveau monarque était monté sur le trône de France, les « *Etats* » du Venaissin, gardiens fidèles de la constitution et des privilèges de la province, s'empressèrent-ils de demander la confirmation de ces derniers, selon la tradition à chaque début de règne.

Le 24 Mai, l'Assemblée ordinaire en sollicitait officiellement le renouvellement. Le 3 Août, l'Assemblée Générale déléguait à cet effet auprès de Louis XVI le Marquis de Seytre-Caumont (3) auquel fut adjoint M. Valoris (4). La même assemblée demanda leur bienveillante intervention à Mgr. Pallavicini, Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté (5), au Cardinal de Bernis ambassadeur de Sa Majesté Très Chrétienne à Rome (6) et au Comte de Vergennes (7) Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères de France. D'autres personnalités furent également priées d'appuyer la mission de M. de Caumont notamment Mgr. Doria nonce apostolique à Paris (8), le marquis de Rochechouart, Lieutenant Général des Armées du Roi, le Comte de Modène, Gentilhomme de son Altesse Royale (9) et l'abbé Very ancien auditeur de Rote (10).

(2) Arch. dép. de Vaucluse C 41 fol. 360.

(3) Idem ibidem fol. 348.

(4) Id. ib. fol. 803.

(5) Id. ib. fol. 355.

(6) Id. ib. fol. 356.

(7) Id. ib. fol. 357.

(8) Id. ib. fol. 428.

(9) Id. ib.

(10) Id. ib. fol. 429.

En dépit d'aussi puissantes recommandations pour une instance qui paraissait a priori n'être qu'une simple formalité, il fallut négocier. La France cherchait à exploiter au maximum sa concession. Des difficultés surgirent à propos de la clause « *comme ils en ont joui sous le précédent règne* » exigée par les Français (11) et que les trois ordres jugeaient inadmissible car, disaient-ils, « *il s'agit-là de nouveautés, présentant des doutes et qui sont toujours interprétées en faveur du plus fort* » (12).

Enfin l'accord se fit et, le 27 Décembre 1774, le Marquis de Caumont annonçait aux « *Etats* » que la confirmation par Louis XVI des privilèges du pays était acquise (13). Elle fut réalisée par l'arrêt du Conseil des Dépêches du 1^{er} Janvier 1775 (14).

Le 13 Janvier, les trois ordres firent chanter un *Te Deum* pour la conservation des jours de Louis XVI et pour le remercier de sa bienveillante sollicitude (15). Enfin les « *Etats* » décidèrent de faire enregistrer les lettres patentes dans les Cours souveraines de la capitale (Parlement et Chambre des comptes) et, dès qu'ils en auraient reçu l'expédition, de le faire aussi à Toulouse, Grenoble, Aix et même à la Cour des Aides de Montpellier qui était immédiatement voisine de la province (16).

Cette cérémonie venait de se dérouler pour la dernière fois. La Révolution balaya et les Bourbons et l'enclave pontificale. Une ère nouvelle commençait pour les Avignonnais et les Comtadins.

CHAPITRE II

LES ETATS GENERAUX ET LA REUNION DU COMTAT A LA FRANCE

Les affaires de France n'avaient pas laissé indifférents les pontificaux enclavés qui suivaient au contraire avec la plus grande attention le déroulement des événements: Necker avait accepté le pouvoir en 1788 à la condition que les Etats-Généraux seraient convoqués. L'ordonnance de convocation parut le 24 Janvier 1789 et la date de réunion fut fixée au 1^{er} Mai 1789.

(11) Arch. dép. de Vaucluse C 41 fol. 481.

(12) Idem ibidem fol. 494.

(13) Id. ib. fol. 509, 512.

(14) Id. ib. fol. 510 et C 56 Correspondance. Lettre de SEYTRE-CAUMONT 1^{er} Janvier 1775. Le Conseil des Dépêches était ainsi composé: Le garde des sceaux, le Maréchal de SOUBISE, le Comte de MAUREPAS, le duc de la VRILLERE, M. d'AGUESSEAU, M^e BERTHIER DE SAUVIGNY, M. BERTIN, M. JOLY DE FLEURY, M. DE SARTINE, M. le Comte DE MUN, M. le Comte de VERGENNES, M. TURGOT.

(15) Id. C 41 fol. 504, Assemblée ordinaire 9 Janvier 1775.

(16) Id. ib. fol. 513 v.

L'Assemblée Générale Comtadine, le 18 Avril 1789, pria le cardinal Ministre de veiller à ce qu'il ne fût porté aucune atteinte aux privilèges, franchises, libertés et exemptions dont jouissait la province (17). Le 24 Avril, messire Jean François Ducros, prêtre archiépiscopal du collège de Carpentras, qui se trouvait à Paris fut nommé agent de la province en cette même ville avec les pouvoirs les plus étendus (18).

Les Etats Généraux du royaume s'ouvrirent à Versailles le 5 Mai 1789. Le 17 Juin, les députés du Tiers auxquels s'étaient joints individuellement un grand nombre de membres du clergé et de la Noblesse se proclamèrent Assemblée Nationale. Le roi, irrité, ayant fait fermer la salle des séances, les députés se réunirent alors dans la salle du Jeu de Paume et jurèrent de ne pas se séparer avant d'avoir donné une constitution à la France (20 Juin). Louis XVI céda et, le 27 Juin, ordonna à la Noblesse et au Clergé de se réunir au Tiers Etat: le 9 Juillet, l'Assemblée Nationale se nommait Assemblée Nationale Constituante. Le premier travail de celle-ci fut de dépouiller les cahiers présentés par les trois ordres; ceux du Tiers renfermaient les vœux de la majorité de la nation et, dans la nuit du 4 Août, l'Assemblée vota l'abolition des droits féodaux et des privilèges.

Cependant des nouvelles aussi excitantes étaient parvenues dans le Comtat et suffirent à amener un revirement des trois ordres qui, le 18 Avril, s'étaient montrés assez conservateurs.

Le Conseil de la Communauté de Sarrians ayant demandé par l'organe de son premier consul et de son secrétaire à l'Assemblée extraordinaire du 1^{er} Septembre la convocation d'une assemblée de toutes les communautés du Comté, les députés réservèrent la décision à l'Assemblée Générale (19). Celle-ci, réunie le 14 du même mois et saisie des requêtes de plusieurs communautés, Pernes (20), Taillades (21), Cabrières (22), Lagnes (23) et Carpentras (24), dans le même sens, délibéra de supplier le Pape de permettre le plus tôt possible la convocation des Etats-Généraux « *qui sont l'assemblée générale des Trois Etats de cette province* » et nomma un Comité composé du Marquis de l'Epine, élu de la Noblesse, de l'Abbé Mathei, du premier consul de Carpentras, de Gerente, du premier consul de Pernes, de Sainte-Croix et de la Paillonne député de Sérignan, à l'effet de dresser un plan de convocation de ces Etats-Généraux (25). Le 25, le Comité présenta à l'Assemblée Générale le plan de règlement pour la convocation de l'Assemblée Générale des trois

(17) Arch. dép. de Vaucluse C 46 fol. 291 v.

(18) Idem ibidem fol. 310. Assemblée ordinaire 24 Avril.

(19) Id. ib. fol. 422.

(20) Id. ib. fol. 445.

(21) Id. ib. fol. 448.

(22) Id. ib. fol. 449 v.

(23) Id. ib. fol. 451 v.

(24) Id. ib. fol. 454.

(25) Id. ib. fol. 441.

états de la province, le modèle des lettres de convocation aux Etats que le Vice-Légat enverrait, le projet de mandat dont les députés seraient investis, la formule du serment et le tableau du nombre des électeurs et députés proportionnellement à la population de chaque ville ou village (26).

L'Assemblée approuva le travail du Comité et pria le Pape de le sanctionner (27). Elle désigna enfin un nouveau comité de huit membres, chargé spécialement de la correspondance et de toutes les autres opérations antérieures à la convocation de l'Assemblée Générale des trois états et relatives à la demande qui en était faite à Sa Sainteté. Faisaient partie de ce Comité: l'Evêque de Vaison, le marquis de l'Epine, M. de Vigne second consul de Carpentras, Sainte-Croix, de Roy premier consul de Cavaillon, de Gerente de Pernes, de Guillermier de Bollène et de la Paillonne de Sérignan (28).

Cependant le Pape temporisait et n'avait pas encore répondu à la demande de convocation des Etats-Généraux qui lui avait été adressée depuis le 25 Septembre.

Plusieurs communautés réclamaient toujours la tenue des Etats-Généraux, entre autres Séguret, Buisson, Villedieu, St. Roman de Malegarde, l'Isle. C'est alors que Sainte-Croix, au nom du comité, prononça à l'Assemblée Générale le 10 Mars 1790 une allocution qui eut un profond retentissement.

« Vous n'êtes plus assemblés comme auparavant pour vérifier la
« comptabilité de vos deniers et régler la confection de vos che-
« mins, vous avez à délibérer sur votre propre salut et vous allez
« décider du sort de vos concitoyens. Les ressorts du Gouverne-
« ment sont déjà fatigués et prêts à se briser, devant nous s'ou-
« vrent donc les abîmes de l'anarchie. Pour l'éviter, il nous faut
« créer une force publique et cette force ne peut s'établir qu'en
« reconstituant cette assemblée... Si vous ne vous hâtez pas d'adop-
« ter des principes analogues à ceux de nos voisins ou du moins
« qui puissent jusqu'à un certain point s'allier avec les leurs, vous
« y serez forcés tôt ou tard par un décret contre lequel vos justes
« réclamations seront impuissantes; d'ailleurs nous ne pouvons pas,
« restant au milieu de la France, conserver les traces de l'ancien
« régime » (29).

Ainsi Sainte-Croix envisageait une réforme constitutionnelle mais dans le cadre des Etats. Ceux-ci d'ailleurs informés que certaines démarches s'étaient dessinées pour soustraire la province à son véritable souverain, s'empressèrent de manifester leur attachement au Saint-Siège et leur désir de vivre et mourir sous sa domination (30).

(26) Arch. dép. de Vaucluse C 46 fol. 466 v. Voir infra appendice p. 153.

(27) Idem ibidem fol. 476.

(28) Id. ib. fol. 478.

(29) Id. ib. fol. 520 v.

(30) Id. ib. fol. 523 v.

Mais le Pape avait rendu son Bref le 24 Février; les députés en prirent connaissance le 10 Mars dans la séance de l'après-midi. A la demande de convocation de l'Assemblée Générale des trois ordres, Pie VI répondait par son désir de consulter au préalable chaque communauté à ce sujet (31). Pour calmer les esprits désappointés, l'assemblée générale sollicita alors du vice-légat la permission d'appeler provisoirement aux Etats un consul ou député de chaque communauté non représentée directement en vue de leur communiquer le bref papal (32). Le vice-légat ayant acquiescé (33), le mardi 23 Mars 1790 siégea à Carpentras dans la grande salle du Palais épiscopal l'Assemblée Générale de toutes les communautés de la province (34).

L'avocat Raphel, premier consul de Carpentras, ouvrit la séance: « Deux siècles se sont écoulés depuis que cette ville était privée du bonheur de posséder cette auguste assemblée. La province attend de vous les mesures sages que vous adopterez en rétablissant l'union, la concorde, la paix et la tranquillité. Une grande révolution s'est opérée autour de nous... »; puis il exposa à l'assemblée les motifs pour lesquels elle se trouvait réunie (35).

Ensuite de Gérente, au nom du Comité, fit remarquer l'avantage que présentait une réunion générale sur l'ensemble hétérogène qu'auraient constitué les doléances particulières de chaque communauté, selon les désirs du Saint-Père (36). Tous les députés se trouvèrent d'accord avec les orateurs (37).

L'Assemblée accepta alors l'intégration à la province des trois communautés de Bédarrides, Gadagne et Chateaufort-Valcarnier qui en avaient manifesté le désir (38).

(31) Arch. dép. de Vaucluse C 46 fol. 525 v.

(32) Idem ibidem fol. 528 v. DE VIGNES, SAINTE-CROIX et d'ANSELME premier consul de Bonnieux firent partie de la délégation.

(33) Id. ib. fol. 529 v.

(34) Assistèrent à cette assemblée les membres habituels des Assemblées générales des trois ordres. Parmi les communautés qui n'étaient pas directement représentées à ces dernières, on note ici la présence des députés de Rochegude, Lagarde Paréol, Modène, Cabrières, Velleron, Saint Roman de Malegarde, Rasteau, Rousset, Sablet, Sérignan, La Roque sur Pernes, Puiméras, Baroux, St. Pantaléon, Saint Romain en Viennois, Camaret, Faucon, Sorgues, Roaix, Vaucluse, Villes, Méthamis, Vacqueiras, Lafare, Aubignan, Villedieu, Brantes, Molemort, Vénasque, Cairanne, Saint Didier, Richerenches, Beaucet, Bouschet, Séguret, Saint Léger, Savoihan, Crestet, Beaumont, Entrechaux, Maubec, Taillades, Védenne, Buisson, Blauvac, Saint Saturnin, Monteux, Saumanes, Les Pilles, Valréas, Aubres, Beaumes, Sarrians, Caumont, Bédarrides, Jonquereittes, Gadagne, Chateaufort-Valcarnier.

Une délégation de la municipalité et de la milice citoyenne de Carpentras assistaient à la séance...

Bédarrides, Gadagne et Chateaufort-Valcarnier, fiefs impériaux, ayant manifesté le désir de se réunir à la province, y avaient été invités par l'Assemblée générale le 11 Mars 1790. (Arch. dép. de Vaucluse C 46 fol. 531).

(35) Idem ibidem fol. 535.

(36) Id. ib. fol. 539.

(37) Id. ib. fol. 541 v.

(38) Id. ib. fol. 545.

Enfin les députés prirent l'importante résolution de demander au Pape le retrait de son Bref du 24 Février (39) et « *attendu l'urgence des circonstances qui ne permettaient aucun délai* », ils envoyèrent au vice-légat une commission pour lui demander l'autorisation de convoquer sans retard, selon les formes prescrites, les assemblées primaires qui procéderaient à la nomination des électeurs et ces derniers à la rédaction des cahiers et au choix des députés afin que l'ouverture des Etats-Généraux eut lieu le 17 Mai suivant (40).

La séance du lendemain 24 Mars fut non moins conséquente : Benoit de la Paillonne, ayant demandé l'abolition de toute distinction d'ordres, l'Assemblée se déclara incompétente pour prendre une telle décision, mais pour bien montrer qu'elle comblait ses vœux, elle décréta que quinze députés du clergé et quinze de la noblesse seraient admis à la prochaine Assemblée Générale et tant pour la séance que pour les suffrages seraient confondus avec les députés des communes et tous réunis ne formeraient qu'une assemblée des représentants des citoyens du Comtat (41).

L'Assemblée entendit ensuite le rapport de son comité sur le projet d'union entre la ville d'Avignon et le Comté Venaissin, unanimement délibéré par la municipalité avignonnaise. Elle accueillit favorablement le projet, mais résolut de le soumettre à la future assemblée des Etats-Généraux de la province (42) ; quelques modifications furent ensuite apportées au mode de convocation des Etats-Généraux. Le dernier jour de sa session (25 Mars), l'Assemblée adopta, pour le faire imprimer et l'envoyer aux communautés, un plan du baron de Sainte-Croix sur la convocation de ces mêmes Etats-Généraux. Sainte-Croix proposait de réunir ces derniers pour jeter les bases essentielles du nouvel édifice constitutionnel : liberté civile, sûreté personnelle, propriété sacrée, égalité en droits qui entraîneraient la suppression de toute distinction d'ordres et l'abolition de la féodalité. Un comité assez nombreux pour être divisé en trois ou quatre bureaux serait ensuite nommé et présiderait à l'élaboration de la nouvelle constitution : formation des municipalités, reconstitution de la province, etc... « *en s'écartant le moins qu'on pourra du régime de France* ». L'Assemblée se réunirait tous les mois pour entendre le rapport du Comité. La clôture des Etats-Généraux serait alors prononcée en laissant à l'assemblée provinciale légalement constituée le pouvoir et le mandat spécial de s'occuper de la réforme des abus particuliers (43).

(39) Le Pape répondit le 21 Avril qu'il refusait la permission de convoquer les Etats Généraux et qu'il envoyait dans le Comtat JEAN CELESTINI, agent de la province en cour de Rome, muni de ses instructions.

(40) Arch. dép. de Vaucluse C 46 fol. 550.

(41) Idem ibidem fol. 555 v.

(42) Id. ib. fol. 560 v.

(43) Id. ib. fol. 567-571 v.

Le Vice-Légat Casoni, ayant accordé la permission de convoquer les assemblées primaires, la tenue de celles-ci fut fixée au lundi 12 Avril (44).

Avant de se séparer, l'Assemblée délibéra que dans l'intervalle elle serait représentée par une commission intermédiaire investie de tous ses pouvoirs jusqu'à l'ouverture des Etats-Généraux. Elle était composée de représentants des trois ordres : de l'Evêque de Vaison, de l'Elu de la Noblesse et de Sainte-Croix, de Gérente, de la Paillonne, de Vignes, de Roy, de Coste, de Merles, d'Anselme et de Saint-Martin (45).

Enfin de Gérente tira la conclusion de ce qui venait de se passer :

« *Quels flatteurs pronostics ! Sous quels présages heureux n'allons-nous pas commencer la grande œuvre de notre reconstitution générale, la paix, la concorde, l'union et la fraternité. Avec de pareils sentiments la raison, l'équité, la modération ne peut qu'en être les bases et le bonheur de tous l'effet nécessaire* » (46).

Cette péroration fut unanimement appréciée et applaudie (47).

Pendant le mois qui suivit les assemblées primaires, le corps du clergé (48) et des feudataires (49) procédèrent à la désignation de leurs députés, comme le prescrivait le règlement du vice-légat.

Le Pape ayant refusé la convocation des Etats-Généraux (21 Avril), Benoit de la Paillonne qui avait signé la lettre contenant cette demande se prononça pour la Soumission au Bref dans son intervention à la séance de la commission intermédiaire du 30 Avril et dans ses « *Réflexions sur le bref de Rome* » il fit le panégyrique des institutions du pays et, sans nier les abus, soutint que ceux-ci pouvaient se réformer sans qu'il fût besoin de recourir à une nouvelle constitution.

(44) Arch. dép. de Vaucluse C 46 fol. 573 v.

(45) Idem ibidem fol. 574 v.

(46) Id. ib. fol. 581. Ici se terminent les délibérations des trois ordres du Comté Venaissin.

(47) Ce qui suit a été puisé dans CHARPENNE : ... *Réunion définitive à la France* » op. cit. et « *Les grands épisodes de la Révolution...* » op. cit.

(48) Les membres du clergé réunis le 22 Avril à Carpentras nommèrent les trois Evêques de Carpentras, Cavaillon et Vaison, les abbés de CROUSNILHON prévôt au Chapitre de Cavaillon, FAUQUE sacristain de la paroisse de Pernes, CHABRAN curé de Ménerbes, ARNAVON curé de Vaucluse, de BREMOND chanoine vicaire général de Vaison, de FLORANS chanoine capiscol de Carpentras, VIDAL chanoine député au chapitre d'Oppède, LAVONDEZ curé de Lauriol, CUREL curé de Cabrières, de CRIVELLY chanoine député de la Métropole d'Avignon, GAUTIER chanoine ouvrier de la Cathédrale de Cavaillon prieur de Cabrières et CHALMETON chanoine député du chapitre de St. Agricole d'Avignon. De plus douze suppléants furent désignés.

(49) Les quinze députés des feudataires furent : MM. de L'ESPINE élu, de MONTAIGU, de TAULIGNAN, de RIVETTE élu ancien, VIDAUD DE LA TOUR, de ROBINS, de GABRIELLIS, de CAMBIS LEZAN, de SAINT ROMAIN, GASPARD DE RIVETTE, DE MALIJAC, de la BATIE, de MAULEON, de BLAUVAC, GASPARD DE GADAGNE. Dix suppléants furent également nommés.

La Commission intermédiaire ayant convoqué l'Assemblée Générale, celle-ci se tint le 11 Mai. La séance fut houleuse. Après discussion, l'Assemblée décida d'appeler les députés des trois ordres pour s'entretenir avec l'envoyé du Pape Célestini. Celui-ci, le lendemain, permit la continuation des élections commencées pour les Etats-Généraux dont la tenue fut fixée au 25 Mai.

Ce fut le 24 dans la grande salle du Palais épiscopal de Carpentras que s'assemblèrent les Etats-Généraux (50).

Après avoir entendu la messe à la Cathédrale, l'Assemblée nomma un Comité de vérification et de rapports composé des membres dont les pouvoirs avaient été reconnus par la commission intermédiaire et chargé de vérifier les pouvoirs de tous les autres membres.

Le 25 Mai, la commission intermédiaire déposa sur le bureau de l'Assemblée un projet de règlement de police à son usage. Un Comité de neuf membres désigné pour l'étudier présenta son rapport le lendemain. Après une vive discussion, l'assemblée, par 57 voix contre 25, rejeta le scrutin secret et adopta la comptabilité des suffrages par assis ou levé par appel nominal.

Le 27 Mai au matin, l'abbé de Grandpré, député de Valréas, fut désigné comme président assisté de deux secrétaires : Raphel, député de Carpentras et Crozet, député des trois communes réunies du Thor, Saumanes et Vaucluse.

Dans sa séance du soir, l'Assemblée se déclara « *Assemblée Représentative du Comté Venaissin* », proclama la religion catholique « *religion dominante dans le Comtat* » et manifesta son attachement au Saint-Siège dans la déclaration suivante :

(50) Liste alphabétique des députés aux Etats-Généraux du Comté Venaissin du 24 Mai 1790 :

MM. 1 ALINEY député de l'Isle; 2 ANREZ député du Barroux, de la Roque-Alric, Brantes, Savoillans et St. Léger; 4 ARNAVON prieur curé, député du Clergé; 4 ASTIER DE MONTREDON député de Monteux; 5 AUDIFFRET député de Carpentras; 6 AYME prêtre député de Carpentras; 7 BAGNOL député de Mazan; 8 BANCHET député de Vedenes, St. Saturnin et Jonquerettes; 9 BARRIERE député de Bédarrides; 10 DE BARTELIER député de l'Isle; 11 BAYLE député d'Entrechaux et de Puyméras; 12 BERTRAND notaire député de Vauvéas; 13 BES député de Bollène; 14 BLANCHET député de Malemort; 15 DE BLAUVAC député des feudataires; 16 BREMOND grand vicaire député du clergé; 17 BRUNI député de La Roque sur Pernes, Beausset et St. Didier; 18 l'abbé CALMAN D'ANTANNES, député de Grillon; 19 DE CANILLAC député de Carpentras; 20 CAPTY député de Vénasque; 21 CHABROL député de Villedieu, Buisson et St. Roman de Malegarde; 22 CHABRAN curé député du clergé; 23 CHALMETON chanoine député du clergé; 24 DE ST. CHRISTOL député des Feudataires; 25 COSTE député de Camaret; 26 COTTIER député de Malaucène et de Beaumont; 27 COUTURIER prêtre, député de Séguret; 28 l'abbé COUREN député de Mazan; 29 l'abbé de CRIVELLY chanoine député du clergé; 30 DE SAINTE-CROIX député de Mormoiron et de Flassan; 31 DE CROUSNILHON député du clergé; 32 CROZET député du Thor, Saumanes et Vaucluse; 33 CAREL prêtre député du clergé; 34 CUREL député de Méthamis et Blauvac; 35 DE LA PEYRE, député de Bonnieux; 36 DE LA PIERRE député de Cabrières, Maubec, Taillades et la Tour de Sabran; 37 DE DIANOUX député de Sérignan; 38 DUBOURG député de Vauvéas; 39 ESTRATAT député de Caumont; 40 Mgr. l'Evêque de Carpentras, député du clergé; 41 Mgr. l'Evêque de Cavaillon, député du clergé; 42 Mgr. l'Evêque de Vaison, député du clergé; 43 FARAUX dé-

« Nous, députés librement élus, formant l'Assemblée représentative du Comté Venaissin, déclarons que le vœu constant et unanime du peuple de cette province est de rester sous la domination du Saint-Siège et qu'en manifestant ce vœu cher à notre cœur, nous nous acquittons d'un devoir sacré. En conséquence, nous réitérons les protestations du 25 Septembre et 12 Mars dernier, en avouons les principes, et appelons au tribunal des nations de tout décret attentatoire aux droits de notre auguste monarque, lesquels reposent sur des fondements inébranlables, la foi des traités, une longue prescription et le consentement du peuple du Comté Venaissin ».

Différentes motions furent ensuite adoptées: à l'unanimité celle de M. Moulin, député de Menerbes, portant que la ci devant administration provinciale serait abolie, après une vive discussion et par 66 voix contre 12 celle de M. de Montredon, député de Monteux demandant que l'Assemblée adopte la constitution française et les décrets de l'Assemblée Nationale « dans tout ce qui serait compatible avec les circonstances locales et la fidélité au Pape ».

Le 31 au matin, sur la proposition de Sainte-Croix amendée par De Gèrente, l'Assemblée désigna un Comité formé de MM. Olivier, Coste, Guyon, Moulin et Bertrand et chargé de lui présenter le plan d'organisation d'un Tribunal provisoire.

Au cours des séances suivantes, 1, 2, 4 Juin, l'Assemblée procéda à la formation d'un certain nombre de comités en vue de spécialiser les tâches:

puté de Roaix, Vaqueyras, Durban et Lafare; 55 FAULCON député de Sarrains; 45 FAUQUE député du clergé; 46 DE FLORANS capiscot, député du clergé; 47 DE FLORANS député de Bédoin; 48 DE FROMENT député de Lapalud; 49 DE GABRIELLIS député des Feudataires; 50 GAUD député de Rochegude; 51 GAUTHIER chanoine, député du clergé; 52 DE GERENTE, député d'Oppède; 53 GINOUX député de Malaucène; 54 l'abbé DE GRANDPRE député de Vauréas; 55 DE GRANDPRE député des feudataires; 56 GUERIN député de Caderousse; 57 GUILHAUME député d'Aubignan; 58 GUILHERMIER député de Bollène; 59 GUIMET député de l'Isle; 60 GUYON fils député de Carpentras; 61 IMBERT député du Thor et de Thouzon; 62 JOSSAND député de Faucon, Crestet et St. Romain en Viennois; 63 JULIEN député de Bonnieux; 64 JUVIN député de Richerenches, St. Pantaléon, Solerieux et Bouschet; 65 LAVONDEZ député du clergé; 66 MARTINEL député du Rousset, Pilles, Aubres, Valouse et Eyrolles; 67 MARTINEL député de Visan; 68 MAZET prêtre, député de Lagnes; 69 MAZET député de Robion; 70 MEISSONNIER député de Baumes; 71 MELHAC député de Gadagne; 72 MISTARLET prêtre, député de Carpentras; 73 DE MAULEON député des feudataires; 74 MOULIN député de Menerbes; 75 OLIVIER fils aîné, député de Bédarrides; 76 PASTOUR député d'Entraigues; 77 PETIT député de Monteux; 78 PORC député de Caderousse; 79 RAPHEL député de Carpentras; 80 RIEU député de Caderousse; 81 DE RIVETTE député des Feudataires; 82 GASPARD DE RIVETTE député des Feudataires; 83 DE ROBINS député des Feudataires; 84 ROBTY député de Velleron; 85 ROUX député de Cairanne et Lagarde Paréol; 86 DE TAULIGNAN député des Feudataires; 87 TEISSIER député de Vaison; 88 TOURNEFORT député de Villes; 89 TRAMIER DE LA BOISSIERE député de St. Pierre de Vassols, Crillon et Modène; 90 TRES CARTES député de Sablet; 91 VIDAL chanoine, député du clergé; 92 VIOLES député de Bollène.

Nous rendons compte des Etats-Généraux dans un ordre chronologique peut-être moins élégant, mais plus clair.

1°) Un Comité militaire.

2°) Un Comité de Constitution chargé d'élaborer un projet d'organisation des municipalités et de la formation des districts et de l'Assemblée administrative. Y furent élus Sainte-Croix, De Gérente, Raphel, de Montredon, Martinel, de Rousset, Coste, de Barthelier, Olivier, l'Abbé de Grandpré, Guyon, Tournefort et Gaud.

3°) et 4°) Un comité d'administration provisoire de huit membres et un comité des rapports de douze membres se partageant l'administration générale. Le comité d'administration devait être le successeur fidèle des « *Etats* » relativement aux ponts et chaussées et au ravitaillement (51).

5°) Un Comité de législation en vue de l'organisation des tribunaux et de la rédaction d'une procédure civile et criminelle.

6°) Un Comité ecclésiastique de dix-huit membres dont la moitié laïques.

7°) Enfin les députés qui ne feraient partie d'aucun autre comité seraient inclus dans celui de l'Agriculture et du Commerce.

L'Assemblée choisit son sceau qui était « *de gueule aux deux clefs du St. Siège* » surmonté de la tiare avec les mots : « *La loi et le Prince* » et l'inscription autour « *Assemblée représentative du Comté Venaissin* ».

Le 5 Juin, celle-ci prononça l'abolition du régime féodal et des ordres et proclama l'unité du corps politique.

Le 12, elle déclara inviolable la personne et les biens des députés.

Le 15, le Comité de constitution présenta son rapport sur l'organisation des municipalités. L'Assemblée infirma l'éligibilité des ecclésiastiques que leur reconnaissait le Comité. Le décret sur l'organisation des municipalités fut voté le 22 et sanctionné le 23 par le Vice-Légal.

Ce même 23 Juin, l'Assemblée déclara que le gouvernement du Comtat était monarchique, que le pouvoir exécutif suprême appartenait au Pape et pouvait être exercé par son représentant sur les lieux.

Un important décret fut pris le 30 : « *Les membres de l'Assemblée représentative ne sont point les députés d'une commune ou d'un ci devant corps, mais sont les vrais représentants du peuple comtadin, leur destitution ne pouvant être que la suite d'une forfaiture jugée* ».

Les séances des 6, 8 et 9 Juillet furent consacrées à la discussion d'un projet d'établissement d'un tribunal supérieur provisoire.

Le 24, « *l'Assemblée représentative adhère solennellement à la*

(51) Bibliothèque du Musée Calvet Ms 4.198 fols. 11 c, 14 v, 15 v, 17 v, 18, 20, etc. « *Livre des conclusions du Comité d'administration de la province du Comté Venaissin* » le 5 Juin 1790.

déclaration des droits de l'Homme et déclare qu'elle servira de base à ses travaux ultérieurs ».

Elle envoya à Paris deux de ses membres Olivier et Tramier de la Boissière conclure un traité de commerce avec la France, régler diverses questions, « *régnicollité* », arriéré de l'argent du tabac que la ferme refusait de payer; mais surtout ces délégués étaient chargés d'une mission d'observation au sujet de la demande sollicitée par la ville d'Avignon d'être réunie à la France. La correspondance entre les députés et l'Assemblée représentative est très suggestive (52).

Le 29 Juillet, l'Assemblée décréta dix-neuf articles constitutionnels et l'établissement d'un tribunal de commerce.

Le 26 Août, l'Assemblée ayant arrêté que l'appel des sentences rendues par les officialités du Comté Venaissin ne seraient portées qu'au tribunal supérieur provisoire, le Vice-Légat en refusa la sanction, prétextant qu'il n'en avait pas les pouvoirs. L'Assemblée rendit alors un autre décret qui rendait le précédent provisoirement exécutoire et en avertit respectueusement mais fermement le Pape.

Dans sa séance du 10 Septembre, l'Assemblée défendit le droit du Comtat d'avoir une constitution particulière et différente de celles de l'Etat d'Avignon et des autres états pontificaux d'Italie.

Le 3 Novembre, le recteur Pierrachi, ayant refusé de prêter le serment civique, fut suspendu de ses fonctions.

Le 30 du même mois, l'Assemblée représentative décida d'envoyer à Rome deux députés pour faire reconnaître par le Pape le droit du peuple venaissin à se donner une constitution et pour obtenir l'acceptation des principes constitutionnels adoptés par elle.

Le Vice-Légat, ayant refusé le 20 Décembre d'exercer le pouvoir exécutif dans le Venaissin selon la constitution votée par l'Assemblée, celle-ci décréta qu'il cessait d'être considéré comme le représentant du Pape dans le pays et confia le pouvoir exécutif à trois Conservateurs d'Etat: de Gastemaire de Bollène, Victor de Sobiratz ancien lieutenant-colonel de la Garde Nationale de Carpentras et Joseph de Toureau de Sarrians qui prêtèrent serment le 29.

Ce même jour (29 Novembre), parvint à l'Assemblée une lettre du 8 du Cardinal Zélada, Secrétaire d'Etat, qui dénonçait avec force l'illégalité de l'Assemblée dans ses fonctions de législateur. Celle-ci, vivement irritée, répliqua que la lettre du Cardinal ministre renfermait des principes attentatoires au bien public et au droit des peuples et que la Cour de Rome ne pouvait ignorer les efforts de l'Assemblée pour maintenir le Venaissin à son légitime souverain.

Cette loyauté au St. Siègè n'était pas d'ailleurs une simple mani-

(52) Bibliothèque du Musée Calvet Ms 4.199 « *Livre de la correspondance entre l'Assemblée Représentative de l'Etat Venaissin et ses députés à Paris et autres lettres essentielles en 1790 et 1791* ».

festation oratoire, elle se manifestait réellement : en effet, sur la motion de l'Assemblée, les conservateurs d'Etat, dès leur installation, firent relever l'emblème pontifical dans les villes qui lui avaient substitué le drapeau français, à Caumont, Cheval Blanc, Cavaillon en Décembre, à l'Isle au début de Janvier 1791.

*
**

Cependant les événements se précipitaient :

Les Avignonnais, ayant sollicité l'autorisation de siéger à l'Assemblée représentative, le refus de Carpentras sous prétexte de la division des deux Etats, exaspéra la rivalité de ces villes. Dans Cavaillon, partisans avignonnais et carpentrassiens en vinrent aux mains. Trois cents Cavaillonnais cherchèrent asile en Avignon. Reçus triomphalement ils furent rétablis dans leur ville par la force après un siège (10 Janvier 1791). Après Cavaillon, des forces avignonaises se dirigèrent vers Carpentras mais se retirèrent, sans dégâts pour la capitale du Comtat (22 Janvier).

Toutefois les jours de l'Assemblée représentative étaient comptés. Elle avait réuni encore quotidiennement quelques membres parmi lesquels Sainte-Croix, de Gérente, de Berthelier, Saint-Christol. Mais le 10 Janvier elle décida de suspendre son activité. Son gouvernement avait duré huit mois. L'orage grondait ; les conservateurs d'Etat et autres ne durent leur salut qu'à la fuite. Il fallait donc à tout prix organiser un gouvernement qui maintint l'ordre public. Le 14 Janvier, les Carpentrasiens réunis dans la cathédrale St. Siffrein décidèrent leur réunion à la France. Les communes votèrent par 68 voix sur 84 leur rattachement à l'Empire Français ; toutefois pour que ce vote fût suivi d'une réalisation effective il fallait qu'il fût entériné par l'Assemblée Nationale. Dans l'attente les communes décidèrent un pacte fédéral d'où devait sortir une assemblée électorale qui gouvernerait le pays. Carpentras y apporta son adhésion.

L'Assemblée électorale forma un département dont Avignon était le chef-lieu. Cette mesure blessa profondément l'amour-propre de Carpentras qui négligea d'envoyer des électeurs à l'Assemblée électorale et rassembla les membres de l'ancienne Assemblée représentative sous le nom d'Assemblée de Sainte Cécile.

Une guerre froide s'en suivit ; l'assassinat, perpétré par la Fédération de Sainte Cécile, du Maire de Vaison, La Villasse, qui soutenait dans le Comtat le parti avignonnais, mit le feu aux poudres (14 Avril). Des deux côtés on se prépara à combattre. Le champ clos où se vida la querelle de l'Assemblée électorale et de l'Union de Sainte Cécile fut la plaine de Sarriens. L'écrasante supériorité avignonnaise y fut consacrée (19 Avril) et après avoir mis l'adversaire en déroute, l'Armée d'Avignon vint se cantonner à Monteux à quelques kilomètres de Carpentras et entreprit le blocus de la Capi-

tale du Comtat (22 Avril-7 Mai 1791). L'Union de Sainte Cécile avait vécu; son règne avait duré un mois.

Deux mois plus tard, la ville d'Avignon, étant divisée en deux factions, d'une part l'assemblée électorale qui commandait l'armée, de l'autre la municipalité, Carpentras pensa que le moment était venu de se débarrasser de son ennemie: Elle lança un appel au Haut Comtat; des rassemblement de troupes furent signalés un peu partout (10-11 Juin).

Or, à ce moment, l'Assemblée Nationale voulut, avant toute décision, rétablir la paix dans l'enclave pontificale: dans les séances des 24 et 25 Mai 1791, elle délibéra d'y envoyer trois médiateurs: Lescene-Desmaison, Verninac Saint-Maur et l'Abbé Mulot.

Après avoir pacifié le pays en y prêchant la concorde, les médiateurs virent le couronnement de leur mission en Juillet où cinquante-quatre communes votèrent leur réunion à la France, dix-huit restant fidèles au Pape et douze ayant refusé de s'assembler. Parmi les communes qui avaient opté pour la France, on relevait les noms d'Avignon, Carpentras, l'Isle, Cavaillon, Pernes, etc... représentant 112.000 âmes sur une population totale dans les deux états de 150.000 habitants.

L'Assemblée électorale recueillit ces vœux et les déposa à l'Assemblée Nationale.

Les médiateurs furent alors rappelés à Paris. Le 9 Septembre, l'Assemblée Nationale admit quatre députés d'Avignon dans son sein. Le lendemain, les médiateurs Lescene et Verninac rendirent compte de leur mission. Le 13, le député Menou présentant son rapport à l'Assemblée conclut à la réunion.

Et le 14 Septembre 1791, se décidant enfin, la Constituante décréta la réunion d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France.

« ...L'Assemblée Nationale déclare qu'en vertu des droits de la France sur les Etats réunis d'Avignon et du Comtat Venaissin et que, conformément au vœu librement et solennellement émis par la majorité des communes et des citoyens de ces deux pays pour être incorporés à la France, les dits deux Etats réunis d'Avignon et du Comtat Venaissin sont, dès ce moment, partie intégrante de l'Empire françois »...

*
**

Un décret du 23 Septembre 1791 divisa les anciens états pontificaux en deux districts ayant pour chefs-lieux Avignon et Carpentras (53).

La loi du 28 Mars 1792 confirma le précédent décret, en changeant seulement les appellations, le district d'Avignon devint le dis-

(53) L. DUHAMEL, Annuaire de Vaucluse 1891 p. 61.

trict de Vaucluse, séant à Avignon et le district de Carpentras celui de l'Ouvèze séant à Carpentras (54). Le district de Vaucluse était rattaché au département des Bouches-du-Rhône et celui de l'Ouvèze incorporé au département de la Drôme.

Mais, du fait de la trop grande étendue du département des Bouches-du-Rhône, les communications étaient difficiles entre le chef-lieu et les districts d'Apt, Vaucluse et Orange. Le même inconvénient existait pour le district de l'Ouvèze, Carpentras se trouvant à plus de quarante lieues de Valence. Aussi le 25 Juin 1793 la Convention Nationale retira les districts ci-dessus des départements des Bouches-du-Rhône et de la Drôme et en forma un quatre vingt septième département, le département de Vaucluse (55).

Les anciennes communes comtadines Solérieu, les Pilles, Eyrolles, Valouse, Aubres, Rousset, etc... étaient rattachées à la Drôme, Saint Marcellin lès Vaison faisant désormais partie du Vaucluse dans lequel l'ancien Comté de Sault devenu canton fut aussi incorporé (56).

Ainsi l'enclave pontificale, cimentée par les divers territoires environnants, allait commencer au sein de la nouvelle France une existence qu'elle avait ardemment souhaitée.

**

Le traité de Tolentino conclu le 19 Février 1797 entre Pie VI et le général Bonaparte consacra l'état de fait créé par le décret de 1791 de l'Assemblée Nationale (57).

(54) L. DUHAMEL, Annuaire de Vaucluse 1893 p. 59.

(55) Idem ibidem 1893 p. 78.

(56) Id. ib. 1877.

(57) Article 5 « *Le Pape renonce purement et simplement à tous les droits qu'il pourrait prétendre sur la ville et le territoire d'Avignon et du Comtat Venaissin et ses dépendances et transporte et abandonne les dits droits à la République Française* ».

CONCLUSION

Il est quelquefois malaisé de conclure. Souvent des considérations diverses et même divergentes sont les résultats logiques d'une étude.

En ce qui concerne les assemblées du Venaissin, aucune hésitation n'est possible. Leur vie se prolongea aussi longtemps que le permit la mince barrière politique qui cependant laissa filtrer dans le pays pontifical les idées nouvelles.

Quant à leur œuvre, pour la juger, il serait bon de mettre en parallèle celle de leurs voisins, du Languedoc par exemple, bien que la comparaison ne soit point facile.

L'étendue des deux provinces en est la première note dissonante. La composition plus large des Etats du Languedoc avec vingt-trois Evêques, vingt-trois barons et soixante-huit députés des villes et diocèses, un plus grand nombre de commissions et un personnel plus important en sont les conséquences immédiates (58).

Ensuite, et c'est là une différence essentielle, les Etats de Languedoc avaient à compter avec la présence de l'intendant alors que, dans le Comtat, le rôle du vice-légat consistait plutôt à servir d'intermédiaire entre Rome et l'Assemblée provinciale, celui du recteur étant inexistant au XVIII^e siècle. Ceux-ci, d'ailleurs italiens, se désintéressaient en grande partie de l'administration provinciale attendant surtout un avancement soit la pourpre cardinalice. Jamais ils n'acquirent la réputation reconnue à un Turgot par exemple.

Il semble donc que cette plus grande liberté dans le gouvernement des trois Ordres du Venaissin eût dû rejaillir en bien sur la province. Peut-être cela se fût-il produit si la Cour de Rome n'avait pas été hostile à tout progrès. Toute innovation était en effet considérée comme dangereuse en elle-même par les autorités pontificales qui répondaient invariablement à toute demande de réforme « *Servari solitum* ».

Dans ces conditions, il est compréhensible que les « *Etats* » paralysés dans leurs initiatives ne soient pas arrivés à un résultat tangible.

Si le Languedoc doit aux Etats le Canal du Midi, celui de Silvéral, le port de Sète, l'aqueduc de Montpellier, les ponts de la

(58) Onze commissions, trois syndics, le Trésorier de la Bourse, deux greffiers, etc... (L. DUTIL « *L'Etat économique du Languedoc...* » op. cit. p. 24.

Les Etats de Provence avaient également plusieurs officiers: deux greffiers et leurs bureaux, un Secrétaire de l'assesseur, des messagers et trompettes, le trésorier du pays, le caissier de la province, les agents du pays, l'avocat au conseil du pays, les acteurs des procès, les ingénieurs du pays (R. BUSQUET « *Hist. des institutions de Provence* » op. cit.

Garonne et de l'Aude, la magnifique route traversant la province du Pont Saint Esprit à Toulouse (59), rien de semblable ne peut être mis à l'actif des « *Etats du Comtat* ».

Des sommes pourtant importantes mises à leur disposition ne furent pas employées méthodiquement, la plupart des revenus du pays étant engloutis dans les travaux de routes qui n'eurent pas pour autant meilleure apparence, car aucune politique bien précise ne fut suivie par les trois ordres en cette matière.

Il faut reconnaître à leur décharge qu'ils ne prélevaient pas d'impôts sur leurs administrés. Peut-être cela fut-il un tort; une légère contribution, équitablement répartie jointe à une meilleure administration eût certainement porté ses fruits.

D'ailleurs, comme l'écrivit Dognon à propos des Etats du Languedoc : « *politiquement impuissants, ils étaient réduits au rôle utile mais secondaire d'assemblée administrative* » (60).

Et en effet, même ramenée à l'administration pure, leur tâche restait immense.

Le Cardinal Durini, lors de son passage à la légation, avait aperçu les tares de l'administration provinciale qu'il dénonça dans ses protestations du 17 Juin 1776 en ces termes : « *Si nous passons au corps de la province du Comté Venaissin, quel assemblage de vices ne présente pas son administration ! L'envisageons-nous comme assemblée générale ? Nous trouvons des vices dans l'homologation des dépenses et des comptes du Trésorier ; on les alloue sans les examiner, sans les discuter sur simple exposé. Vices dans la nomination des auditeurs des comptes : ces auditeurs sont des consuls de villages, gens timides, agrestes, ignorants, ne connaissant ni les calculs, ni les objets, ni les règlements et signant aveuglément ce qu'on leur présente. Vices dans la manutention de ce qui a été statué : on s'en repose entièrement sur l'assemblée ordinaire, on la laisse opérer arbitrairement, sans jamais la surveiller. Considérons le corps de la province comme Assemblée ordinaire ? Les vices renaissent en foule : vices dans ses pouvoirs illimités : elle commente, interprète, étend, réfère les délibérations générales qui cependant doivent être des lois immuables pour elle. Vices dans l'exécution : elle la suspend, l'arrête ou plutôt l'anéantit à son gré : puisqu'il est des délibérations prises, renouvelées et inexécutées depuis vingt ans. Vices dans les réparations des chemins, objet principal de ses soins et de ses dépenses ; mais, comme on l'a déjà dit, nul entretien quand on construit ; si l'on construit, c'est en partie : on quitte, on reprend, on abandonne, et depuis plusieurs années nulle construction ; aussi, à l'exception du chemin qui conduit à Avignon,*

(59) F. BECHARD « *Les Etats du Languedoc* » op. cit.

(60) DOGNON « *Les institutions politique... du pays de Languedoc* »... op. cit.

« tout est détruit, ruiné, impraticable; vices dans les articles de
« dépense du Trésorier: les mandats qu'il acquitte ne sont point
« enregistrés et conséquemment nulles traces de pièces probantes
« des comptes, impossibilité de suivre et de constater l'emploi des
« sommes payées. Vices dans l'usage des deniers publics: on les
« prodigue en députations, voyages, dédommagements, honoraires,
« gratifications, etc... Vices dans la continuité des charges: elles
« doivent finir tous les trois ans suivant les statuts; elles sont per-
« pétuelles, par des confirmations mendiées, illégales et qui éterni-
« sent le despotisme de certains officiers et la dissipation des
« sommes appartenant à la Province. Vices dans les liaisons indis-
« solubles des membres: ils sont unis par les nœuds puissants avec
« lesquels ils serrent, ils asservissent le corps » (61).

Sainte-Croix lui-même, un des membres les plus en vue des Assemblées du Venaissin, porte à leur égard dans ses *« Réflexions sur les Etats du Comté Venaissin »* un jugement rigoureux :
« L'inégalité de la représentation est le premier objet qui frappe
« dans nos formes constitutionnelles; d'environ 100 villes, bourgs,
« villages il n'y en a que 25 dont les consuls soient admis à l'As-
« semblée Générale. Cette inégalité est moins forte quand on con-
« sidère le tableau de la population de cette province; il offre un
« total de 125.000 âmes, sur lequel les communautés non représen-
« tées directement n'en ont que 45.000 sans y comprendre celui des
« 3 qui restent encore séparées. La plupart sont peu considérables;
« quelques-unes même n'ont point de municipalité, parmi elles
« cependant Monteux, Sarrians, Camaret, etc... méritent chacune
« d'avoir un suffrage soit à cause du nombre de leurs habitants,
« soit relativement aux ressources de leurs territoires. Pourquoi
« donc se trouvent-elles exclues? Quelle raison a-t-on pour leur
« préférer des villages qui leur sont très inférieurs? Après les Etats
« de 1594 on choisit d'une manière arbitraire les 6 communautés
« dans chaque ressort tantôt les unes, tantôt les autres pour voter
« aux Assemblées Générales. Cet abus dura jusqu'au commence-
« ment de ce siècle où l'on prit le parti d'exclure pour toujours des
« communautés qui sont encore aujourd'hui sans représentation
« directe. Depuis cette époque 1704 on a continué de délibérer pour
« elles et sans elles, malgré toutes leurs réclamations.

« Le clergé et le corps des vassaux ne sont pas mieux représen-
« tés. Sur plus de 500 ecclésiastiques propriétaires, 3 Evêques seu-
« lement sont députés inamovibles; et sur 60 feudataires, il n'y en
« a qu'un, élu pour 3 ans. La noblesse ne possédant aucun fief est
« encore moins favorisée, elle n'a pas de représentant, conformé-
« ment à l'usage des Etats de Provence et de Languedoc. Les vas-
« saux ont néanmoins conservé la meilleure forme, celle d'une élec-
« tion triennale. Les communautés, loin de l'adopter, laissent aller

(61) Remontrances des Etats du Comté Venaissin. Note III. — Bibliothèque de Carpentras, Collection Barjavel C 2.483.

« annuellement aux Assemblées leurs consuls dont quelques-uns
« mêmes sont plutôt agréés qu'élus par le peuple; presque tous
« ignorent les affaires de la province, ils ne peuvent en prendre
« connaissance en deux ou trois séances. La plupart s'intéressent
« fort peu à la chose publique et la regardent comme fort étran-
« gère aux intérêts dont ils sont chargés. Officiers municipaux de
« bourgs ou de villages, ils ne sauraient ni voir l'ensemble de l'ad-
« ministration générale, ni en saisir les rapports, encore moins en
« suivre la marche. Auraient-ils pour cela les principes et les
« moyens nécessaires, leur courte apparition ne permet pas d'en
« faire usage; rarement ils prennent d'avance l'avis de leurs
« conseils, et presque jamais, au retour des assemblées, ils ne leur
« rendent compte de ce qui s'y est passé; sans mission, ils parais-
« sent trop souvent n'avoir d'autre objet que de toucher leurs
« honoraires; leur assistance est donc passive, aussi pour l'ordi-
« naire embrassent-ils avec une confiance aveugle l'opinion des
« membres permanents.

« Ces membres réunis à l'élu des vassaux et à ceux des six prin-
« cipales villes forment une espèce d'aristocratie électorale dans
« l'assemblée générale. Ils y sont distingués des autres par la pré-
« séance, le cérémonial et la répartition pécuniaire, eux seuls ont
« le droit de signer les délibérations de cette même assemblée; ils
« en composent une particulière dont l'influence est d'autant plus
« grande qu'elle se tient plus souvent et qu'insensiblement elle s'ar-
« roge la décision de toutes les affaires délicates ou importantes,
« par cette distinction d'élus des premières villes et de consuls des
« communautés adjointes il semble qu'on ait voulu diviser le peu-
« ple de cette province en Haut Tiers et Bas Tiers. Il résulte de là
« que l'Assemblée générale est moins un seul corps que deux réu-
« nis: que précédée ou suivie par celle des élus, ses propres déli-
« bérations peuvent être préparées, pour ainsi dire, arrêtées
« d'avance, ensuite modifiées ou interprétées à leur gré si par
« hasard elles contrariaient leurs vues. Le vice d'un pareil établis-
« sement est donc sensible: il fait naître des jalousies et de la
« méfiance... »

« ...L'Assemblée extraordinaire supplée, dira-t-on, l'assemblée
« ordinaire trop peu nombreuse pour décider des grandes affaires
« et représenter le corps entier de la province dans certaines con-
« jonctures. N'est-il pas plus raisonnable de n'en former qu'une
« seule? Composée de différents membres électifs et tirés de chaque
« ressort, elle serait chargée de toute l'administration et revêtue
« de tous les pouvoirs qui constituent une véritable commission
« intermédiaire, pierre angulaire dont l'édifice public ne peut se
« passer. La sagesse des principes, l'étendue des lumières, surtout
« l'aptitude au travail doivent être les qualités de ses membres, ne
« se trouvant pas toujours réunies et n'étant pas le fait du hasard;
« il faut donc uniquement consulter pour un pareil choix l'opinion
« publique manifestée par le vœu général; on ne l'a jamais inter-

« *rogée sur la formation de l'assemblée ordinaire où siègent des personnes que leur place y fixe ou y amène, quelques-unes mêmes ne craignent pas de s'y perpétuer par des confirmations mendiées, illégales et qui éternisent le despotisme...* »

« *...Tous ces abus ont fait tomber l'assemblée dans un tel discrédit qu'il s'est étendu jusqu'au corps entier de la province et lui a causé une paralysie* » (62).

Quoique sévères les critiques de Durini et de Sainte-Croix qui se rejoignaient d'ailleurs sur plusieurs points, n'en contenaient pas moins une grande part de vérités.

Des réformes s'imposaient en effet et l'Ancien Régime se révéla incapable de les réaliser: Jamais une limitation des biens de main-morte ne fut effectuée dans le Comtat. Jamais les trois ordres ne purent obtenir l'impression des procès-verbaux de l'Assemblée Générale annuelle. Le plan de réforme judiciaire ne vit jamais le jour, de même que la Société d'Agriculture. Seul le règlement administratif de 1787 pour une meilleure utilisation des finances provinciales fut mis en application et se révéla d'ailleurs efficace. Il est vrai qu'il était alors de toute urgence de remédier à une gestion financière qui aurait pu aboutir au pire.

Ainsi les « *Etats* », parfois enclins à des réformes partielles, se virent toujours arrêtés dans leurs rares initiatives par un gouvernement arriéré. Cependant les trois ordres semblent partager largement les responsabilités de la Cour de Rome. Il dépendait beaucoup d'eux par exemple d'obtenir l'impression des procès-verbaux de leur assemblée générale. Si un plan de coordination pour l'aménagement du réseau routier avait été — et aurait pu être — établi, les sommes importantes, votées à cet effet par les « *Etats* », auraient été employées à de très sensibles réalisations. On a l'impression que les députés comtadins, sans doute gagnés par la contagion romaine, s'étaient laissés aller dans une douce euphorie qui leur avait fait perdre quelque peu le sens des réalités. Or si l'on songe que toute vie suppose une évolution sous peine d'engendrer une révolution, on n'est nullement surpris des événements qui arrivèrent dans le Comtat de 1789 à 1791. Il est vrai que pour les Comtadins, l'exemple de leurs frères de France soulevés contre l'Ancien Régime fut décisif dans leur nouvelle orientation politique.

Le caractère ultra conservateur des trois ordres est donc une explication de leur attitude par trop passive.

Les fonctionnaires des « *Etats* » Collet syndic et procureur général, Pons, trésorier, Devillario, secrétaire, étaient peu favorables aux changements. Quant à Célestini, agent de la province en Cour de Rome, les événements dépassèrent toutes ses prévisions.

Si l'on passe aux personnalités les plus marquantes des *Etats*,

Béni, Evêque de Carpentras, s'était signalé avec Filomarino et Zollio en 1783-1784, dans l'affaire du franc-alleu, comme un farouche conservateur. L'Evêque de Cavaillon La Baume des Achards (63), personnage effacé, pensait comme son collègue carpentrassien. Celui de Vaison, le rusé Fallot de Beaumont (64), se tenait sur une habile expectative. Dans le Tiers, à l'exception de Raphel, les Sainte-Croix, de Gérente, Faulcon, Paget, Moracet (65), Benoit de la Paillette étaient plutôt des modérés que des réformes de détail et le développement des libertés provinciales dans le cadre des Etats eussent pleinement satisfaits.

L'inertie du Gouvernement pontifical accentua assurément le mouvement déjà puissant en lui-même de réunion à la France. Peut-être une plus juste compréhension des idées nouvelles de la part de la Cour romaine eut-elle retardé cet événement, retardé seulement car, matériellement et moralement, il n'était pas possible qu'Avignon et le Comtat ne fussent entraînés dans le mouvement révolutionnaire.

Et, en effet, l'anomalie géographique que constituait l'enclave pontificale devait s'évanouir dans le coup de tonnerre de la Révolution.

Sans doute les Comtadins menaient-ils une existence plus paisible que celle de leurs frères de France : ni impôt d'Etat, ni service militaire, ni rachat des offices, ni la puissance oppressive des grands seigneurs féodaux n'étaient pour eux sujets de préoccupation. Mais, en cette fin du XVIII^e siècle, les aspirations généreuses issues du plus profond d'eux-mêmes les poussaient irrésistiblement vers la véritable mère-patrie, en d'autres termes vers le progrès.

Et la pensée de Jefferson appliquée au Comtat prend alors toute sa signification : « *Tout homme a deux patries, la sienne et puis la France* ».

(63) JOSEPH CRISPIN LOUIS DE LA BAUME DES ACHARDS, Evêque de Cavaillon en 1760. Mort à Lyon en 1783.

(64) ETIENNE ANDRE FRANÇOIS DE PAULE FALLOT DE BEAUMONT, né à Avignon en 1750. En 1786 Evêque de Sébastopolis et coadjuteur de l'Evêque de Vaison. Se réfugia à Chambéry en 1792. Successivement Evêque de Plaisance, premier aumônier de Napoléon, Archevêque de Bourges, il servit d'intermédiaire entre Napoléon et Pie VII (Savone, Fontainebleau). Mort à Paris le 26 Octobre 1835.

(65) JOSEPH MARIE SIMON DE PAYS DE MORACET, né à Valréas en 1744, consul de sa ville natale en 1791, l'un des chefs de l'Union de Sainte Cécile. Mort à Valréas en 1810.

APPENDICE

MODE DE CONVOCATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DES TROIS ETATS DE LA PROVINCE ADOPTE PAR L'ASSEMBLEE
GENERALE DU 25 SEPTEMBRE 1789 (1) ET MODIFIE
PAR L'ASSEMBLEE GENERALE DU 24 MARS 1790 (2)

I. Plan de règlement pour la convocation de l'Assemblée Générale des trois Etats de la province.

Article 1. — En exécution du Bref de S. S., Son Exce le vice-légat sera suppliée d'envoyer des lettres de convocation et copie du présent règlement à l'Evêque de Carpentras pour le clergé, à l'Elu de la Noblesse pour les seigneurs feudataires et aux juges des trois judicatures pour les communes.

Article 2. — Quinzaine au plus tard après la notification des lettres de convocation, tous les convoqués compris dans les articles du présent règlement seront tenus de s'assembler à l'effet les ecclésiastiques et les feudataires de choisir leurs députés pour l'Assemblée Générale de Trois ordres et les communes de nommer des électeurs qui seront chargés de la confection des cahiers de doléance et ensuite de l'élection des députés.

Article 3. — Le clergé sera représenté par les trois Evêques de la Province et par douze députés librement élus dans une assemblée générale de ce corps. Cette assemblée sera composée de tout bénéficié décimataire ou propriétaire de fonds de terre et d'un député de chaque corps ecclésiastique et de chaque maison religieuse des deux sexes propriétaires de fonds de terre, les bénéficiés et corps réguliers propriétaires domiciliés ou établis hors de la province seront admis dans l'assemblée de l'élection par l'intervention d'un procureur ecclésiastique séculier ou régulier domicilié dans le Comtat, les Curés congressistes seront admis dans l'Assemblée du clergé et pourront être électeurs et éligibles.

Indépendamment du droit de députation accordé à chaque ecclésiastique les chanoines à prébendes dans la province seront admissibles dans l'Assemblée sans pouvoir y réunir deux voix.

Les séminaires, collèges, hôpitaux et autres œuvres pies étant des établissements relatifs à l'intérêt public à la conservation desquels tous les ordres sont intéressés ne pourront pas être représentés

Les députés de ce corps, pour l'Assemblée générale des trois ordres, pourront être choisis indifféremment parmi tous les ecclésiastiques dans l'Assemblée.

(1) Arch. dép. de Vaucluse C 46 fol. 466 v.

(2) Idem ibidem fol. 556.

siaistiques propriétaires ou non, pourvu qu'ils aient domicile dans la province un an avant la convocation.

Cette assemblée sera convoquée par l'Evêque de Carpentras suivant le régime et forme particuliers au clergé.

Article 4. — Les Sgrs. feudataires seront représentés par l'Elu de la Noblesse et 14 députés sans que dans l'assemblée de l'élection personne puisse réunir plus d'une procuration. Les députés de ce corps ne pourront être pris que parmi les membres domiciliés dans la province ou à Avignon un an avant la convocation.

Cette assemblée sera convoquée par l'Elu de la Noblesse suivant les formes particulières et le régime de ce corps.

Article 5. — Les communes fourniront un député à raison de 2.000 âmes.

Article 6. — Toute communauté néanmoins qui aura une population de 1.000 à 2.000 âmes aura la faculté de nommer à elle seule un représentant à l'Assemblée Générale des trois ordres.

Article 7. — Les communautés ou corps d'habitants qui n'auront pas la population prescrite par l'article ci-dessus se réuniront avec les communautés les plus voisines pour compléter le nombre d'environ 2.000 âmes et l'élection du député qui sera choisi en commun se fera dans le lieu le plus fort en population.

Article 8. — Cette réunion s'opérera par le moyen des électeurs choisis par chacune des communautés relativement à leur population réciproque, lesquels électeurs seront tenus de se rendre au jour indiqué dans le lieu le plus fort en population pour élire le député à l'Assemblée Générale.

Article 9. — Néanmoins les communautés déjà représentées dans la province continueront à nommer provisoirement un député quoiqu'elles n'aient pas la population requise par l'article ci-dessus, mais cette élection ne pourra se faire que suivant les formes prescrites par le présent règlement.

Article 10. — Il sera nommé 12 électeurs à raison d'un député.

Article 11. — Les électeurs réunis rédigeront les cahiers des doléances et éliront des députés à l'Assemblée Générale des trois ordres.

Article 12. — Tout citoyen propriétaire chef de famille âgé de 25 ans sera admissible dans les assemblées élémentaires. Seront exclus de la dite assemblée ceux qui sont dans l'état de domesticité, c'est-à-dire serviteurs à gages, seront aussi exclus les banqueroutiers et faillis, les enfants des faillis à moins qu'ils n'aient payé leur portion virile de dettes de leur père; ceux qui ont des brefs de 5 ans à moins qu'ils n'y renoncent, les repris de justice seront également exclus de la dite assemblée.

Article 13. — Les Forains seront convoqués comme les autres habitants: dans les pays où ils ont des syndics établis, les syndics

seront électeurs adjoints pour dresser le cahier de doléances et nommer les députés; ils seront eux-mêmes éligibles, mais dans ce cas les forains étant suffisamment représentés, ils ne seront plus convoqués.

Article 14. — Les femmes possédant divisément, les filles et les veuves ainsi que les mineurs propriétaires pourront se faire représenter par des procureurs pris dans leur ordre, lesquels procureurs ayant les requis prescrits par le présent règlement pourront être électeurs et éligibles.

Article 15. — Toute ville dont la population excèdera 4.000 âmes pourra se diviser en districts et les électeurs pourront ainsi se réduire en Comité pour rédiger les doléances.

Article 16. — Les électeurs ne pourront être pris que dans la classe des propriétaires aptes à posséder les charges municipales, ayant domicile dans le lieu ou terroir, mais les députés à l'Assemblée Générale pourront être choisis indistinctement parmi tous les propriétaires domiciliés depuis un an dans le ressort dont le lieu fait partie.

Article 17. — Le pouvoir des électeurs cessera dès le moment que les députés à l'Assemblée Générale seront élus et toute assemblée ultérieure leur sera interdite.

Article 18. — Nul ne pourra être élu député à l'Assemblée Générale s'il n'est domicilié dans le district un an avant la convocation.

Article 19. — Les Assemblées élémentaires sous la surveillance de leurs officiers municipaux procéderont à l'élection du Président qui prononcera provisoirement et nonobstant appel sur toutes les difficultés qui pourront survenir lors des élections.

Article 20. — Le Président des Assemblées élémentaires pourra être électeur et éligible. Les viguiers, greffiers, procureurs judiciaires et agents des Sgrs. ne pourront être ni électeurs ni députés, ni même intervenir dans les Assemblées primaires (3).

Article 21. — Tous ceux qui seront admis dans les assemblées élémentaires prêteront serment de ne donner leur voix qu'aux personnages les plus aptes à opérer le bien public.

Article 22. — Les électeurs prêteront serment de rédiger les cahiers de doléances suivant le vœu de leur conscience et celui de leurs commettants et de ne choisir pour députés à l'Assemblée générale que les personnages les plus dignes par leur probité et leur lumière.

Article 23. — Pour procéder à la Rédaction des cahiers, il sera nommé des commissaires parmi les électeurs qui y vacqueront sans interruption et sans délai et leur travail fini les cahiers seront arrêtés dans l'Assemblée des électeurs réunis.

(3) L'Elu de la Noblesse, au nom de son corps, protesta contre cet article.

Article 24. — Les cahiers seront dressés et rédigés avec plus de précision et de clarté qu'il sera possible et les pouvoirs dont les députés seront munis devront être généraux, suffisants pour proposer, remontrer, aviser, consentir tout ce qui peut concerner les besoins de la province, la réforme des abus, l'établissement d'un meilleur ordre dans toutes les parties de l'administration, la prospérité générale de la province qui sera le bien de tous les individus qui la composent.

Article 25. — On procédera au choix des électeurs par la voie de l'appel nominal; à cet effet il sera nommé un secrétaire qui tiendra un tableau de tous les individus composant l'Assemblée élémentaire et le juge, en suivant l'ordre de ce tableau, demandera à haute voix à chacun des assemblées à tour de rôle qui il choisit pour électeur.

Article 26. — La personne appelée par le juge s'approchera du bureau où seront les officiers municipaux, le juge et le Secrétaire et là elle nommera d'une voix claire et intelligible, de manière à ne pouvoir être entendu néanmoins que par ceux qui seront autour du bureau, les électeurs que sa conscience lui suggérera.

Article 27. — Le Secrétaire tiendra une note exacte de toutes ces nominations et d'après la vérification qui en sera faite, ceux qui réuniront le plus de suffrages seront électeurs. La nomination finie, les notes prises par le secrétaire à ce sujet seront brûlées sur-le-champ.

Article 28. — L'élection des députés à l'Assemblée Générale se fera par voie de scrutin. Chaque électeur sera porteur d'un billet contenant le nom du député qu'il propose. Chacun de ceux qui seront proposés sera balotté à son tour et celui ou ceux qui réuniront le plus de suffrages seront députés.

Article 29. — Dans le cas de partage pour le choix du député, il sera procédé à un deuxième scrutin, et ensuite à un troisième si le partage continue et pour lors, le troisième scrutin fini, le plus âgé des balotés sera député.

Article 30. — Si un député tombe malade ou meurt avant la réunion des députés à l'Assemblée Générale des Trois Etats, il sera suppléé par celui qui après lui aura réuni le plus de suffrages; si c'est au contraire après que l'Assemblée aura été commencée, il n'y aura de suppléant que dans le cas de mort du député ou de démission acceptée par l'Assemblée. Le plus âgé des électeurs sera évangéliste pour la vérification du scrutin et de la balote.

Article 31. — Les députés qui interviendront à l'Assemblée Générale des trois Etats de la province seront payés par leur corps et communauté respectifs.

Article 32. — Les Assemblées élémentaires ne pourront s'occuper que du choix des électeurs.

Article 33. — Les mandats des députés à l'Assemblée Générale ne

pourront être ni prohibitifs ni négatifs, ils ne pourront être non plus que relatifs aux intérêts généraux de la province.

Article 34. — Aussitôt après la signification qui aura été faite par le juge du ressort des lettres de convocation et du règlement, les officiers municipaux, consuls, préposés et autres officiers des paroisses et communautés des campagnes situées dans la province, seront tenus de faire publier les dites lettres et règlement au prône des messes paroissiales et à l'issue des messes à la porte de l'Eglise.

2. Projet de modèle des lettres de convocation à adresser par Mgr. le Vice-Légit.

1° à Mgr. l'Evêque de Carpentras et à M. l'Elu de la Noblesse.

Monseigneur

En exécution du Bref de S. S. pour la convocation d'une assemblée générale des trois états et d'après les ordres qu'il contient, vous voudrez bien convoquer les ecclésiastiques de la province dans la forme et le régime qui lui est particulier à l'effet de se rendre le... du mois... à... pour conférer tant des plaintes et des doléances que des moyens qu'ils auront de proposer à l'Assemblée Générale des trois ordres de la province fixée au... et à cet effet d'élire, nommer et choisir leurs députés parmi les personnages qu'ils croiront les plus dignes de la confiance publique le tout conformément au règlement annexé.

Lettre identique pour l'elu de la Noblesse.

2° A MM. les Juges des trois judicatures.

Mr. En exécution du Bref de S. S. pour la convocation d'une Assemblée Générale des trois états et d'après les ordres qu'il contient, vous aurez soin sitôt la présente reçue de signifier par le ministère d'un huissier aux officiers municipaux, consuls, préposés ou autres officiers des villes, paroisses et communautés du ressort de votre judicature qu'ils aient à faire publier les présentes lettres de convocation et le règlement ci-annexé au prône des messes paroissiales et à l'issue de ces messes à la porte de l'Eglise et de faire dans les délais prescrits par le règlement assembler les communes dans le lieu qu'ils trouveront le plus favorable à l'effet de nommer des électeurs qui seront chargés de rédiger les cahiers de leurs doléances relatives aux intérêts généraux de la province et d'élire les députés à l'Assemblée Générale des trois ordres fixée au... lesquelles convocations et élections seront faites dans les formes et suivant les proportions établies par le règlement dont copie est ci-jointe.

3. Teneur de la formule du mandat spécial.

L'Assemblée donne mandat à M. ou à MM.... de représenter la commune de tel pays à l'Assemblée Générale des Trois Etats du Comtat, lui donne mandat spécial et général de prendre séance aux dits états et de concourir avec les autres membres à la vérification des pouvoirs de ses députés et de la légitimité de leur élection en

observant que tout soit disposé de manière que rien ne puisse y gêner la liberté des suffrages et la dignité de l'Assemblée et dans le cas où il contreviendrait à ce mandat, l'Assemblée déclare le désavouer et lui retirer ses pouvoirs.

Elle lui donne mandat spécial, quand l'assemblée sera ainsi formée de concourir de tous ses efforts à maintenir dans toute sa pureté la religion de nos pères et le culte établi, à assurer d'une manière sacrée et inviolable les droits du prince et de ses sujets, à tous les citoyens la liberté et la sûreté personnelle, à tous les propriétaires la pleine et entière jouissance de leur propriété de quelque genre et nature qu'elles soient de manière qu'on ne puisse jamais y porter atteinte et que les propriétaires soient toujours assurés d'une indemnité effective juste et proportionnelle dans le cas où le bien public exigerait quelque sacrifice ou quelque changement qui leur fut préjudiciable, lui donne pouvoir de voter dans toutes les questions qui s'agiteront dans la dite assemblée selon ses lumières, son honneur et sa conscience, n'ayant jamais en vue que les objets ci-dessus détaillés et en faisant la règle de sa conduite et de son opinion.

4. Formule du Serment.

Je... jure en présence de l'Etre Suprême et sur l'Evangile que j'observerai avec zèle, honneur et fidélité toutes les obligations prescrites par les instructions et les pouvoirs ci-dessus, de ne jamais consulter en donnant mon suffrage que la justice, l'esprit de modération et de paix, l'amour et le respect pour la personne sacrée du Souverain Pontife, l'avantage de mes commettants et l'honneur de la Province.

5. Tableau de la députation des communes tracé d'après l'aperçu de la population des villes et lieux du Comtat.

Villes et lieux —	Population —	Electeurs respectifs pour lieux réunis —	Electeurs au Total —	Députés —
Carpentras, Loriol et Serres	12.000		72	6
Mazan	4.000		24	2
Monteux	4.000		24	2
Pernes	6.000		36	3
Venasque	1.200		12	2
Beaucet	2.000	4	12	1
St. Didier		4		
La Roque s/Pernes		4		
Villes	1.100		12	1
Méthamis	2.000	7	12	1
Blauvac		4		
Javon		1		

Villes et lieux —	Population —	Electeurs respectifs pour lieux réunis —	Electeurs au Total —	Députés —
Velleron	1.200		12	1
Le Thor	3.000	en seul	12	1
Le Thor réuni avec Saumane	1.000	5	12	1
Vaucluse		2		
L'Isle	6.000		36	3
Cabrières	2.000	4	12	1
Maubec		4		
Taillades		3		
Tour de Sabran		1		
Bonnieux	3.500		24	2
Cavaillon	8.000		48	4
Caumont	1.500		12	1
Entraigues	1.000		12	1
Vedènes	2.000	5	12	1
St. Saturnin		6		
Joncquerettes		1		
Sorgues	1.500		12	1
Sarrians	2.000		12	1
Seguret	1.200		12	1
Sablet	1.300		12	1
Rasteau	2.000	5	12	1
Roaix		2		
Vaqueiras		3		
Lafare		1		
d'Urban		1		
Caderousse	4.000		24	2
Aubignan	1.500		12	1
Beaumes	1.500		12	1
Caromb St. Hipolithe	2.700	en seul	12	1
Caromb réuni	1.300	5	12	1
avec Aubarroux		6		
La Roque Alric		1		
Crillon	1.000	7	12	1
Modène		3		
St. Pierre de Vassols)		2		
Mourmoiron	2.000		12	1
et Flassan				
Malaucène	2.700	en seul	12	1
Malaucène réuni	1.300	5	12	1
avec Beaumont		2		
St. Léger		1		
Savoillans		2		
Brantes		2		

Villes et lieux	Population	Electeurs respectifs pour lieux réunis	Electeurs au Total	Députés
Entrechaux		6		
Puiméras		6		
Crestet		5	24	2
St. Romain	4.000	3		
en Viennois		4		
Faucon				
Villedieu		5		
Boisson		4	12	1
St. Roman	2.000	3		
de Malegarde				
Camaret	2.000		12	1
Malemort	1.500		12	1
Cairanne		7		
Rochebude	2.000	3	12	1
Lagarde Pareol				
Bollène	6.000		36	3
Sérignan		9		
Uchaux	2.000	2	12	1
Travaillan		1		
Vauréas	6.000		36	3
Bouschet		5		
Richerenches		4		
St. Pantaléon		2		
Solerieu		1		
Rousset	2.000	5	12	1
Les Pilles		3		
Aubres		2		
Valouses		1		
Eyroles		1		
Bédarrides				
et Gigognan	2.000	provisoirement	24	2
Chateauneuf	1.300		12	1
Gadagne	1.100		12	1

Quoique les autres communautés de la province non mentionnées ci-dessus n'aient pas toutes le nombre de population fixé par le règlement, néanmoins comme elles entrent dans l'Assemblée, elles auront le droit de nommer chacune 12 électeurs pour procéder à la nomination de leur député.

Ces communautés au nombre de 12 sont les suivantes:

Lagnes	12	1
Vaison	12	1
Bédoin	12	1

Oppède	12	1
Menerbes	12	1
Robion	12	1
Visan	12	1
Ste Cécile	12	1
Lapalud	12	1
Piolenc	12	1
Mornas	12	1
Grilhon	12	1
Total des députés pour les communes....		79
Le clergé représenté par 15 députés compris les 3 Evêques		15
Les Feudataires représentés par 15 députés compris l'Elu		15
Total des Députés		107

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Préface	7
Avant-propos	11
Sources manuscrites et bibliographie	13
INTRODUCTION	19
Chapitre I. — Le Comtat	20
Section I. — Géographie	20
Section II. — Historique	22
Chapitre II. — Les Etats depuis leurs origines	26
Chapitre III. — L'Organisation administrative de la province	36
Section I. — L'Administration politique	36
§ 1. Le Recteur et le Légal	36
§ 2. La Judicature et le juge majeur	39
§ 3. L'Assemblée générale des Habitants.	
Le Conseil de ville.	
Les syndics et consuls.	
Les États du Comté, l'Assemblée générale du Pays..	39
Section II. — L'Administration financière	41
La Révérende Chambre apostolique	41
Les Etats du Comté.	
Section III. — L'Administration judiciaire	42
§ 1. Juridictions civiles	43
A. Juridiction de droit commun	43
1. La Cour Suprême de la Rectorie	43
2. Le juge des appellations	44
3. Les juges majeurs ou ordinaires. Les viguiers	44
4. Le Tribunal de la vice-légation	44
6. La Cour de Rome	45
B. Les Juridictions d'Exception	45
1. La Révérende Chambre apostolique	45
2. La Juridiction municipale	45
§ 2. Juridictions criminelles	45
§ 3. Juridictions ecclésiastiques	46
Chapitre IV. — Les rapports du Comtat avec la France jus- qu'en 1774	46

PREMIERE PARTIE. — Constitution et Organisation des Assemblées	51
Chapitre I. — Les diverses assemblées, leurs membres, leur réunion	52
Section I. — Représentation des trois ordres	52
Section II. — Les Assemblées du pays Venaissin au XVIII ^e siècle	53
Section III. — La convocation des Assemblées	56
Section IV. — Lieu de réunion et périodicité	57
Section V. — Les membres des Assemblées	58
Section VI. — La tenue des Assemblées	61
Chapitre II. — Officiers et Commissions des Assemblées	62
Section I. — Les officiers	62
Section II. — Les commissions	65
Chapitre III. — Les Assemblées particulières	67
Section I. — L'Assemblée du Clergé général du Comté Venaissin	67
Section II. — L'Assemblée des Seigneurs vassaux et Feudataires	68
Section III. — Les Assemblées de district	72
DEUXIEME PARTIE. — Les Attributions des Assemblées....	73
Chapitre I. — Attributions politiques et financières	74
Section I. — Affaires politiques	74
§ 1. La levée de troupes de 1708	74
§ 2. Le Franc alleu	75
Section II. — Affaires financières	79
1. L'impôt	79
2. L'emprunt	79
3. Le budget	81
4. L'ordonnancement des dépenses	85
Chapitre II. — Attributions administratives	86
Section I. — L'Agriculture et le ravitaillement	86
§ 1. L'agriculture	86
§ 2. Le ravitaillement	88
Section II. — Le commerce	91
Section III. — L'industrie	97
§ 1. Poudres, Salpêtres, Eaux-fortes	97
§ 2. Orfèvres	98
§ 3. Les mouliniers et les fileurs de soie d'Avignon.....	98
§ 4. Encouragement à une invention	99

	Pages
§ 5. Affaires relatives au sel	99
Section IV. — Les voies de communications, travaux publics, messageries	101
§ 1. Les routes et les chemins	101
§ 2. Le canal de la Durance	103
§ 3. Les inondations du Rhône	106
§ 4. Messagerie	106
Section V. — Le rôle social des Assemblées	107
§ 1. Les insensés	107
§ 2. Les bâtards	111
§ 3. Ecole de sages-femmes	113
§ 4. Filles enceintes	113
§ 5. Les assistés	113
§ 6. Les sépultures dans les églises	114
§ 7. L'arsenic	114
Section VI. — L'activité intellectuelle des trois Ordres.....	115
Section VII. — Affaires diverses	117
§ 1. Défense des privilèges du pays	117
§ 2. Réforme judiciaire	120
§ 3. Notaires	121
§ 4. Archives publiques	123
§ 5. Les Juifs	124
§ 6. Les Congrégations et les Biens de mainmorte.....	128
§ 7. La Maréchaussée	130
TROISIEME PARTIE. — Les trois Ordres et la France.....	131
Chapitre I. — Le Privilège de régnicole	132
Chapitre II. — Les Etats-Généraux et la réunion du Comtat à la France	134
CONCLUSION	147
APPENDICE. — Mode de convocation de l'Assemblée générale des trois Etats de la province adopté par l'assemblée générale du 25 septembre 1789 et modifié par l'assemblée générale du 24 mars 1790	153
I. Plan de règlement pour la convocation de l'assemblée générale des trois Etats de la province	153
II. Projet de modèle des lettres de convocation à adresser par Mgr le vice-légat	157
III. Teneur de la formule du mandat spécial	157
IV. Formule du serment	158
V. Tableau de la députation des communes tracé d'après l'aperçu de la population des villes et lieux du Comtat	158

